

COMMISSION DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 14 MARS 2007

WOENSDAG 14 MAART 2007

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 20 par M. André Frédéric, président.

01 Interpellations et questions jointes de

- M. Francis Van den Eynde au premier ministre sur "la propagande gouvernementale en cette période préélectorale" (n° 1028)

- M. Dirk Claes au premier ministre sur "les 'campagnes d'information' menées par le gouvernement fédéral" (n° 14608)

01.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : On peut lire dans des quotidiens et des revues, ainsi que sur les transports en public, des publicités de l'État louant les mérites du gouvernement fédéral. Il s'agit non pas d'information, mais de publicité. Or en politique, on parle en l'espèce de propagande. En utilisant d'autres couleurs et de temps en temps, un nom de parti, les publicités peuvent être utilisées comme de la propagande pour un parti.

Cette campagne dépasse les limites de la bienséance politique. Le gouvernement ne doit pas abuser de l'appareil étatique pour entretenir son image. Ces formes de propagande pouvaient se concevoir dans l'ancienne RDA mais pas dans une démocratie.

Je voudrais demander au premier ministre de mettre fin à cette forme de propagande.

01.02 Dirk Claes (CD&V) : Au cours des derniers mois, le gouvernement a multiplié le nombre de 'campagnes d'information'. Les publicités et les messages radiophoniques servent également de propagande au gouvernement sous le couvert d'informations.

Dans quels quotidiens et quels hebdomadaires les publicités ont-elles été placées ? Paraîtront-elles encore à l'avenir ? Sur quels émetteurs radiophoniques les messages ont-ils été diffusés ? Le gouvernement envisage-t-il également de diffuser des messages à la télévision ? Quel est le coût total de la campagne ? Quelle agence de communication a réalisé la campagne ? Pourquoi cette 'campagne d'information' est-elle organisée ? Est-elle objective ? Ne s'agit-il pas d'une forme de pré-campagne électorale financée par le contribuable ?

01.03 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : La campagne a été menée dans tous les journaux et magazines du pays. Il n'y a pas eu de spots télévisés ou radiophoniques. Elle a pris fin la semaine dernière et a coûté 2,7 millions d'euros ; ce montant comprend les frais de l'agence anversoise Duval Guillaume Corporate.

L'objectif de la campagne était de présenter aux citoyens la politique du gouvernement d'une manière réaliste, voire sans complaisance. L'évaluation est en cours et semble déjà positive.

Pour cette campagne, le gouvernement a reçu l'aval de la Commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques, dont font également partie certains membres de l'opposition.

La Commission de contrôle a rendu un avis positif sur la note de synthèse portant sur la campagne d'information, destinée à la population et aux entreprises, relative aux mesures, nouvelles et existantes, sur l'environnement, les pensions, la protection des consommateurs, la Belgique dans le monde, la fiscalité, le pouvoir d'achat, les entreprises et les entrepreneurs, ainsi que la lutte contre les discriminations.

Cette campagne ne comportait ni photos ni références au gouvernement. Elle a été menée avec l'approbation du Parlement.

01.04 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : L'octroi de cette autorisation est une chose. Le premier ministre parle toutefois du Parlement, alors que c'est d'une commission qu'il s'agit. Le Parlement se compose de 150 députés, pas d'une série de « commissaires ».

01.05 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : M. Annemans est membre de cette commission. M. Van den Eynde devra l'interpeller.

01.06 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : La commission n'est rien de plus qu'une référence intéressante. Par ailleurs, c'est le premier ministre qui a prononcé le mot « campagne ». Ce mot peut couvrir des sens très différents, mais quelques mois avant les élections, le premier ministre lui donne précisément la connotation que j'évoquais à l'instant. On dit volontiers que c'est neutre et sobre, mais sous l'annonce, on peut lire : « Notre garantie pour 10 511 382 clients satisfaits ». Ce texte est un plagiat calqué sur un slogan d'une chaîne de supermarchés. Ce n'est plus une campagne d'information, c'est de la publicité, c'est-à-dire, en politique, de la propagande.

01.07 Dirk Claes (CD&V) : La commission de contrôle des dépenses électorales a en effet marqué son accord sur le concept, mais pas sur les textes. La question est de savoir si ces textes sont objectifs. La campagne évoque le droit à une meilleure justice mais le manque de places dans les prisons est passé sous silence.

01.08 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : Vous chargez fort bien de rappeler l'existence de ce problème.

01.09 Dirk Claes (CD&V) : Vous utilisez l'argent des contribuables.

01.10 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : Votre parti le fait également.

01.11 Dirk Claes (CD&V) : Il s'agit aussi d'une pratique tendant au financement d'un parti.

Une somme de 2,7 millions d'euros n'est pas négligeable. S'agit-il d'un sponsoring des journaux ? La mission d'un service public est d'informer le public et non d'encenser la politique du gouvernement. On a dépassé les bornes et je considère qu'il s'agit d'une campagne préélectorale gratuite.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par MM. Francis Van den Eynde et Koen Bultinck et est libellée comme suit:

“La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de M. Francis Van den Eynde

et la réponse du premier ministre,

demande au gouvernement

de s'abstenir désormais d'utiliser le canal des communications officielles au public pour se livrer à de la propagande électorale camouflée au bénéfice de la majorité.”

Une motion pure et simple a été déposée par Mme Jacqueline Galant et par MM. Éric Libert et Willy Cortois.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

02 Question de M. Francis Van den Eynde au premier ministre sur "la rencontre secrète du ministre des

Affaires étrangères avec le représentant du gouvernement de Chypre Nord" (n° 14447)

02.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Le 2 mars est paru dans le *Turkish Daily* un article tout à fait insolite faisant état d'une rencontre secrète, dans un lieu secret à Bruxelles, entre le ministre De Gucht et le président du gouvernement fantoche en place dans le Nord de Chypre qui est, comme chacun sait, un territoire occupé. Cette rencontre est restée secrète à la demande du gouvernement belge et, d'après le quotidien turc, c'est aussi à la demande de notre gouvernement qu'elle a eu lieu.

Depuis 1974, cette partie de Chypre est illégalement occupée par la Turquie. La communauté internationale ne reconnaît pas cette occupation et demande le retrait des troupes turques.

Un des problèmes liés à l'adhésion de la Turquie à l'UE est qu'elle ne reconnaît pas la république chypriote, un membre à part entière de l'UE avec laquelle elle est quasi en guerre. Je déduis de cette rencontre secrète et des réactions face à l'échec du référendum dans la partie grecque de Chypre un changement de cap dans la politique belge. Serait-on sur le point d'accepter l'occupation de Chypre sous prétexte de l'adhésion de la Turquie ?

Le premier ministre peut-il confirmer mes déductions ? Dans la négative, peut-il me donner la raison de cette rencontre secrète ?

02.02 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : Je vous communique la réponse que m'a fournie M. De Gucht.

Le 28 février, M. De Gucht a rencontré le leader élu de la communauté chypriote turque, M. Mehmet Ali Talat. Celui-ci était à Bruxelles notamment pour y rencontrer le commissaire européen à l'Élargissement, M. Rehn. M. De Gucht a assisté à la rencontre entre M. Talat et le directeur de l'institut Egmont. Il ne s'agissait donc ni d'une rencontre secrète ni d'une visite formelle compte tenu des résolutions 541 et 550 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui considèrent la république turque du Nord de Chypre comme une entité à part entière.

À l'instar de la Commission européenne et du commissaire à l'Élargissement, M. De Gucht estime qu'il est important d'entendre toutes les parties impliquées dans la question chypriote.

Lors de la discussion, on s'est intéressé au processus conduit par l'ONU pour trouver une solution qui mette un terme au partage de l'île et applique l'accord du 8 juillet. La discussion a également porté sur la réglementation du commerce direct entre la partie Nord de l'île et l'Union européenne. M. De Gucht a demandé à M. Talat d'adopter une attitude positive et de rechercher une solution définitive pour les habitants de Chypre.

02.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Quant au caractère secret de la rencontre, je ne peux qu'à nouveau citer le quotidien turc. Il conviendra donc de rappeler Talat à l'ordre.

Il est bien sûr utile de s'inquiéter du problème chypriote, mais notre préoccupation première ne doit pas avant tout concerner le commerce direct entre le nord de Chypre et l'UE mais plutôt le fait qu'aucune relation commerciale n'est possible entre la République de Chypre et la Turquie.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- **M. Koen Bultinck** au premier ministre sur "les déclarations de la ministre de la Justice relatives à l'implication du premier ministre dans le dossier des expériences de délivrance d'héroïne à Liège" (n° 14394)

- **M. Koen Bultinck** au premier ministre sur "les déclarations de la ministre de la Justice relatives à l'implication du premier ministre dans le dossier des expériences de délivrance d'héroïne à Liège" (n° 14495)

03.01 Koen Bultinck (Vlaams Belang) : Nous avons déjà eu l'occasion d'interroger les ministres de la Santé

publique et de la Justice sur la distribution dans un cadre médical d'héroïne à Liège, qui devrait débiter à l'automne.

Le 27 février dernier, Mme Onkelinx a répondu que le plan stratégique de lutte contre la drogue de la ville de Liège, y compris le projet pilote en question, avait déjà été présenté au premier ministre en 2003. Plusieurs réunions ont déjà été organisées à ce sujet avec le premier ministre. Selon la ministre, il n'est pas nécessaire que le gouvernement fédéral donne formellement son feu vert mais il est clair pour elle que l'ensemble du projet pilote a été élaboré en toute transparence et en concertation avec tous les membres du gouvernement.

Est-il effectivement exact que le premier ministre est au courant de ce projet pilote depuis 2003 ? Combien de réunions ont été organisées à ce sujet avec les services du premier ministre ? L'ensemble du gouvernement se rallie-t-il à la position des deux ministres PS ?

03.02 **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en néerlandais*) : Le 15 octobre 2002, le bourgmestre de Liège m'avait invité, ainsi que M. Duquesne, à discuter avec les responsables politiques locaux du problème des nuisances liées à la drogue. Que ce problème ait tant d'ampleur tient, entre autres, au fait que Liège est située à proximité de la frontière entre différents pays.

Lors de notre visite du 15 janvier 2003, nous avons présenté un plan global conçu par mon conseiller en sécurité et les ministres de l'Intérieur, de la Justice et de la Santé publique. La *task force* liégeoise, composée notamment de représentants de la justice, de la police, des services de secours et d'universités, a également contribué à la préparation de ce plan. Celui-ci comprenait des volets prévention, assistance, mineurs, consommateurs étrangers, maintien de l'ordre, nuisances, politique criminelle et pénitentiaire et collaboration entre justice et services de secours.

La note de synthèse du 23 janvier 2003 ne fait pas référence une seule fois au projet scientifique de délivrance d'héroïne sous contrôle médical ou à l'autorisation de créer des espaces réservés à la consommation. Cela aurait d'ailleurs été difficile car la note de politique fédérale de janvier 2001 en matière de drogues précisait déjà que nous souhaitions attendre les résultats d'expériences mises en œuvre aux Pays-Bas et en Suisse avant de prendre une décision.

Lorsque la *task force* liégeoise a de nouveau posé la question à l'occasion des diverses réunions de suivi après 2003, le point de vue du gouvernement fédéral n'a jamais varié. Voilà ce qui ressort également d'une note récapitulative du 28 avril 2003 de M. Tavernier dans laquelle sont énumérés tous les projets pilotes relatifs au plan d'action liégeois contre la drogue.

(*En français*) La note de politique fédérale en matière de drogues ne prévoit pas de moyens financiers pour le lancement d'une expérience en matière de délivrance d'héroïne. Une telle expérience peut émaner des Communautés, qui sont compétentes en matière de prévention. Toutefois, l'autorité fédérale de la Santé publique a donné pour mission de lancer l'expérience au sein des Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles (SSTC) ».

(*En néerlandais*) L'étude à laquelle M. Tavernier s'est référé a été réalisée en 2003-2004, à la demande de la Politique scientifique, par une équipe pluridisciplinaire de l'université de Liège. La Politique scientifique a publié les résultats de l'étude dans l'ouvrage sur la *Délivrance d'héroïne sous contrôle médical : étude de faisabilité et de suivi*. Le 24 mars 2005, cet ouvrage, ainsi que d'autres études, ont été examinés au cours d'une journée d'étude à Gand.

Sous la législature en cours également, la mise en oeuvre du plan d'action 'nuisances dues à la drogue – Liège' s'est poursuivie. L'expérience relative à la délivrance d'héroïne sous contrôle médical n'en fait pas partie mais la *task force* liégeoise a continué à insister auprès des ministres de la Justice et de la Santé publique et auprès d'autres partis. MM. Vandeurzen et Van Parys, entre autres, ont été invités à Liège l'an passé.

Il n'appartient ni à moi ni au gouvernement de se prononcer sur une expérience scientifique. Les ministres lancent des enquêtes tous les jours. Pour la mise en oeuvre de l'expérience spécifique de Liège, l'accord de l'*International Narcotics Control Board* (INCB) a été demandé. L'accord de cet organe des Nations Unies qui

veille au respect des traités en matière de drogues est essentiel. Si l'INCB donne son feu vert, l'expérience sera menée. S'il ne le donne pas, l'expérience ne sera pas mise en oeuvre.

03.03 Koen Bultinck (Vlaams Belang) : Le premier ministre fournit une réponse étrange. M. Demotte et Mme Onkelinx affirment très clairement qu'ils n'ont même pas besoin de l'accord formel de l'INCB. Selon eux, une notification suffit. Le premier ministre se retranche à présent derrière cet accord. Il a le sentiment, à l'approche des élections, que ce n'est pas le moment de se brûler les doigts avec ce dossier mais il n'a pas non plus le courage de rappeler ces ministres à l'ordre ou de les couvrir sur le plan politique. Il tergiverse donc toujours. Nous continuerons à suivre ce dossier. M. Germaux – médecin et membre de la majorité – a d'ailleurs également déjà émis des critiques.

L'incident est clos.

04 Interpellation de M. Servais Verherstraeten au premier ministre sur "l'exécution de l'accord de gouvernement en ce qui concerne le "renforcement de l'État fédéral" (n° 1058)

04.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : L'accord de gouvernement annonçait, sous le titre " Une administration de meilleure qualité ", de nombreuses mesures dans le cadre de l'élaboration de l'État fédéral. Ainsi, le Comité de concertation devait devenir l'instance par excellence pour traiter les nouvelles formes de coopération entre les Communautés. Un forum devait être créé et, partant de l'accord du 26 avril 2002, préparer des propositions concernant la réforme du système bicaméral, l'autonomie constitutive de la Région de Bruxelles-Capitale, la révision de l'article 195 de la Constitution, les dates d'élections pour les élections fédérales et dans les entités fédérées et l'introduction du terme " Parlement " pour les conseils régionaux et communautaires. De plus, le forum devait rechercher des solutions " pour différentes questions " en vue de contribuer à une plus grande cohérence structurelle des compétences. Il était notamment envisagé de traiter de sécurité routière, de l'octroi de licences d'armes et de la coopération au développement.

L'accord de gouvernement prévoyait par ailleurs que les moyens relatifs à l'accord de coopération au profit de la Région de Bruxelles-Capitale, qui étaient de 100 millions d'euros en 2004, seraient portés à 125 millions d'euros en 2007. Ces fonds seraient pérennisés et les procédures de décision simplifiées. La Cour d'arbitrage serait transformée en une cour constitutionnelle dotée de compétences élargies. Les bases de l'octroi de nouvelles compétences à la Cour des comptes seraient également jetées.

Ces dernières années, le premier ministre a fait encore d'autres déclarations importantes, concernant notamment l'arrêt de 2003 de la Cour d'arbitrage relatif à Bruxelles-Hal-Vilvorde. L'accord relatif au renouveau politique d'avril 2002 prévoyait notamment l'adoption sans délai d'un projet de loi élargissant les compétences de la Cour d'arbitrage. Quel est l'état d'avancement de ce projet ?

04.02 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : Dans les affaires qui ne nécessitaient pas une majorité des deux tiers, nous avons progressé. Lorsque cette majorité était nécessaire, nous n'avons pas réussi à avancer.

Le Comité de concertation est une véritable instance qui dispose d'un vaste secrétariat, d'un nouveau règlement, d'une date fixe de réunion et d'un ordre du jour auquel sont inscrits quinze à vingt-cinq points chaque mois. Il est donc passé du statut d'organe occasionnel à celui de forum permanent.

Les Régions sont désormais compétentes en matière d'octroi des licences d'exportation d'armes.

Dans d'autres matières - la réforme du système bicaméral, la révision de l'article 195 de la Constitution, les dates des élections, Bruxelles-Hal-Vilvorde - il faut une majorité des deux tiers. Pourquoi donc l'opposition n'a-t-elle pas fourni l'appoint des voix ?

Nous avons fait le maximum dans le cadre de l'accord de gouvernement en tenant compte du fait que notre majorité comprend 98 membres de la Chambre et non pas 101, le nombre nécessaire pour une modification de la Constitution.

04.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : On savait déjà au moment de l'élaboration de l'accord de gouvernement que la coalition ne disposerait pas d'une majorité des deux tiers. On aurait bien sûr pu nous

demander notre collaboration mais le nombre d'offres en ce sens fut dérisoire.

La création du forum promis ne nécessitait pas une majorité des deux tiers et pourtant elle aussi a échoué. Le forum s'est réuni une seule fois en tout et pour tout.

Pourtant, obtenir une majorité des deux tiers n'a pas toujours été aussi difficile. À cet égard, je songe notamment au transfert de la compétence en matière de licences d'exportation d'armes, pour lequel on n'a eu – étonnamment - aucune difficulté à la réunir !

En ce qui concerne l'approche des problèmes communautaires, je constate d'importantes similitudes entre les coalitions violettes I et II. Les attentes du sud du pays sont toujours prises en considération mais les demandes du nord butent systématiquement sur toutes sortes d'obstacles politiques. En réalité, cette situation est due au manque d'ambition du premier ministre. Notre proposition de loi relative à la scission de Bruxelles-Hal-Vilvorde n'a pas été approuvée et le gouvernement n'a lui-même pas déposé de projets de loi pour tenir compte de l'arrêt de la Cour d'arbitrage.

Au moment de la conclusion de l'accord politique en 2002, les Verts faisaient encore partie de la majorité. À l'époque, il y avait effectivement une majorité des deux tiers. Ecolo a également approuvé cet accord. Une majorité des deux tiers peut être obtenue aujourd'hui encore à la Chambre si ce parti y participe. Mais une fois de plus, c'est le PS qui a eu gain de cause. L'ensemble du dossier est resté au frigo. Nous avons perdu quatre ans en matière communautaire !

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par M. Servais Verherstraeten et est libellée comme suit:

"La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de M. Servais Verherstraeten

et la réponse du premier ministre,

constate :

- que le gouvernement n'a exécuté qu'un très petit nombre des mesures annoncées en matière de réforme de l'État dans l'accord de gouvernement de 2003;

- que la scission de l'arrondissement électoral et de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde, annoncée après l'accord de gouvernement de 2003, n'a pas été réalisée;

- que par son immobilisme en ce qui concerne la réforme de l'État, le gouvernement est responsable du contentieux communautaire;

et demande au gouvernement

de se justifier en séance plénière quant aux causes et aux raisons de la non-exécution de son programme en matière de réforme de l'État."

Une motion pure et simple a été déposée par Mme Jacqueline Galant et par MM. Éric Libert, Willy Cortois, David Geerts et Jean-Claude Maene.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

La discussion des interpellations et des questions est suspendue de 15 h 06 à 15 h 43.

05 Interpellation de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "le bilinguisme fonctionnel des agents" (n° 1032)

05.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Dans le cadre de la réforme Copernic, la loi du 12 juin 2002 a instauré le bilinguisme fonctionnel. L'arrêté d'exécution appelé à expliciter cette notion a connu un long calvaire. Lors de la discussion de sa note de politique générale, le ministre a affirmé qu'un nouveau groupe de travail avait été constitué pour élaborer ce concept.

Je regrette que les managers, qui ont fait l'objet d'une revalorisation statutaire importante, ne doivent faire preuve que d'un bilinguisme fonctionnel et que ce bilinguisme fonctionnel ne constitue même pas une condition de nomination, mais que les agents concernés disposent de six mois pour s'y conformer.

Qu'en est-il des travaux de ce groupe de travail ? La notion de bilinguisme fonctionnel a-t-elle été définie dans l'intervalle ou le ministre compte-t-il abandonner cette piste et imposer le bilinguisme parfait ? Un nouveau concept a-t-il été élaboré pour remplacer celui de bilinguisme fonctionnel ?

05.02 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : Pour interpréter la notion de « bilinguisme fonctionnel », il convient de tenir compte de l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique (CPCL), laquelle estime que l'introduction de la connaissance fonctionnelle va à l'encontre des principes généraux de la loi, à savoir l'unilinguisme des fonctionnaires et le bilinguisme des administrations. Le CPCL ajoute qu'il faut éviter que la connaissance fonctionnelle n'entre en conflit avec le principe général.

Il faut donc trouver une solution de compromis. Un nouveau groupe de travail, constitué d'universitaires du nord et du sud du pays, se penche sur ce problème. Dans sa réflexion, le groupe de travail devra tenir compte du cadre de référence européen et des remarques du CPCL.

Il me paraît également indispensable que nous comparions notre situation avec celle d'autres pays plurilingues comme le Canada, la Suisse ou le Luxembourg. Je veux être tenu au courant des dispositions réglementaires qui sont d'application dans ces pays et de la manière dont elles sont concrètement mises en œuvre.

J'ai également demandé une comparaison internationale des systèmes destinés à évaluer le niveau réel des connaissances linguistiques des décideurs, notamment par rapport au cadre de référence européen. Le problème est que si la plupart des managers ont une bonne connaissance de l'autre langue, ils n'échouent pas moins aux examens du Selor. Il faut que nous affinions le système d'évaluation, et les systèmes étrangers, comme le test néerlandais « Cito », peuvent servir d'exemple.

Nous avons besoin d'un système d'évaluation clair qui puisse fournir une idée précise du niveau de connaissance effectif de la seconde langue nationale et qui aide également les managers à progresser. Pour interpréter la notion de « connaissance linguistique fonctionnelle », il faut tenir compte aussi du niveau de connaissance existant chez les titulaires des fonctions visées.

Une série de tests sont en cours afin de voir si un tel système est actuellement disponible. Cela devrait nous permettre ensuite de mettre en œuvre de façon optimale la notion de « connaissance linguistique fonctionnelle », en tenant compte non seulement des exigences de bon fonctionnement du service, mais également d'une évaluation réaliste du niveau réel des connaissances linguistiques du groupe cible.

Si l'on veut traiter ce problème sérieusement, il faut prendre le temps nécessaire et procéder à des tests. Je n'ai point l'intention de bloquer les choses.

05.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Je ne mets pas en doute les bonnes intentions du ministre lui-même, mais le contenu de sa réponse m'a tout de même déçu. Le cadre de référence européen existait déjà au moment où la loi a vu le jour. Je tiens d'ailleurs à faire remarquer qu'en Suisse, tous les fonctionnaires doivent être tout à fait polyglottes. Le ministre précédent était également un partisan du bilinguisme, mais il a dû s'incliner devant un consensus politique au sein de la coalition violette. Je peux ne pas être d'accord avec ce consensus, mais à partir du moment où il existe, il doit être respecté. Il est cependant évident que la volonté de mettre véritablement en œuvre ce bilinguisme fonctionnel fait défaut. Les deux universités désignées ont soumis leur rapport et la recommandation du CPCL remonte au mois de septembre 2005. Au fond, le travail préparatoire a déjà été effectué.

Ma conclusion est que rien n'a pu être réalisé parce que certains titulaires ne sont pas en mesure de satisfaire aux exigences et qu'en raison d'accords politiques en matière de nominations, on souhaite les laisser en place. Cependant, le bilinguisme est une condition indispensable pour que les managers puissent fonctionner correctement. Comment peuvent-ils d'ailleurs évaluer correctement leurs subalternes s'ils ne parlent même pas leur langue ?

Je dépose une motion de recommandation, dans laquelle je demande au gouvernement de promulguer un arrêté royal avant la fin la législature et de ne procéder à aucune nouvelle nomination tant qu'il n'y aura pas d'arrêté royal.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par Mme Katrien Schryvers et par MM. Dirk Claes et Servais Verherstraeten et est libellée comme suit:

"La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de M. Servais Verherstraeten
et la réponse du ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances,
recommande au gouvernement
- de promulguer encore sous cette législature les arrêtés d'exécution nécessaires en matière de bilinguisme fonctionnel;
- de ne plus procéder à de nouvelles nominations en attendant l'entrée en vigueur de ces arrêtés."

Une motion pure et simple a été déposée par M. Jean-Claude Maene.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

06 Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "l'enregistrement des travailleurs allochtones dans les services publics" (n° 14315)

06.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Il fallait, dans le cadre du plan de diversité pour la fonction publique, un instrument permettant de connaître le nombre de fonctionnaires d'origine étrangère. Le groupe de travail créé à cette fin s'est-il déjà mis d'accord sur une définition ? Quel en est le contenu ?

Le ministre a affirmé précédemment que l'instrument serait appliqué à des données existantes du registre national etc. Cet exercice a-t-il déjà été effectué ? Avec quels résultats ?

06.02 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : Le Centre propose d'arrêter une définition sur la base des éléments suivants: la nationalité à la naissance, la nationalité des parents et le lieu de naissance du travailleur et de ses parents.

Pour l'heure, aucun consensus sur une définition claire ne s'est encore dégagé au sein du groupe de travail.

J'estime, pour ma part, que cette définition doit, dans tous les cas, permettre un traitement égal des personnes de nationalité étrangère et des personnes d'origine étrangère qui font également l'objet de discriminations mais ne peuvent être identifiées dans le cadre des études relatives au marché du travail belge dans la mesure où elles ont la nationalité belge.

Étant donné qu'il s'agit d'une définition de travail et non d'une définition légale ou réglementaire, il faut d'abord un consensus aux niveaux technique et méthodologique.

Je plaide pour une définition de travail permettant aux enquêteurs d'évaluer la discrimination dont sont victimes les personnes d'origine étrangère et non pas de déterminer qui est allochtone, ce qui ne ferait qu'étiqueter les intéressés et entraînerait des effets pervers.

Jusqu'à présent, le groupe de travail a expliqué les difficultés méthodologiques qu'il éprouvait non pas tellement à rassembler des données d'ordre ethnique mais plutôt à mettre au point un instrument permettant, sur la base d'un ensemble de données anonymes, de cerner les formes de discrimination dans les différents secteurs professionnels.

Je ne souhaite appliquer cet instrument à la fonction publique fédérale que si j'obtiens des garanties en ce qui concerne la protection des données et la nature des questions auxquelles il pourra être demandé de répondre. Le suivi du nombre de personnes d'origine étrangère dans la fonction publique ne peut être utilisé que dans le but de favoriser la diversité. Je souhaite poursuivre l'examen de ces aspects avec mon collègue en charge de l'Emploi, ainsi qu'avec les experts du groupe de travail du Centre pour l'égalité des chances afin de pouvoir ensuite faire avancer le débat sur ce point avec les Régions et le SPF P&O.

06.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Nous n'avons guère progressé depuis ma question orale du 29 novembre. L'objectif consiste à accroître le nombre de personnes d'origine allochtone dans les effectifs de l'administration fédérale. Je suis tout à fait d'accord, mais il faudrait pour cela que nous disposions au moins d'une définition de travail.

L'incident est clos.

07 Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "le recours à des bureaux de consultance externes par les services publics" (n° 14316)

07.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Les premières années après la réforme Copernic ont été caractérisées par une intensification du recours aux agences externes de consultants, alors que les services publics disposaient pourtant de l'expertise nécessaire en interne. Par la suite, la politique à cet égard a progressivement changé. La note de politique générale 2007 précise uniquement qu'il sera fait appel à une expertise externe si celle-ci est véritablement indispensable et que ce recours doit toujours s'inscrire dans l'optique d'un transfert de compétences.

Pour quelles missions un recours à des consultants externes est-il encore prévu ? Quel est le coût de cette procédure ? Pour quelles raisons sera-t-il fait appel à des consultants externes ?

07.02 Christian Dupont, ministre (en néerlandais) : En 2007, il sera à nouveau fait appel à des bureaux de consultance externes pour le projet NOVO, qui induira un changement de culture au sein du SPF Sécurité sociale, ainsi que pour le projet Facility Management du SPF Économie. Le coût de ces projets d'amélioration est estimé respectivement à 385.925 et 393.250 euros. Il s'agit de projets pilotes dans des domaines où on constate actuellement un manque total d'expertise au sein des pouvoirs publics. En outre, un projet d'amélioration est envisagé pour le SPF P&O, mais aucune estimation budgétaire ne peut encore être réalisée en la matière.

L'État fédéral est encore en plein processus d'apprentissage en ce qui concerne le *business process engineering*. Ce processus se déroule sur le terrain. Les fonctionnaires sont pleinement impliqués dans le projet du bureau de consultance. À l'avenir également, comme pour les projets précédents, il sera exclusivement fait appel à des fonctionnaires pour la première phase des projets. Un élément important de ces projets est aussi la transmission de connaissances des consultants aux fonctionnaires concernés. L'objectif est de faire en sorte qu'au moins trois fonctionnaires collaborent quotidiennement avec chaque consultant.

07.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Sous le gouvernement violet, le recours aux services d'agences externes de consultants a doublé. En 2007, près de 4 millions d'euros seront à nouveau consacrés à des projets mis en œuvre par des consultants externes. C'est énorme, d'autant plus que nous disposons d'une grande expertise interne. Je plaide pour davantage de modération à cet égard. S'il faut faire des économies - et je pense que le budget 2007 demandera d'en faire - il faudra en réaliser notamment à ce niveau.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Servais Verherstraeten au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "les mesures annoncées en faveur des agents contractuels des services publics" (n° 14317)**

- **M. Servais Verherstraeten au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique**

des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "les modifications proposées en matière d'emploi des agents contractuels" (n° 14321)

08.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Le Conseil des ministres du 2 février a approuvé un avant-projet de loi portant des dispositions diverses dans le domaine de la fonction publique. Selon le communiqué de presse du gouvernement, cet avant-projet stipulerait que les agents contractuels occupés par les pouvoirs publics depuis plus de deux ans ont droit à un contrat à durée indéterminée.

Quels autres aspects du statut des fonctionnaires cet avant-projet de loi règle-t-il ? Le recrutement contractuel n'est en principe possible qu'à titre exceptionnel. Veut-on accorder un contrat à durée indéterminée à des agents contractuels, sans qu'ils puissent être nommés statutairement ? Combien d'agents sont susceptibles de bénéficier de cette mesure ?

L'avant-projet ne correspondrait guère au contenu du communiqué de presse. Est-il exact que le projet prévoit un délai de trois et non de deux ans pour le bénéfice d'un contrat à durée indéterminée ? Est-il exact que tous les agents n'entrent pas en ligne de compte, mais qu'ils doivent préalablement réussir un concours de recrutement ? Comment s'explique la divergence entre l'avant-projet et le communiqué de presse ?

08.02 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : Ce projet de loi devrait permettre au ministre de la Défense de déléguer à l'administrateur général de l'Institut géographique national ses compétences en matière de nomination, de promotion et de destitution d'agents des niveaux B, C et D. Les présidents du comité de direction des services publics fédéraux se sont également vu attribuer cette compétence.

Par ailleurs, ce projet supprime la quatrième catégorie de contractuels de la loi du 22 juillet 1993. Cette catégorie se composait de managers contractuels, tandis que la priorité est donnée à des emplois statutaires. Les fonctions de management et d'encadrement sont attribuées à l'issue d'une procédure de sélection ainsi que par le biais d'un arrêté de nomination qui donne à l'intéressé une sorte de statut statutaire.

Le projet donne dès lors la priorité à des emplois statutaires et dispose que les recrutements basés sur un contrat de travail doivent constituer l'exception. Les modalités du contrat de travail ainsi que les missions assignées au personnel contractuel doivent faire l'objet d'une concertation en Conseil des ministres.

Le projet de loi entend également supprimer l'avis du collège des administrateurs généraux des institutions publiques de sécurité sociale pour tout ce qui concerne le statut de leur personnel, étant donné que ce statut correspond à celui des agents de l'État.

Enfin, le projet dispose également que le personnel contractuel en service depuis au moins trois ans et lauréat d'un concours de recrutement pour un poste du même grade obtiendra un contrat à durée indéterminée. Le communiqué de presse est dès lors erroné dans la mesure où il mentionne que les membres du personnel contractuel obtiennent déjà un contrat de travail à durée indéterminée après deux ans de service. Par ces mesures, nous désirons conserver l'expertise, assurer la continuité du service et assurer aux personnes concernées un emploi stable. Le nombre précis d'agents contractuels concernés est impossible à déterminer puisqu'il s'agit d'une mesure permanente.

08.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Je présume que ce communiqué de presse erroné était déjà prêt avant qu'il soit question de trois ans.

08.04 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : Cela a toujours été trois ans. Et c'est ce qui était aussi mentionné dans la note du gouvernement. Ce communiqué de presse était inexact.

08.05 Servais Verherstraeten (CD&V) : Pourtant, il est aussi question de deux ans dans la note destinée au comité B.

08.06 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : À ma connaissance, personne n'a jamais parlé de deux ans. Selon moi, ça a toujours été trois ans.

L'incident est clos.

09 Interpellation et question jointes de

- **M. Servais Verherstraeten** au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des Chances sur "l'annulation de plusieurs nominations à des postes élevés dans la fonction publique" (n° 1043)

- **M. Servais Verherstraeten** au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "le retrait de la nomination du président du comité de direction du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale" (n° 14643)

09.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Dans le cadre d'une « carte blanche » publiée dans la presse, le président du SPF Sécurité sociale a critiqué sévèrement l'annulation par le Conseil d'État de la nomination de plusieurs personnes à des fonctions dirigeantes au sein de services publics, n'hésitant pas à parler d'acte de terrorisme. J'en ai été consterné, d'autant que cette annulation était prévisible.

Je comprends en partie l'argumentaire du président du SPF car il arrive que les arrêts tardent à être rendus. Et je compatis avec les fonctionnaires concernés. Eux-mêmes ne peuvent rien y faire car c'est surtout au niveau de l'organisation des examens que le bât blesse.

À l'époque, j'avais déjà attiré l'attention du ministre de la Fonction publique sur ce problème en lui suggérant de prévoir deux jurys : l'un unilingue, l'autre linguistiquement mixte. Mais le ministre ne l'a pas entendu de cette oreille et a préféré prendre des risques.

Je trouve que ces critiques à l'égard du Conseil d'État ne sont pas opportunes. Les fautifs, ce sont ceux qui ont organisé les examens et opté pour des jurys unilingues. Le fait qu'une épée de Damoclès était suspendue au-dessus de la tête du président du SPF a sans aucun doute amoindri son autorité.

Combien de nominations auxquelles il a été procédé suivant la procédure initiale ont été annulées par le Conseil d'État ? Combien de fonctions à mandat ont été à ce jour conférées dans les règles de l'art ? Quelles initiatives législatives le gouvernement a-t-il dû prendre pour corriger cette loi lacunaire ? La procédure de nomination en vigueur actuellement est-elle l'objet de recours en annulation devant le Conseil d'État ? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas rectifié immédiatement les procédures attaquées ? Que pense le ministre de la réaction du président du SPF Finances et, en particulier, de son style ?

Si l'on en croit certains commentaires médiatiques, la nomination de M. Maeter à la présidence du comité de direction du SPF Emploi, Travail et Droit social serait retirée parce que les entretiens d'embauche étaient entachés de vices de procédure. Il serait prévu de recommencer ces entretiens.

Des mesures spécifiques ont-elles été prises pour mieux encadrer ou former les ministres dans le cadre de la préparation de cette phase de la nomination des présidents ? Le ministre estime-t-il qu'il convient d'y prêter une plus grande attention ? Le fait que seuls les entretiens d'embauche soient recommencés ne nuira-t-il pas à l'objectivité de la procédure ?

09.02 Benoît Drèze (cdH) : Ce jeune homme reste là à ne rien faire.

09.03 Christian Dupont, ministre (*en néerlandais*) : Cinq nominations auxquelles il avait été procédé selon la procédure initiale ont été annulées, 175 mandats ayant été pourvus correctement. Après la décision du Conseil d'État, qui a estimé que le principe d'égalité avait été violé par le fonctionnement parallèle de deux commissions d'examen, mon prédécesseur, Mme Arena, a d'emblée adapté la réglementation et institué une commission d'examen bilingue. Cette adaptation de la réglementation constituait la seule solution. Quant à l'actuelle procédure de nomination, trois litiges la concernant sont actuellement pendants devant le Conseil d'État.

Un ministre ne peut en effet être assisté ni accompagné lors d'entretiens d'évaluation avec des lauréats. Une telle pratique n'apporterait d'ailleurs aucune plus-value parce que la réglementation est suffisamment claire. Les candidats du groupe A sont évalués au regard de la description de la fonction et du profil de compétences. Un rapport de chaque entretien d'évaluation est joint au dossier de désignation. Lorsque la liste des lauréats du groupe A est épuisée, la procédure est recommencée avec le groupe B.

Avec nos conseillers juridiques, je suis d'avis que la procédure peut être recommencée à partir de la phase de la procédure à propos de laquelle il existe une présomption de faute. Je ne puis me substituer à un juge administratif.

09.04 Servais Verherstraeten (CD&V) : Je déplore le style de la note adressée par le président du SPF au Conseil d'État. La responsabilité de cette affaire incombe au premier gouvernement violet, qui n'a pas opté en faveur de jurys linguistiquement mixtes. Le système actuel ne donne pas davantage satisfaction. Le risque que la moitié du jury ne comprenne pas une partie des candidats est réel. Le jury doit être linguistiquement mixte, tous les membres devant être bilingues.

Dans l'intervalle, la personne ayant fait l'objet d'une nomination irrégulière est en place depuis six mois, ce qui lui confère un avantage sur les autres. Il serait préférable de recommencer la procédure à zéro. Par ailleurs, l'intéressé n'avait obtenu qu'un classement B. Dans le cadre du système actuel, un flamand et un wallon seront nommés, s'agissant également d'un libéral et d'un socialiste. À la veille des élections, on rameute tout l'équipage sur le pont pour veiller à ce que les amis politiques arrivent à bon port.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par Mme Katrien Schryvers et par MM. Dirk Claes et Servais Verherstraeten et est libellée comme suit:

"La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de M. Servais Verherstraeten
et la réponse du ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances,
recommande au gouvernement
- d'instaurer des procédures disciplinaires pour les mandataires;
- de prévoir des jurys linguistiquement mixtes dont tous les membres remplissent les conditions du bilinguisme fonctionnel;
- de veiller à ce que le ministre dispose d'un encadrement et de l'expertise nécessaire pour mener les entretiens de sélection."

Une motion pure et simple a été déposée par M. Jean-Claude Maene.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

10 Question de M. Benoît Drèze au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les arrêtés d'exécution relatifs au centre d'observation et d'orientation pour MENA" (n° 14640)

10.01 Benoît Drèze (cdH) : Des associations m'interpellent sur la mise en place du centre pour l'accueil des mineurs étrangers non accompagnés (MENA) à la frontière. Cette mesure a été mise en place par votre loi-accueil en novembre 2006, pour présenter une alternative à la détention des MENA. Leur séjour dans ce centre ne devait pas dépasser deux semaines, et le « suivi » assuré par un personnel adéquat. Mais les arrêtés d'exécution de cette loi se font attendre.

Ces arrêtés sont-ils prêts, et si oui quand seront-ils publiés ? Si non, pourquoi ?

10.02 Christian Dupont, ministre (*en français*) : Un projet d'arrêté royal déterminant le régime et les règles de fonctionnement des centres d'observation et d'orientation est en cours de finalisation. L'arrêté royal sera publié avant le premier mai, tout comme la loi d'accueil qui en constitue la base juridique.

L'incident est clos.

Le président : Les questions n^{os} 14203 et 14427 de Mme Gerken et 14234 de M. Goutry sont transformées en questions écrites, leurs auteurs ayant pris la peine de s'excuser ; en revanche, les questions n^{os} 14215 de M. Chabot, 14338 de M. Wathélet et 14432 de M. De Padt sont supprimées.

M. Arens a demandé le report de sa question n° 14406. Dont acte.

11 Question de M. Benoît Drèze au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les pratiques médicales douteuses dénoncées le 1^{er} mars dernier au centre fermé de Vottem" (n° 14464)

11.01 Benoît Drèze (cdH) : Je vous avais déjà interrogé à propos de la démission du médecin du centre de Vottem et des dénonciations de quatre gardiens d'enfermements anormalement longs.

Le service médical de Vottem se trouve actuellement sous les ordres du directeur du personnel, qui n'aurait pas de compétence médicale. Une infirmière a été licenciée et elle prétend qu'il s'agit d'un licenciement abusif parce qu'elle s'opposait à des injections inappropriées d'un neuroleptique. En séance plénière, vous avez centré le débat sur la forme et non sur le fond. Vous avez demandé que l'infirmière vous contacte plutôt que de recourir à la presse (voir *Compte rendu analytique* n° 267 du 1^{er} mars 2007, p. 8-11).

Or, la veille de notre échange en plénière, il semblerait que Mme Monique De Knop, présidente du comité de direction du SPF Intérieur, soit venue à Vottem pour indiquer aux gardiens et au personnel qu'elle ne se sentait pas liée par votre promesse d'impunité de novembre dernier et qu'elle sanctionnerait immédiatement les quatre gardiens en question si leur identité lui était connue. Est-ce à votre demande que Mme De Knop est venue à Vottem ? Comment réagissez-vous à ses propos ? Si les faits dénoncés par l'infirmière s'avéraient exacts, les qualifieriez-vous d'acceptables ou d'inacceptables ? Pourquoi ? Enfin, ne pensez-vous pas qu'un médecin devrait être engagé d'urgence et faire de nouveau partie intégrante du personnel du Centre fermé de Vottem ?

11.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Je n'ai pas centré le débat sur la forme. Mon plaidoyer en faveur de l'utilisation des procédures appropriées touche le fond de l'affaire. La pratique des dénonciations souvent anonymes dans la presse est inacceptable. Je n'ai pas demandé à Mme De Knop de se rendre à Vottem. En sa qualité de présidente du comité de direction du SPF Intérieur, elle peut cependant sanctionner les auteurs de dénonciations anonymes si elle juge que de telles pratiques sont incompatibles avec le statut du personnel, d'autant plus si les faits dénoncés sont inexacts et non fondés. Les responsables de la direction du centre fermé de Vottem vont d'ailleurs engager une action civile dans le but de voir rétablie la vérité.

Il est faux d'affirmer que les pratiques médicales dans le centre de Vottem sont contestables. La réponse aux éléments invoqués dans l'article de *La Libre Match* se trouve sur le site internet de l'Office des étrangers. Je puis vous assurer qu'une équipe médicale veille à la prise en charge médicale des résidents du centre dans le respect du code déontologique. Le recours à des infirmières intérimaires fait suite au congé de maternité de deux infirmières ainsi qu'à plusieurs absences de la troisième. Des tests de sélection ont été organisés et deux infirmières viennent d'accepter un contrat à temps plein à Vottem.

Une prise en charge médicale des résidents est prévue. Dans tous les centres, des médecins travaillent sous contrat d'entreprise. Il y a deux médecins à Vottem, dont un est le remplaçant du médecin qui a été engagé sur une base contractuelle. Ce type d'engagement fait suite au souhait des ONG de faire appel à des médecins indépendants.

11.03 Benoît Drèze (cdH) : Il semble que le dossier avance. J'entends que le centre entame une action civile. Forcément, un examen aura lieu par ce biais-là. J'ai effectivement pris connaissance sur le site du document qui émane des médecins concernés. Les médecins extérieurs s'expriment sur un papier à en-tête de l'autorité publique. C'est quelque peu curieux, mais ce n'est pas un point fondamental. Nous disposons d'un autre point de vue et c'est à chacun de se forger une opinion en attendant que la justice apporte davantage de clarté.

Ne pensez-vous pas qu'il serait souhaitable qu'un médecin continue, comme avant, à faire partie du personnel ?

L'incident est clos.

12 Question de M. Philippe Monfils au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le rachat par la police d'armes de particuliers" (n° 14504)

12.01 Philippe Monfils (MR) : Le 17 février, la presse nous apprenait que certaines zones de police profitent des collectes d'armes pour racheter à bas prix des armes de service. Cette façon de faire est inacceptable sur le plan légal. Toute arme abandonnée à la police doit être automatiquement détruite. Les exceptions ne valent que pour les armes à intérêt historique ou didactique. Partagez-vous mon point de vue et envisagez-vous de faire connaître à toutes les zones de police l'interdiction de racheter des armes à des particuliers venus les déclarer ?

12.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : La destruction est clairement prévue dans le cas où l'arme est prohibée. Pour les armes que l'on peut détenir sur la base d'un permis, la réglementation prévoit que le propriétaire, qui n'obtient pas le permis requis, peut céder l'arme à une personne autorisée à la détenir.

Je partage votre point de vue. Les policiers sont, comme les citoyens, soumis à la loi. Enfreindre ces règles constitue non seulement un délit sérieux, mais aussi un manquement au code de déontologie du policier. Le fait de profiter de sa qualité de policier pour racheter une arme à un prix anormalement bas constitue un manquement au code de déontologie du policier. Je ne manquerai pas de le rappeler aux zones de police.

12.03 Philippe Monfils (MR) : Votre réponse me réjouit. J'espère que vous enverrez une note aux zones de police en ce sens.

12.04 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Je vous en transmettrai une copie.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Véronique Salvi au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le risque imminent de grève de la part des policiers de Charleroi" (n° 14509)

13.01 Véronique Salvi (cdH) : A l'occasion de votre visite à Charleroi en compagnie du premier ministre et de la ministre de la Justice, lundi dernier, vous avez annoncé plusieurs dispositions visant à améliorer la situation de la zone, qui me paraissent légèrement insuffisantes et que la Chef de zone estime clairement insuffisantes, vu la situation d'insécurité et le découragement des policiers.

Au cours de votre intervention à Charleroi, vous avez indiqué que le gouvernement ne peut se permettre de revoir la norme KUL, alors que là réside pourtant la solution.

Ces mesures, on peut les considérer de manière optimiste, selon la théorie du verre à moitié plein, mais je penche plutôt pour la théorie du verre à moitié vide.

Cinq syndicats ont déposé aujourd'hui un préavis de grève. S'ils l'exécutent, il y aura encore moins de présence policière sur le terrain et la sécurité des Carolorégiens sera en danger.

Quel est votre avis sur ces risques réels ? Comment comptez-vous réagir avant la mise en application des premières dispositions, en juin ou juillet, si de tels événements devaient avoir lieu demain ?

13.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Je me réfère d'abord à ma réponse à la question précédente du 17 janvier 2007 ainsi qu'à celle de M. Massin (voir *Compte rendu analytique* n° 1166, p. 12-15).

Depuis le second semestre 2006, la zone de Charleroi reçoit des renforts fédéraux ponctuels. Cinq équivalents temps plein ont été mis à disposition pour effectuer des opérations de sécurisation. En outre, quinze enquêteurs de la police judiciaire ont été détachés depuis juillet 2006. A partir de janvier 2007, deux enquêteurs supplémentaires les ont rejoints.

De plus, les zones de l'arrondissement de Charleroi furent dispensées jusqu'à nouvel ordre de fournir une

capacité hypothéquée pour des événements extérieurs à l'arrondissement. Et, pour des opérations à grande échelle, la zone a le droit de demander des renforts aux zones du Brabant wallon et de la Province de Namur.

En attendant l'installation de 19 membres du corps d'intervention à Charleroi, le piquet national de la police fédérale est mis à la disposition de la zone de Charleroi entre 21h et 7h.

Enfin, la présence d'autres services de la police fédérale a été renforcée.

Pour la question du cadre organique, les autorités locales ont obtenu une adaptation de leur norme minimale à la hausse.

Le déficit au sein du cadre organique découle de décisions prises par les autorités communales de Charleroi au cours des années 90.

Les autorités fédérales et la police fédérale font tout ce qui est en leur pouvoir pour aider la police locale de Charleroi. Aucune autre zone de police en difficulté ne bénéficie de telles mesures.

13.03 Véronique Salvi (cdH) : Vous penchez donc pour la vision du verre à moitié plein.

Je voulais relayer les difficultés des policiers de Charleroi sur le terrain. Les efforts consentis s'avèrent encore insuffisants et je tire donc la sonnette d'alarme sur le risque de dangers à venir.

L'incident est clos.

14 Interpellations jointes de

- **M. Filip De Man au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la diffusion de fausses statistiques en matière de criminalité" (n° 1042)**

- **M. Dirk Claes au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les statistiques en matière de criminalité" (n° 1044)**

14.01 Filip De Man (Vlaams Belang): Récemment, deux journaux ont fait état d'une baisse de la criminalité au premier semestre de 2006. Ils ont établi ce constat sur la base des statistiques diffusées sur le site internet de la police fédérale. Cependant, celles-ci ne concernent que la criminalité enregistrée, c'est-à-dire la pointe de l'iceberg. D'après le Moniteur de sécurité 2006 de la police fédérale, 34 % seulement des délits sont signalés et 25 % consignés dans un procès-verbal, bien que les pourcentages de déclaration soient très différents en fonction du type de délit.

Les tableaux de la police fédérale montrent que la diminution notée en 2006 s'explique uniquement par un recul spectaculaire dans la catégorie des « délits de dol contre la propriété », soit 42.755 faits pour le premier semestre 2005 et 26.662 faits un an plus tard. Le nombre total de faits criminels est passé de 506.743 au premier semestre 2005 à 494.159 un an après. Dans la catégorie des faits non criminels, il est frappant d'observer que 92.767 objets ont été perdus pendant le premier semestre 2005 alors que ce chiffre passe à 110.527 au premier semestre 2006.

Comment explique-t-on la forte diminution observée dans la catégorie des « délits de dol contre la propriété » ? La diminution enregistrée pour cette seule catégorie justifie-t-elle le recul du nombre total de délits ? Est-il exact que, sans cette intervention technique, le nombre total de faits criminels aurait augmenté ? Les chiffres totaux pour 2006 seront-ils corrigés ? Quand les données complètes et corrigées relatives à cette année seront-elles publiées ?

14.02 Dirk Claes (CD&V) : Le ministre a déclaré récemment que les chiffres de criminalité enregistrés au premier semestre 2006 avaient baissé par rapport à 2005. Cependant, il apparaît actuellement que la police fédérale a appliqué une autre méthode d'enregistrement et qu'il n'est dès lors pas possible de procéder à une véritable comparaison. Des problèmes d'interprétation ont déjà été notés dans le passé, mais il a été affirmé à cette époque que la nouvelle méthode d'enregistrement ne permettrait des comparaisons qu'à partir de 2007.

Seulement 12.797 faits ont été enregistrés dans la catégorie " Détournement et destruction frauduleuse " en 2006, contre plus de 27.000 en 2005. Cette évolution est probablement due au retrait des objets perdus de cette catégorie. Sans ce retrait, il aurait fallu conclure que les chiffres s'étaient inscrits en hausse.

Pourquoi a-t-on décidé d'appliquer une autre méthode d'enregistrement ? De quelles modifications s'agit-il précisément ? Quand les statistiques 2006 seront-elles disponibles dans leur ensemble ?

14.03 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : L'article de presse donne l'impression que j'ai transmis à la presse des chiffres erronés pour le premier semestre 2006. Mon cabinet et moi-même n'avons cependant transmis ni statistiques, ni communiqués. Le quotidien a déjà avoué que cet article était erroné. Les chiffres ne sont consultables que sur le site internet de la police fédérale, et ce sont ces données qui ont servi de source à l'article. Je n'ai jamais utilisé les chiffres de criminalité contenus dans la base de données nationale et n'ai jamais non plus abusé de ces données pour crier victoire quant à la politique de sécurité du gouvernement. Plutôt que de les communiquer moi-même, je demanderais à la police fédérale, si la commission le demandait, d'explicitier les statistiques au cours d'une audition.

La banque de données nationale comporte les informations relatives à la criminalité de tous les services de la police locale et fédérale. Des comparaisons ne pourront être établies qu'après que cette banque de données aura été opérationnelle pendant quelques années. Ces données chiffrées nous indiquent seulement dans quels domaines ça se passe bien et dans quels domaines il faut corriger le tir.

Par exemple, certains objets trouvés qui étaient autrefois classés dans la catégorie des infractions de fraude sont aujourd'hui rangés dans celle des faits non criminels. Ce changement étant de nature à semer la confusion, j'ai demandé à la police fédérale de mentionner clairement sur son site web tout changement de consignation policière de ce type.

Donc, il n'est pas exact que de fausses statistiques relatives à la criminalité aient été communiquées. Ce qui est préoccupant, c'est l'augmentation du nombre de cambriolages dans les habitations perpétrés par des bandes de malfrats itinérants. C'est contre de tels phénomènes qu'il faut agir.

Je suis reconnaissant aux deux interpellateurs de m'avoir permis de rectifier les informations inexactes contenues dans certains articles de presse.

14.04 Filip De Man (Vlaams Belang) : Mais aucun rectificatif n'a été publié dans la presse !

14.05 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Parce que le quotidien concerné a décidé de ne pas le publier ! Mais j'ai bien rectifié les faits ! Le journaliste en question a reconnu au téléphone qu'il avait commis une erreur mais il n'a pas pour autant publié de rectificatif.

14.06 Filip De Man (Vlaams Belang) : Je trouve curieux qu'un journal ne publie pas un rectificatif apporté par un ministre de l'Intérieur.

De plus, le ministre n'a pas répondu à ma question portant sur une augmentation de la criminalité éventuellement attestée par les chiffres de la criminalité de 2006. Quand le ministre nous communiquera-t-il ces chiffres ?

14.07 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Au mois de juin.

14.08 Filip De Man (Vlaams Belang) : Ce qui veut dire que nous ne pourrons pas en débattre au Parlement avant la dissolution des Chambres. Il a été proposé d'inviter le nouveau commissaire général de la police mais nous ne pourrons donc pas lui demander d'explications au sujet de ces chiffres.

14.09 Dirk Claes (CD&V) : Donc, personne n'est responsable ? Cela dit, je me réjouis que le ministre fasse mentionner sur le site web les changements apportés à la méthode de consignation policière.

En tout état de cause, nous observons une tendance à la hausse : les vols avec circonstances aggravantes ont augmenté de 5000 unités ; les cambriolages ne sont pas seulement en augmentation dans les villes mais

aussi dans les zones plus petites. Je pressens que les chiffres de 2006, et de 2007, indiqueront une croissance encore plus forte.

Inviter à la Chambre le nouveau commissaire général de la police est une bonne idée. J'aimerais lui demander comment il compte s'attaquer au problème des cambriolages dans les habitations.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une première motion de recommandation a été déposée par M. Dirk Claes et par Mme Katrien Schryvers et est libellée comme suit:

"La Chambre,

ayant entendu les interpellations de MM. Filip De Man et Dirk Claes

et la réponse du vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur,

recommande au gouvernement

- d'utiliser la même méthode lors de l'enregistrement et du traitement des statistiques relatives à la criminalité, afin de permettre les comparaisons à long terme;

- de fournir les chiffres plus rapidement et de prévoir en commission de l'Intérieur de la Chambre un débat annuel au cours duquel ces chiffres pourront être explicités."

Une deuxième motion de recommandation a été déposée par M. Filip De Man et est libellée comme suit:

"La Chambre,

ayant entendu les interpellations de MM. Filip De Man et Dirk Claes

et la réponse du vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur,

demande au ministre

de veiller à ce que la publication des statistiques officielles relatives à la criminalité ne crée une fausse impression auprès de la population."

Une motion pure et simple a été déposée par MM. Georges Lenssen et Jean-Claude Maene.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

15 Interpellation de Mme Katrien Schryvers au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'exécution de l'accord de gouvernement" (n° 1057)

15.01 Katrien Schryvers (CD&V) : L'accord de gouvernement comprend plusieurs objectifs qui "doivent donner plus de souffle à la Belgique". Mais en réalité, il s'agissait plutôt de corriger les erreurs du passé. L'augmentation de la capacité de mobilisation de la police figurait à juste titre parmi les priorités de l'accord de gouvernement. Il est vrai que l'arrêté mammoth entravait la capacité de mobilisation des agents. Mais il a fallu attendre 2006 pour que les résultats deviennent enfin visibles.

Nous ne partageons pas l'analyse du ministre en ce qui concerne les solutions. Le statut CALog a été revalorisé, une prime de fin de carrière pour journées de maladie reportées a été instaurée et les agents de quartier peuvent dorénavant faire valoir des prestations effectuées le soir ou le week-end. Mais toutes ces mesures sont à charge des administrations locales. Par ailleurs, je ne suis pas convaincue qu'elles aient réellement augmenté la capacité de mobilisation.

Le personnel CALog bruxellois a en outre obtenu une "prime Bruxelles" pour l'inciter à rester plus longtemps dans le même corps. Ce n'est pas très logique puisque les règles relatives à la mobilité ont été modifiées récemment et que les membres du personnel doivent de toute façon rester au sein du même corps durant au moins cinq ans. On accorde donc une prime à ceux qui restent cinq ans alors que l'on est obligé de rester cinq ans! Où est la logique dans tout cela? Le ministre envisage-t-il une modification de cette règle?

La CALOGisation, qui allait constituer le remède miracle pour renforcer la présence policière dans nos rues, n'a finalement pas produit l'effet recherché. L'accord de gouvernement prévoyait un renfort des effectifs de police de 2500 unités. En mars 2004, le Conseil des ministres avait même porté ce nombre à 3000. Cependant, dans le cadre des discussions relatives à la note de politique générale 2007, le ministre ne citait

plus qu'un chiffre de 1080 unités à l'horizon 2009.

Dans le but de délester les zones comptant un palais de justice d'une part de leur charge de travail, il a été procédé à la création du corps de sécurité. Cette opération a évidemment d'abord profité à Bruxelles, et Charleroi a également vu ses effectifs renforcés. Je comprends les besoins des grandes villes en cette matière, mais nul ne peut nier que les petites zones ne retirent quasi aucun avantage de ce corps de sécurité.

L'accord de gouvernement prévoyait le renforcement du Service de la réserve générale mais en raison de la création du corps d'intervention, ce service est quasi exsangue. Pour cette raison, les interventions en situation de crise se révèlent actuellement plus difficiles.

Dans quelle mesure l'ensemble de ces dispositions ont-elles contribué au renforcement de la sécurité ? L'objectif de 2500 unités opérationnelles supplémentaires est-il à présent réduit à 1080 unités à l'horizon 2009 ? Comment le ministre envisage-t-il l'avenir du Service de la réserve générale et du corps de sécurité ?

L'accord de gouvernement avait aussi pour objectif de promouvoir une société tolérante. Le gouvernement voulait encourager l'intégration. Notre commission s'est penchée sur d'importantes modifications de la loi relative aux étrangers, comme tout récemment encore la procédure d'obtention d'un permis de séjour et les dispositions en matière de regroupement familial. Le ministre a ainsi eu l'occasion de lier au permis de séjour des conditions d'intégration, comme la connaissance du néerlandais, mais il ne l'a pas fait. Il s'agit pourtant d'un aspect très important, surtout pour les personnes qui arrivent en Belgique dans le cadre du regroupement familial.

L'accord de gouvernement prévoyait aussi une simplification des statuts de séjour, mais ceux-ci sont devenus un énorme embrouillamini. Le ministre l'a lui-même concédé.

Dans quelle mesure les modifications répondent-elles aux objectifs de l'accord de gouvernement ? Quelles dispositions tendent à stimuler l'intégration ?

15.02 **Patrick Dewael**, ministre (*en néerlandais*) : Il est difficile de répondre concrètement sur la base de cette interpellation. La version écrite comportait des questions très générales sur l'accord de gouvernement.

En ce qui concerne les politiques d'intégration et des étrangers, nous avons apporté, l'an passé, des modifications à la législation relative aux étrangers de 1980 ainsi qu'à l'arrêté « mammoth II ». Il s'agissait de la transposition d'une directive européenne contraignante et très complexe. Ces aménagements ont été majoritairement approuvés par le CD&V. Au niveau européen, il faut des mesures aussi harmonieuses que possible et il faut éviter de se débarrasser des problèmes au détriment des pays voisins.

Les questions de Mme Schryvers concernent essentiellement l'acquisition de la nationalité et les obligations en matière d'intégration qui y sont liées. Ces compétences relèvent toutefois de la commission de la Justice. Dans le livre que j'ai publié récemment, je plaide moi-même pour des conditions d'intégration, telles que la connaissance de la langue. Mais il s'agit de mon point de vue personnel. Je me suis également demandé s'il appartient à la Chambre de se prononcer sur les demandes de naturalisation. Les mesures permettant de favoriser l'intégration relèvent également des Communautés.

Sur le plan de la sécurité, la poursuite de la mise en place de la police intégrée constitue un des principaux éléments de l'accord de gouvernement. Le CD&V n'a voté qu'exceptionnellement contre des initiatives du gouvernement dans ce domaine.

Nous avons mené à bien de nombreuses mesures annoncées dans l'accord de gouvernement, tels que le code de déontologie pour les services de police, les initiatives en matière de sécurité du football, la police de proximité " électronique ", l'e-Guichet et les réductions fiscales pour les mesures de sécurité prises par des particuliers contre les cambriolages et l'incendie. Ces mesures doivent contribuer à réduire le sentiment d'insécurité du citoyen. La réforme et la restructuration de la police fédérale ont été adoptées à l'unanimité par cette commission. Un cadre légal a été créé pour les services de sécurité des sociétés de transports en

commun.

Un objectif du gouvernement consistait en effet à attribuer le plus souvent possible des tâches opérationnelles aux agents de police. D'ici 2009, 1.080 fonctions seront " CAlógisées ". Des efforts ont également été demandés de la part de la police locale, notamment dans ma circulaire de novembre 2004. Initialement, on se demandait qui allait payer les militaires mis à disposition. La première année, ils ont été payés par l'État fédéral. Depuis lors, le gouvernement a décidé qu'un tiers serait payé par la Défense, un tiers par le fonds pour la sécurité routière et un tiers par les communes.

N'oublions pas non plus le projet accordant à des membres qualifiés du personnel civil la responsabilité des constats en matière de police scientifique et de police judiciaire. Des aveugles et des malvoyants seront habilités à pratiquer les écoutes téléphoniques. La police devra se concentrer le plus possible sur ses tâches fondamentales.

La publication de ma circulaire du 1^{er} décembre 2006 est à cet égard à marquer d'une pierre blanche: pour la première fois, la magistrature a été mise à contribution dans le cadre d'une politique visant à augmenter la présence policière dans la rue. La police était en effet par trop dissipée par des tâches policières qui ne relèvent pas de sa mission première.

Autre mesure importante: la création du corps de sécurité relevant de la compétence de la ministre de la Justice. J'ai également évoqué le corps d'intervention dans ma réponse à l'interpellation de Mme Salvi.

Des mesures fédérales auront permis de combler plusieurs besoins, comme le manque de personnel auprès du corps bruxellois. Grâce à différentes mesures ponctuelles, les cadres sont aujourd'hui complets. Par ailleurs, nous avons adapté la directive HyCap et flexibilisé l'organisation du temps de travail, tout en assouplissant les règles en matière de mobilité. Le rattachement obligatoire des agents de police à leur zone pour une période déterminée est une bonne mesure.

15.03 Katrien Schryvers (CD&V) : En soi, cela ne me pose pas de problèmes mais faut-il donc encore assortir cette mesure d'une prime?

15.04 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : À Bruxelles, la prime a donné des résultats. L'opportunité de lier une prime à l'obligation de rester pendant une période déterminée dans une zone est actuellement à l'étude. Une telle obligation devrait à tout le moins être imposée au niveau de l'arrondissement judiciaire pour éviter le risque de voir se produire des effets de déplacement.

Les très nombreuses mesures mises en œuvre ont toutes été commentées dans ma note de politique générale et à l'occasion de la confection du budget. Je ne puis me défaire de l'impression que l'interpellation de Mme Schryvers n'est pas étrangère au Conseil des ministres spécial qui doit se tenir ce week-end. L'opposition cherche une fois de plus à mettre en exergue les points à propos desquels le gouvernement n'a pas ou a insuffisamment engrangé de résultats. Chacun sait pertinemment quelles décisions ont été prises par cette commission.

Quant à savoir si dans le domaine des possibilités d'affectation des policiers j'ai réalisé les objectifs que je m'étais fixés, je reconnais qu'il subsiste un problème, à savoir la valorisation de la fonction d'agent de quartier. Pour le surplus, la police est bien présente. La fonction d'agent de quartier doit être élaborée plus avant dans les années à venir.

15.05 Katrien Schryvers (CD&V) : En ce qui concerne la législation relative aux étrangers, le ministre a déclaré aujourd'hui que les personnes désireuses de recourir au regroupement familial devaient disposer de ressources et être affiliés à l'assurance maladie. Peut-être la presse a-t-elle cité erronément le ministre.

Le CD&V a déposé une proposition de loi concernant la législation relative à la nationalité. Le ministre pourra peut-être la soutenir, car il partage un grand nombre de vues avec notre parti.

Quant à la police, le ministre affirme que les objectifs ont été atteints, à l'exception de ceux qui concernaient la fonction de quartier. Toutefois, pour la CAlógisation, le ministre évoque un total de 1.080 fonctions, alors

que les objectifs étaient beaucoup plus ambitieux.

15.06 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Ce chiffre de 1.080 unités ne concerne que la police fédérale. La note de politique générale comprend un récapitulatif ainsi que tous les détails en la matière.

15.07 Katrien Schryvers (CD&V) : Je désirerais une évaluation du projet de CALogisation ainsi que du paiement des jours de maladie en fin de carrière. Nos points de vue divergent sur ce dernier point. Nous appuyons toute une série d'autres mesures, mais je voudrais souligner que de nombreux éléments ont été réglés par arrêtés royaux en exécution de mesures légales.

En ce qui concerne la fonction de quartier, le nombre de mesures prises est en effet insuffisant. Nous avons toujours critiqué la politique du ministre parce que nous aurions préféré que les agents de quartier soient tenus d'être présents dans leur quartier durant un certain nombre d'heures le soir et le week-end. Les prestations assurées actuellement par les agents de quartier le soir et le week-end ne sont pas effectuées dans leur quartier. Le ministre en renvoie la responsabilité aux chefs de zone et aux bourgmestres, mais il a tout de même aussi la possibilité de donner lui-même des directives.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par Mme Katrien Schryvers et par M. Dirk Claes et est libellée comme suit:

"La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de Mme Katrien Schryvers

et la réponse du vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur,

recommande au gouvernement

- d'évaluer le coût d'une modification du statut du personnel CALog;
- d'évaluer la disponibilité des services de police et de prendre les mesures qui s'imposent pour l'améliorer;
- d'évaluer la mesure relative à la prime de fin de carrière;
- d'élaborer un régime en vertu duquel les heures payées aux agents de quartier pour des prestations du week-end et du soir correspondent à des prestations réellement effectuées dans le quartier;
- d'inscrire dans la loi du 15 décembre 1980 le lien entre le titre de séjour et des mesures d'intégration, tel que déterminé par les autorités compétentes."

Une motion pure et simple a été déposée par MM. Georges Lenssen et Jean-Claude Maene.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

16 Interpellation de M. Jef Van den Bergh au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le contrôle de la circulation sur les autoroutes" (n° 1059)

16.01 Jef Van den Bergh (CD&V) : La police des autoroutes affirme qu'en matière de contrôle de la circulation, elle a déjà atteint les limites du possible. Le nombre de contrôles réalisés sur les autoroutes a baissé de pas moins de 13 % au cours des dernières années.

Lors d'une audition, la direction de la police des autoroutes a déclaré qu'elle se demandait comment il convenait de continuer à travailler à l'avenir. Après une période de baisse notable du nombre de victimes de la route, nous enregistrons à présent une stagnation. On note même une hausse du nombre de victimes sur les autoroutes. La police de la circulation désirait un nouveau plan d'action mais sans savoir précisément quels devaient en être les principaux axes.

Une semaine plus tard, un plan d'action comportant des objectifs en matière de contrôles pour cette année était soudain prêt. Cette situation appelle quelques questions, surtout après que le SLFP a déclaré hier que la police des autoroutes ne disposait pas de personnel ni de moyens en suffisance pour assurer l'exécution de ces plans et surtout, pour mettre en oeuvre les recommandations des états généraux de la sécurité routière.

Les chauffards et les conducteurs en état d'ivresse ont assez peu de chances d'être interceptés sur les

autoroutes étant donné le peu de contrôles effectués. Une enquête menée par Dimarso montre que très peu de personnes ont été contrôlées et que la grande majorité des personnes interrogées ne s'attendent d'ailleurs pas à l'être.

Les services de police souhaitent contrôler la vitesse de 32 millions de véhicules à l'aide de caméras numériques qui seraient installées à quatre endroits sur le territoire belge. Si cet objectif est louable, rien n'est dit au sujet de la répartition des contrôles, ni en ce qui concerne leur mise en oeuvre qualitative à des endroits particulièrement dangereux et pendant les nuits de week-end. À partir de quelle date les caméras seront-elles opérationnelles ?

Si le déploiement de caméras est une bonne initiative, cela ne suffit pas pour amener la politique de la circulation à un niveau acceptable.

Je crains que la faible probabilité d'être pris en infraction sur l'autoroute la nuit influence le fait que la moitié des victimes sont précisément à déplorer là et à ce moment.

L'utilisation de personnel humain est une chose mais la hiérarchie des services de police nous dit aussi que l'utilisation de nouveaux outils technologiques permet de pallier le manque d'effectifs et même d'atteindre un niveau de contrôle plus élevé. Pourquoi le gouvernement réagit-il avec un tel retard aux innovations technologiques ? Je songe à l'efficacité des contrôles d'itinéraire qui sont pratiqués depuis belle lurette aux Pays-Bas. Ces contrôles consistent à surveiller jour et nuit les longs itinéraires sur plusieurs kilomètres de façon à déterminer la vitesse moyenne sur un long trajet. Je pourrais citer aussi le radar Optospeed capable de prendre simultanément des clichés dans les deux sens de la circulation. Il ressort à mon grand étonnement d'articles de presse et de certaines déclarations de M. De Blaere que des radars de ce type auraient déjà été achetés chez nous.

Pourquoi ne pas simplifier les procédures qui prennent tellement de temps dans le cadre des alcootests et des tests de dépistage de consommation de drogues ? Qu'en pense la police fédérale ? Dans ce domaine-là aussi, nous accusons un retard sur les autres pays.

La police fédérale annonce une augmentation de 20 % du nombre de contrôles de camions. Mais par rapport à quoi ? Combien de camions ont été contrôlés en 2006 ? La réponse à cette question permettra d'évaluer le risque subjectif pour les chauffeurs de camions d'être contrôlés.

La police fédérale veut aussi contrôler le chargement des camions. Les auditions ont clairement montré que la réglementation relative à la circulation routière change si souvent que la police a dû mal à suivre sur le plan de la formation de son personnel. Les policiers seront-ils préparés à la nouvelle législation en matière de chargement ?

16.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : La police fédérale de la route a aussi développé pour 2007 un plan d'action traduisant les objectifs des états généraux de la sécurité routière. Ce plan peut être consulté sur le site internet de la police fédérale. De nombreuses questions concernent des compétences de collègues. Ainsi, c'est M. Landuyt qui coordonne la politique en matière de sécurité routière.

L'homologation d'appareils numériques utilisés pour la constatation d'infractions au code de la route repose sur l'arrêté royal du 14 décembre 2006. Une série de fabricants ont introduit des demandes d'agrément auprès du service de la métrologie. Aucun dossier n'est encore réglé. Dès que ce sera le cas, la police fédérale lancera la procédure d'acquisition dans les meilleurs délais.

Il ne s'agit pas de réaliser des économies en heures de travail, mais d'augmenter le nombre de contrôles avec la même capacité. Quant à savoir dans quelle mesure, cela dépendra des appareils utilisés. Les caméras automatiques présentent un avantage au niveau du traitement des clichés, alors que les contrôles humains font gagner du temps parce que le traitement peut commencer sur le lieu de contrôle lui-même.

Quant à suggérer qu'on cherche à atteindre les objectifs visés en contrôlant des véhicules circulant lentement dans des files, cela témoigne de peu de respect pour chaque collaborateur de la police qui œuvre pour la sécurité routière.

Cette année, la police fédérale ne dispose pas du budget nécessaire à l'acquisition de Multanova supplémentaires. Il est toutefois envisagé de convertir les radars existants en radars numériques car ceux-ci fonctionnent bien aux Pays-Bas et en Allemagne, notamment. La police de la route est disposée à recourir à toutes les nouvelles technologies susceptibles de contribuer à une plus grande sécurité routière. Elle envisage par exemple de mesurer la vitesse au moyen d'un laser rotatif comme en Suisse. Au final, le choix dépendra en grande partie des appareils qui seront agréés et homologués. Si nous voulons effectuer des contrôles vraiment efficaces, il faudra faire des contrôles ponctuels avec des radars automatiques aux endroits les plus dangereux, les autres tronçons du réseau autoroutier pouvant être contrôlés par des contrôles de trajet. Quant au problème de la vitesse inadaptée aux heures de pointe, il faudra s'y attaquer avec des contrôles mobiles. La police fédérale est partisane de l'édification, en collaboration avec les gestionnaires de la voirie qui devront investir à cet effet dans les infrastructures nécessaires, d'un réseau numérique avec un point de traitement central. Il serait logique d'associer la police locale à ce projet.

Il est inexact que la procédure appliquée dans le cadre des alcootests, procédure qui est aussi appliquée dans la plupart des pays européens, prenne énormément de temps. La partie « contrôle » devrait pouvoir être organisée avec une efficacité encore accrue. Un changement de mentalité est nécessaire et il est impératif de mettre au point d'autres appareils capables de fonctionner beaucoup plus vite dans la phase de test.

Il faut effectivement une méthode plus efficace pour effectuer des contrôles de drogue. La police participe au projet européen pour tester et développer de nouvelles méthodes.

Cette année, la police fédérale étendra sa capacité de contrôle du transport lourd à 53.000 heures/homme. Malheureusement, le suivi du nombre de poids lourds contrôlés va de pair avec une augmentation de la charge de travail administrative. L'objectif est de dispenser une formation à une centaine de membres du réseau d'experts de la police fédérale. Actuellement, il n'existe pas encore de formation spécifique reconnue. La police fédérale de la route suit l'évolution de près et, le cas échéant, elle développera une formation ciblée.

Le cadre organique théorique de la police fédérale de la route compte 1.071 membres. Actuellement, l'effectif s'élève à 1.104 membres du personnel.

16.03 Jef Van den Bergh (CD&V) : Le service Métrologie connaît un arriéré structurel en ce qui concerne l'homologation de certains appareils. La base signale qu'à certains moments, on risque de ne pas atteindre les objectifs quantitatifs. Il n'est pas idéal de pouvoir réaliser rapidement des objectifs en effectuant des contrôles à certains moments et à certains endroits.

Je n'ai pas obtenu de réponse à ma question concernant le contrôle du respect des règles de la route à des moments à risque, tels les week-ends, par exemple. Il faudrait tenir davantage compte des principaux facteurs à risque et de certains groupes à risque, donc d'objectifs qualitatifs.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par MM. Jef Van den Bergh et Dirk Claes et par Mmes Katrien Schryvers et Nahima Lanjri et est libellée comme suit:

“La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de M. Jef Van den Bergh
et la réponse du vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur,

considérant les recommandations des États généraux de la sécurité routière relatives au respect des règles

prie le gouvernement

de mettre en oeuvre une politique de respect des règles de sécurité routière basée sur des critères qualitatifs, dans le cadre de laquelle les efforts sont essentiellement orientés sur les principaux risques ainsi que sur les heures et les lieux où ces risques sont les plus importants.

Ces efforts doivent par ailleurs être mesurables mais une approche purement quantitative n'offre pas assez de garanties d'efficacité en ce qui concerne la politique de respect des règles. Davantage d'efforts devront être fournis à cet effet pour donner à la police de la circulation plus de pouvoir opérationnel en ce qui concerne tant des moyens techniques modernes que le cadre du personnel."

Une motion pure et simple a été déposée par MM. Georges Lenssen et Jean-Claude Maene.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

17 Question de Mme Nahima Lanjri au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les regroupements familiaux dans le cadre de la loi sur les étrangers" (n° 14543)

17.01 Nahima Lanjri (CD&V) : L'année dernière et il y a quelques semaines nous avons débattu de la modification de la loi relative aux étrangers en ce qui concerne le regroupement familial. Une directive européenne tend à la mise en œuvre d'une politique aussi simple que possible au niveau européen en matière de regroupement familial. J'estime que l'existence d'accords bilatéraux entre notre pays et plusieurs pays d'origine importants entrave la réalisation d'une politique harmonisée. Cela ressort également des tableaux que le ministre m'a transmis concernant les critères pour les différents groupes cibles.

Combien de visas ont été accordés l'année dernière dans le cadre du regroupement familial ou de la formation familiale avec des ressortissants du Maroc, de la Tunisie, de l'Algérie, de la Yougoslavie et de la Turquie ? Pouvez-vous préciser s'il s'agissait de demandes émanant de personnes disposant d'un droit de séjour illimité, de citoyens UE ou de ressortissants belges ? Etes-vous disposé à renégocier les accords bilatéraux pour uniformiser la politique en la matière ?

17.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : La réponse à la dernière question est affirmative.

Les chiffres que je vous présente concernent le nombre total des visas délivrés en 2006 par les postes belges dans le cadre du regroupement familial. Les statistiques ne font pas de distinction entre le regroupement familial et la reconstitution familiale, ni entre le regroupement familial sur la base de l'article 10 et le regroupement sur la base de l'article 40. La différence entre ces dispositions légales n'est faite que lorsque les demandes sont transmises à l'Office des Étrangers.

Pour le Maroc, 3.248 visas ont été délivrés sur la base de l'article 10, alinéa 1, 4°, et de l'article 40 de la loi sur les étrangers. Pour la Tunisie, il s'agit de 263 visas, pour l'Algérie de 311, pour la Yougoslavie de 209 et pour la Turquie de 1.602. Ces chiffres ne donnent pas une vue d'ensemble du regroupement familial, car il est également possible d'introduire directement une demande auprès de l'administration communale lors d'un séjour légal, surtout lorsqu'il s'agit d'un regroupement familial avec un citoyen UE ou avec un Belge. L'absence d'un visa n'empêche pas l'introduction d'une demande d'établissement.

17.03 Nahima Lanjri (CD&V) : L'an dernier, le ministre avait annoncé l'instauration d'un nouveau système visant à recueillir des chiffres exacts concernant les demandes émanant des administrations communales. Ces chiffres sont-ils disponibles dans l'intervalle ?

17.04 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Nous y travaillons. Je ne puis fonder ma réponse que sur les éléments dont je dispose.

17.05 Nahima Lanjri (CD&V) : J'ai reçu une réponse incomplète à mes questions.

L'incident est clos.

18 Questions jointes de

- **M. Benoît Drèze au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'engagement d'instituteurs/institutrices maternel et primaire au centre fermé de Vottem" (n° 14552)**
- **Mme Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le centre fermé de Vottem et l'enfermement de familles avec enfants" (n° 14596)**

18.01 Benoît Drèze (cdH) : Le délégué général aux droits de l'enfant de la Communauté française estime

que les enfants détenus dans les centres fermés devraient pouvoir fréquenter une école à l'extérieur de ceux-ci, et que l'engagement d'enseignants au sein des centres fermés servirait d'alibi et de justificatif à ceux qui prônent l'enfermement d'enfants avec leur famille.

Le Forem a publié en date du 23 février 2007 des offres d'emploi en vue du recrutement d'un instituteur maternel ou d'une institutrice maternelle et d'un instituteur ou d'une institutrice primaire pour enseigner au sein du centre fermé de Vottem.

J'étais pourtant convaincu que l'arrêt de l'expérience « familles avec enfants à Vottem » en juin 2006 était irréversible.

Ce recrutement fait-il partie d'un projet de réouverture d'une aile pour familles avec enfants à Vottem ? Si oui, à quelle date ? N'avez-vous pas annoncé, il y a une quinzaine de jours, que vous veniez de recevoir l'étude relative aux mesures alternatives à la détention des mineurs en centre fermé commandée à l'institut *Sum Research* ? Ce rapport ne tenait-il pas compte de l'avis du délégué général aux droits de l'enfant ?

18.02 Zoé Genot (ECOLO) : Le site du Forem contenait ces derniers jours deux offres d'emploi d'instituteurs pour travailler au centre fermé de Vottem.

Vous êtes donc décidé à remettre des enfants à Vottem ? Quelles sont vos intentions à ce sujet, le nombre de places créées, et le moment de la mise en œuvre ?

Nous sommes inquiets car, au cours de cette législature, le nombre d'enfants enfermés a fortement augmenté. A Vottem, un certain nombre de difficultés sont apparues. Nous avons demandé qu'une enquête soit exécutée par le médiateur fédéral. Celle-ci a été remise à plus tard. Ce n'est donc pas le bon moment pour annoncer ce genre de nouvelle.

18.03 Patrick Dewael, ministre (en français) : Dans le contexte de l'humanisation des centres fermés, j'ai obtenu un budget notamment pour recruter des instituteurs et des professeurs. Ce recrutement ne concerne pas spécifiquement le centre fermé de Vottem.

L'étude de l'institut *Sum Research* sur les mesures alternatives à la détention est actuellement examinée : il est prématuré de se prononcer sur son contenu.

18.04 Benoît Drèze (cdH) : Le ministre ne répond pas à la question de savoir si l'annonce publiée en Wallonie vise Vottem, qui est le seul centre fermé en Wallonie. Quand on téléphone au centre, ils disent ne pas être au courant. Je m'attendais à ce que le ministre confirme ou non. Le ministre connaît la réponse. Pourquoi alors susciter un émoi inutile ?

18.05 Zoé Genot (ECOLO) : Je suppose que l'on n'engage pas un instituteur pour animer les adultes. Je regrette que vous ne répondiez pas à ma question, courte mais claire : avez-vous l'intention de replacer des enfants dans le centre fermé de Vottem ?

18.06 Patrick Dewael, ministre (en français) : Je constate que vous êtes opposée à l'humanisation des centres fermés.

L'incident est clos.

Le président : Les questions n^{os} 14563 de Mme Belhouari, 14625 de Mme Lejeune et 14644 de M. Ducarme sont reportées.

19 Question de Mme Katrien Schryvers au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la désignation des assesseurs des bureaux de vote" (n° 14566)

19.01 Katrien Schryvers (CD&V) : Une circulaire récente destinée aux présidents des bureaux principaux de canton et aux bourgmestres dispose notamment que le collège des bourgmestre et échevins constitue

une liste de 24 assesseurs éventuels par bureau de vote. Nous avons précédemment suggéré, dans une proposition de loi, de faire désigner les assesseurs par le secrétaire communal, ce qui permettrait de limiter la politisation.

Le collège des bourgmestres et échevins peut-il librement décider de la procédure de désignation des assesseurs ? Le ministre ne craint-il pas une politisation de la procédure ? N'aurait-il pas été préférable d'insérer des critères objectifs dans la circulaire ?

L'âge minimum des assesseurs a récemment été abaissé à 18 ans. Comme les élections ont lieu pendant la période des examens, il faudra déjà accorder des dispenses aux étudiants. Ne conviendrait-il pas plutôt d'inscrire un âge minimum de 25 ans, par exemple, dans la loi ? Pourquoi la circulaire ne tient-elle pas compte de la situation particulière des familles, en prévoyant l'impossibilité de convoquer les deux partenaires à la fois ?

19.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : La constitution d'un bureau de vote est régie par l'article 95 du Code électoral. Les critères afférents à la liste d'électeurs susceptibles d'être désignés comme assesseurs d'un bureau de vote ont été fixés démocratiquement : il s'agit de tous les électeurs sachant lire et écrire. Chaque collège peut librement constituer cette liste de 24 personnes parmi les électeurs d'une circonscription électorale.

La désignation de 24 personnes facilite la constitution des bureaux de vote et constitue une bonne méthode pour éviter la politisation. La désignation se fait par le président d'un bureau principal de canton, généralement un juge de paix. En sa qualité de magistrat, celui-ci offre une garantie parfaite pour la composition non politisée d'un bureau de vote. La circulaire du 1^{er} mars 2007 vise à faciliter la constitution des bureaux de vote par les présidents des bureaux principaux de canton.

Il arrive en effet fréquemment que les élections ont lieu pendant la période des examens. D'un point de vue éducatif, il importe cependant d'intégrer les jeunes, dès l'âge de la majorité, dans le processus du contrôle démocratique des élections.

Il appartient au président du bureau principal de canton d'apprécier les motifs de dispense invoqués par les personnes désignées comme assesseurs. Il convient de privilégier le bon sens et, en tant que magistrat indépendant, le président du bureau principal de canton est le mieux à même de se prononcer à ce sujet.

19.03 Katrien Schryvers (CD&V) : Je ne pense pas que le ministre ait simplifié les choses. Si les assesseurs des bureaux de vote étaient auparavant sélectionnés parmi les citoyens dans la trentaine, ce sont aujourd'hui les administrations communales qui les désignent. Celles-ci devront assumer leurs choix et se justifier, et la comparaison sera faite avec d'autres communes.

Si les présidents des bureaux principaux de canton doivent examiner les motifs de dispense de tous les assesseurs dans l'ensemble de leur canton, on peut s'attendre à un manque de personnel, surtout à une période aussi chargée pour l'appareil judiciaire que le mois de juin.

Le ministre invoque l'argument éducatif pour les étudiants, mais si on fait une exception pour eux, cela signifie qu'ils ne devront pas siéger. Il n'est donc pas du tout question d'un facteur pédagogique.

Il fallait, me semble-t-il, une formulation plus concrète de la circulaire. Certes, le ministre est venu nous donner des précisions, mais elles ne figurent pas dans sa lettre.

Je n'ai pas obtenu de réponse à la question sur les cas où plusieurs membres d'un même ménage doivent siéger simultanément.

L'incident est clos.

20 Question de Mme Katrien Schryvers au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le fonds de sécurité routière 2007" (n° 14572)

20.01 Katrien Schryvers (CD&V) : Les zones de police apprennent habituellement à cette époque de

l'année quand les directives relatives au Fonds de la sécurité routière leur seront communiquées. Cette année-ci, aucune information ne leur est jusqu'à présent parvenue. Les zones ne savent pas non plus quels montants leur seront octroyés. Toutefois, j'ai lu quelque part que le Fonds de la sécurité routière disposera de 98 millions d'euros en 2007.

Les rumeurs selon lesquelles les directives pour 2007 ne seraient publiées qu'après les élections sont-elles fondées ? Quand sera-t-il procédé à cette publication ? Les montants exacts sont-ils déjà connus ? Le montant de 98 millions d'euros est-il correct ?

20.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Les insinuations fréquentes finissent par mener une existence propre vie. Je démens formellement ces rumeurs.

La note sur les achats communs, qui permettra à la police locale d'affecter plus efficacement et plus largement les moyens du Fonds pour la sécurité routière, est prête. Elle sera examinée par le Conseil des ministres du 16 mars. L'arrêté ministériel comprenant les montants provisoires pour 2007 et la circulaire comportant les directives pour la mise en oeuvre du Fonds pour la sécurité routière seront publiés avant la fin de ce mois. L'arrêté ministériel où figureront les montants définitifs ne pourra être publié que lorsque j'aurai reçu les plans d'action en matière de sécurité routière des zones de police pour 2007. La ministre du Budget n'a pas encore communiqué le montant global officiel destiné au Fonds pour la sécurité routière.

20.03 Katrien Schryvers (CD&V) : Le montant de 98 millions d'euros a été cité par un collaborateur du ministre Landuyt. Puisque le montant sera communiqué avant la fin du mois, je suppose que le ministre de l'Intérieur le connaît lui aussi.

L'incident est clos.

21 Question de M. Georges Lenssen au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la présence de stewards lors de fêtes" (n° 14578)

21.01 Georges Lenssen (VLD) : Les premiers *stewards* d'hôpitaux devraient entamer leur mission ce mois-ci. Leur présence est destinée à mettre un terme au sentiment d'insécurité et aux agressions dans les hôpitaux.

Par ailleurs, on observe également des faits de violence de plus en plus nombreux lors des soirées entre jeunes. Les organisateurs de ces soirées peuvent certes recourir aux services de videurs, mais ceux-ci sont coûteux. Ils ont également la possibilité de désigner un *steward*, mais il s'agit généralement de personnes faisant partie de leur propre organisation et ne disposant pas de la formation requise.

Ne pourrait-on envisager la mise sur pied, pour les soirées entre jeunes, d'un système de *stewards* analogue à celui des *stewards* d'hôpitaux ?

21.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Les *stewards* d'hôpitaux font partie d'un projet de mise au travail de jeunes chômeurs. Ceux-ci se voient offrir une formation approfondie les préparant à intervenir dans des situations de violence. Leurs activités ressortissent à la loi sur la sécurité privée. Il s'agit donc d'agents de surveillance à part entière. Je ne vois dès lors pas comment cette formule pourrait inspirer un projet de *stewards* garantissant la sécurité dans des soirées organisées par des personnes privées.

Je cob'invite ceux qui redoutent que des faits de violence se produisent au cours des soirées qu'ils organisent doivent s'adresser aux autorités administratives locales. Les missions de sécurité ne peuvent être assurées par des auxiliaires de sécurité, qui n'ont pas vocation à intervenir en cas de violence ni à être mis au service d'organismes de soirées privées.

Certains bourgmestres demandent que, dans certains cas, l'organisateur fasse appel à une société de surveillance professionnelle. Il va de soi que cela entraîne des frais.

Heureusement, la plupart des soirées se déroulent sans violence et les membres de l'association organisatrice sont à même d'assurer les contrôles de sécurité. L'autorisation du bourgmestre leur suffit.

21.03 Georges Lenssen (VLD) : Pourrait-on former des volontaires ? Quand je suis devenu bourgmestre de ma commune pour la première fois, nous avons lancé un tel projet qui nous a permis d'obtenir de bons résultats. De telles initiatives pourraient-elles être soutenues par le SPF Intérieur ?

21.04 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : J'examinerai cette possibilité.

L'incident est clos.

22 Question de Mme Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la demande de régularisation des demandeurs d'asile afghans arrivés après le 1^{er} janvier 2003" (n° 14597)

22.01 Zoé Genot (ECOLO) : Seize Afghans font une grève de la faim dans l'église des Minimes à Bruxelles pour obtenir une régularisation de leur situation, comme l'avaient obtenue des Afghans arrivés en Belgique avant 2003. Alors que la situation en Afghanistan s'est fortement aggravée, pourquoi les Afghans arrivés en Belgique à partir du 1^{er} janvier 2003 ne peuvent-ils pas bénéficier de la même mesure ?

Comment la situation en Afghanistan est-elle évaluée par vous-même et par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) ? Pour quelle raison le CGRA fait-il figurer des clauses humanitaires pour toutes ses décisions relatives à l'Afghanistan ? Avec quelles conséquences ? Vous êtes-vous basé sur l'analyse des Affaires étrangères ?

Votre administration prendrait la décision de renvoyer ou non les Afghans arrivés après 2003 en fonction de leur région d'origine. Quelles régions sont jugées sûres ? Pouvez-vous m'en transmettre la liste ? Comment l'origine des demandeurs est-elle déterminée ?

Quel dialogue a été établi avec les Afghans en grève de la faim ?

22.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Le Parlement a confié l'examen des demandes d'asile et de protection subsidiaire au CGRA, qui accorde également en première instance le statut de réfugié ou la protection subsidiaire.

Je n'ai donc plus à apprécier les conditions de sécurité dans un pays comme en 2003. Le statut de protection subsidiaire est en vigueur depuis le 10 octobre 2006. Le Commissariat général se charge de cet examen et évalue la situation en Afghanistan à partir de sources diverses.

La situation dans ce pays est très complexe. L'Afghanistan est en guerre mais cette guerre est limitée à certaines régions et districts. Lorsque le demandeur peut prouver qu'il court un risque réel en cas de retour dans sa région, la protection subsidiaire lui est accordée.

Certains demandeurs ont été déboutés parce qu'ils n'étaient pas en danger ou parce qu'ils n'étaient pas afghans. La clause humanitaire est utilisée par le CGRA pour attirer l'attention du ministre et de son administration sur les circonstances humanitaires à prendre en considération lors d'un éventuel éloignement forcé. Le « suivi » donné à la clause n'empêche pas un retour volontaire. Il n'existe pas de liste de régions jugées sûres.

Au sujet des seize personnes qui se déclarent d'origine afghane et ont entamé une grève de la faim, j'estime qu'il n'y a pas lieu de prendre des mesures particulières. Deux de leurs représentants ont néanmoins pu s'entretenir avec un de mes collaborateurs.

22.03 Zoé Genot (ECOLO) : Votre réponse me déçoit. En Afghanistan, une zone comme Kaboul est plus sécurisée mais elle accueille déjà plus de deux millions de réfugiés. La situation sanitaire y est potentiellement dangereuse.

Nous avons salué l'avancée que constitue la protection subsidiaire. Force est de constater qu'elle n'est pas accordée aux personnes qui, à l'instar des Afghans, en ont réellement besoin.

L'incident est clos.

23 Question de M. Benoît Drèze au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le manque d'accessibilité téléphonique des services de l'Office des étrangers" (n° 14638)

23.01 Benoît Drèze (cdH) : Depuis des années, il est extrêmement difficile d'obtenir des informations auprès des services de l'Office des étrangers. La permanence téléphonique est quasi injoignable, les contacts par courrier électronique à peine plus aisés.

Les réponses de l'Office sont pourtant essentielles au bon déroulement des procédures ainsi que pour informer les demandeurs d'asile de leur situation.

À quoi est due cette situation ? Souhaitez-vous prendre des dispositions pour que l'Office soit plus disponible ? Dans l'affirmative, lesquelles et quand ?

23.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Il y a quelques années déjà, un helpdesk a été créé au sein de l'Office des étrangers. En 2006, il a traité quelque 82.000 appels téléphoniques, 17.000 courriels et 1.500 télécopies.

Pour les questions relatives au traitement d'une demande de visa, des informations peuvent être obtenues à partir du site internet de l'Office des étrangers.

Je tiens à préciser que les communes sont les premiers interlocuteurs des étrangers. Les contacts via le helpdesk devraient rester exceptionnels.

Il est exact que l'accessibilité de ce helpdesk n'est pas toujours optimale mais des efforts considérables ont déjà été déployés pour rendre celui-ci plus performant, avec pour résultat que 90 % des appels reçoivent une réponse immédiate. D'autres mesures sont à l'étude pour améliorer le service.

23.03 Benoît Drèze (cdH) : J'apprécie que le ministre souhaite améliorer les éléments qui laissent à désirer. Quand il mentionne 90 % de réponses immédiates, je suppose qu'il ne tient pas compte des tentatives de contacter l'Office qui se soldent par un échec. Pour remédier à ce problème, j'invite le ministre à solliciter auprès du gouvernement des moyens supplémentaires.

L'incident est clos.

24 Question de M. Benoît Drèze au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les travaux de construction au centre fermé de Steenokkerzeel" (n° 14639)

24.01 Benoît Drèze (cdH) : Quel est l'objectif des travaux en cours depuis quelque temps au centre fermé de Steenokkerzeel ? S'agit-il d'augmenter les places disponibles, de remplacer le centre 127bis de Melsbroek ou de construire le nouveau centre INAD (passagers inadmissibles) que vous avez annoncé ? Quel est le coût total de ce projet et quand sera-t-il terminé ?

24.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : La capacité initiale du centre de Steenokkerzeel était de 160 places mais, pour assurer réellement cette capacité, l'infrastructure doit être adaptée. Une aile supplémentaire est en construction pour répondre à différents objectifs : création de chambres individuelles, espaces de stockage, ateliers, locaux d'audition, etc. La réalisation de ces travaux prendra plusieurs mois.

Par ailleurs, un nouveau centre de transit est en projet pour remplacer l'actuel centre 127 à Melsbroek.

Quant au prix du projet, je vous renvoie au ministre des Finances, responsable de la Régie des Bâtiments.

L'incident est clos.

25 Question de M. Benoît Drèze au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la présence de smex au centre fermé de Vottem" (n° 14641)

25.01 Benoît Drèze (cdH) : Il y aurait à Vottem un nombre important de « sans moyens d'existence » (SMEX), à savoir des individus en séjour illégal qui ont purgé une peine de prison sur le territoire belge. Certains ont un passé de délinquant très lourd, ce qui peut poser de sérieux problèmes. Combien de détenus ayant purgé une peine de prison avant de se rendre en centre fermé le centre de Vottem a-t-il compté au cours de chacun des cinq derniers mois ? Des mesures particulières sont-elles prévues en ce qui concerne leur accueil ? N'est-il pas envisageable de prévoir leur expulsion à leur sortie plutôt que de les déplacer au sein d'un centre ? Ne considérez-vous pas que mélanger des personnes à une population normale est dangereux pour l'intégrité des autres personnes détenues et des travailleurs sociaux ?

25.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Dix à vingt détenus venant de prison ont été transférés au Centre fermé de Vottem ces cinq derniers mois. Il y a eu treize personnes en octobre 2006, dix-huit en novembre 2006, treize en décembre 2006, dix-huit en janvier 2007 et onze en février, soit 73 personnes au total.

Pour éloigner au plus vite les détenus libérés sans les faire passer par un centre fermé, un bureau d'identification a été créé afin de faciliter l'obtention d'un document de voyage à leur sortie de prison. En 2006, il y a eu 345 cas de la sorte. Mais il n'est pas toujours possible d'obtenir un laissez-passer lors de la libération, et la lettre n° 84 du 24 décembre 2004 de la Justice ne permet pas à l'Office des étrangers de retenir ces personnes au-delà d'une période de sept à quinze jours. Sans rapatriement dans ce délai, elles sont donc transférées dans un centre fermé.

Ce n'est pas toujours une population facile à gérer, mais il s'agit de personnes qui ont satisfait à la justice et qui, en principe, ne représentent plus de menace pour la société.

25.03 Benoît Drèze (cdH) : Même si ces personnes ont purgé leur peine, elles s'intègrent parfois difficilement dans une vie communautaire ; le problème reste entier.

L'incident est clos.

Président: M. Benoît Drèze.

26 Question de M. Jean-Claude Maene au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le calendrier du système ASTRID" (n° 14645)

26.01 Jean-Claude Maene (PS) : Je reviens sur le calendrier du système ASTRID. Vous savez que je préside une zone de police dans le sud du pays et je constate que les communications entre les forces de police et les services de sécurité pâtissent notamment d'un manque d'antennes susceptibles de relayer correctement le système.

Qu'en est-il donc de cet équipement ? Reste-t-il beaucoup de zones non couvertes ? Un échéancier a-t-il été prévu pour ASTRID ? Et est-ce que, dans l'attente d'un équipement complet, vous envisagez le maintien des anciens systèmes de communication ?

26.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Sur 196 zones de police en Belgique, 193 sont connectées au réseau ASTRID. Seules trois zones en Wallonie n'ont pas encore été reliées. Deux le seront bientôt, mais la dernière zone connaît un problème de couverture de mât qui doit être résolu.

Il ne faut pas oublier l'adhésion des autres services de secours. En février 2007, il y avait plus de 30.000 radios actives sur le réseau ASTRID. Les principaux services locaux et fédéraux sont déjà connectés. Tous les corps de pompiers le seront durant le premier semestre 2007 (107 sur 250 sont déjà équipés).

En 2006, la Santé publique a fait ses premiers pas sur le réseau. Des radios ont été commandées pour des véhicules SMUR et des ambulances.

Le SPF Justice a reçu ses premiers appareils. Les Douanes et Accises ont mis en service 180 radios et la Défense, 500 appareils.

ASTRID accueille donc constamment de nouveaux services sur son réseau.

En tant que ministre de tutelle, j'insiste pour que la SA ASTRID mette tout en œuvre pour installer au plus vite les derniers mâts du plan initial et complète le réseau avec une deuxième série de mâts. Tous les pouvoirs publics concernés par la sécurité des citoyens ou l'aménagement du territoire doivent faire preuve de volontarisme dans l'installation de mâts ASTRID.

26.03 Jean-Claude Maene (PS) : Le système actuel (G-Com) sera-t-il maintenu jusqu'à la mise en route d'ASTRID ?

26.04 Patrick Dewael, ministre (en français) : Cela va de soi. Dans les zones où on a rencontré des difficultés, à Saint-Trond et à Looz par exemple, on a continué avec l'ancien système jusqu'à ce que les difficultés soient résolues. ASTRID doit résoudre ces problèmes dans des délais raisonnables.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 18 h 55.

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur en voorgezeten door de heer André Frédéric.

01 Samengevoegde interpellaties en vragen van

- de heer Francis Van den Eynde tot de eerste minister over "de regeringspropaganda in deze pre-electorale periode" (nr. 1028)
- de heer Dirk Claes aan de eerste minister over "de door de federale regering gevoerde 'informatiecampagnes'" (nr. 14608)

01.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): In kranten en tijdschriften en op het openbaar vervoer verschijnt reclame van de federale overheid waarin de lof wordt gezongen van de federale regering. Het gaat hier niet om informatie, maar om reclame, en in de politiek heet dat propaganda. Mits het gebruik van andere kleuren en af en toe een partijnaam kunnen de advertenties als partijpropaganda worden gebruikt.

Deze campagne overschrijdt de grenzen van het politiek fatsoen. De regering moet het staatsapparaat niet misbruiken om zichzelf in de bloemetjes te zetten. Dergelijke vormen van propaganda horen thuis in de voormalige DDR, niet in een democratie.

Ik wil de premier vragen met deze vorm van propaganda te stoppen.

01.02 Dirk Claes (CD&V): De laatste maanden voerde de regering het aantal 'informatiecampagnes' gevoelig op. De advertenties en radiospotjes dienen onder het mom van informatie ook als propaganda voor de regering.

In welke dag- en weekbladen werden de advertenties geplaatst? Zullen ze in de toekomst ook nog verschijnen? Op welke radiozenders kwamen de spotjes? Plant de regering ook televisiespotjes? Wat is de totale kostprijs van de campagne? Welk communicatiebureau heeft de campagne gemaakt? Waarom wordt deze 'informatiecampagne' georganiseerd? Is ze objectief? Is dit geen vorm van precampagne met geld van

de belastingbetaler?

01.03 Eerste minister **Guy Verhofstadt** (*Nederlands*): De campagne werd gevoerd in alle kranten en tijdschriften van het land. Radio- en televisiespotjes zijn er niet. De campagne is vorige week gestopt. Ze heeft 2,7 miljoen euro gekost, de kosten van het agentschap, Duval Guillaume Corporate uit Antwerpen, inbegrepen.

Het doel van de campagne was om mensen op zakelijke, zelfs droge wijze, te informeren over het beleid van de regering. De evaluatie is bezig en lijkt positief.

De regering heeft voor deze campagne toelating gekregen van de controlecommissie betreffende de verkiezingsuitgaven en de boekhouding van de politieke partijen, waar ook leden van de oppositie deel van uitmaken.

De controlecommissie gaf een gunstig advies over de synthesesnota over de op de bevolking en de ondernemingen gerichte informatiecampaagne over nieuwe en bestaande maatregelen inzake leefmilieu, pensioenen, de bescherming van de consumenten, België in de wereld, fiscaliteit, koopkracht, ondernemingen en ondernemers en antidiscriminatie.

De campagne werd gevoerd zonder foto's en zonder verwijzing naar de regering en met de goedkeuring van het Parlement.

01.04 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Dat die toelating er was, is één zaak. De eerste minister spreekt over het Parlement, maar het gaat om een commissie. Het Parlement bestaat uit 150 volksvertegenwoordigers, niet uit een aantal commissarissen.

01.05 Eerste minister **Guy Verhofstadt** (*Nederlands*): De heer Annemans is er lid van. De heer Van den Eynde zal hem moeten interpellieren.

01.06 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): De commissie is niet meer dan een interessant referentiepunt. Het is in het bijzonder de eerste minister die het woord 'campagne' in de mond heeft genomen. Dit woord kan vele ladingen dekken, maar een paar maanden voor de verkiezingen geeft de eerste minister er de connotatie aan die ik daarnet bedoelde. Men zegt dat het neutraal en droog gebeurde, maar onder de advertentie staat "Onze garantie voor 10.511.382 tevreden klanten". Deze tekst plagieert een slogan van een warenhuisketen. Dit is geen informatiecampaagne meer, maar publiciteit of, in de politiek, propaganda.

01.07 **Dirk Claes** (CD&V): De controlecommissie voor de verkiezingsuitgaven heeft inderdaad haar akkoord gegeven over het concept, niet over de teksten. Het is maar de vraag of die teksten objectief zijn. Er wordt gesproken over het recht op een beter gerecht, maar over het plaatstekort in de gevangenissen lezen we niets.

01.08 Eerste minister **Guy Verhofstadt** (*Nederlands*): Daar zorgt u wel voor.

01.09 **Dirk Claes** (CD&V): Dit gebeurt met het geld van de burgers.

01.10 Eerste minister **Guy Verhofstadt** (*Nederlands*): Uw partij doet dat ook met geld van de burgers.

01.11 **Dirk Claes** (CD&V): Dit is ook partijfinanciering.

Een bedrag van 2,7 miljoen euro is niet weinig. Is dit een sponsoring van de kranten? Het is de taak van een overheidsdienst om informatie te geven, niet om het regeringsbeleid te bewieroken. Hier wordt een grens overschreden. Ik zie het als een gratis precampagne.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Francis Van den Eynde en Koen Bultinck en luidt

als volgt:

"De Kamer,

gehoord de interpellatie van de heer Francis Van den Eynde

en het antwoord van de eerste minister,

verzoekt de regering

de overheidsinformatie aan het publiek niet langer te gebruiken om een gecamoufleerde verkiezingspropaganda ten voordele van de meerderheid te voeren."

Een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Jacqueline Galant en door de heren Éric Libert en Willy Cortois.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

02 Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de eerste minister over "de geheime ontmoeting van de minister van Buitenlandse Zaken met de vertegenwoordiger van de regering van Noord-Cyprus" (nr. 14447)

02.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Op 2 maart stond in *Turkish Daily News* een merkwaardig artikel over een geheime ontmoeting op een geheime plaats te Brussel tussen minister De Gucht en de president van de marionettenregering van Noord-Cyprus, zoals bekend bezet gebied. De ontmoeting bleef geheim op verzoek van de Belgische regering en kwam er - volgens de krant - ook op verzoek van de Belgische regering.

Sedert 1974 is dit deel van Cyprus wederrechtelijk bezet door Turkije. De internationale gemeenschap erkent de bezetting niet. Internationaal werd er steeds geijverd voor een terugtrekking van de Turkse troepen.

Een van de problemen die verbonden is aan de toetreding van Turkije tot de EU is dat het land de Cypriotische republiek, die een volwaardig EU-lid is, niet erkent en er half in staat van oorlog mee verkeert. Uit deze geheime ontmoeting en de reacties op het mislukt referendum in Grieks Cyprus leid ik een koerswijziging af in de Belgische politiek. Omwille van de Turkse toetreding staat men op het punt de bezetting van Cyprus te aanvaarden.

Kan de premier mijn conclusie bevestigen? Wat is anders de reden van die geheime ontmoeting?

02.02 Eerste minister Guy Verhofstadt (Nederlands): Ik geef het antwoord dat minister De Gucht mij bezorgde.

Op 28 februari had minister De Gucht een gesprek met de verkozen leider van de Turks-Cypriotische gemeenschap, de heer Mehmet Ali Talat. Deze was in Brussel voor onder meer een ontmoeting met de Europese commissaris voor Uitbreiding, de heer Rehn. Minister De Gucht was aanwezig bij de ontmoeting tussen de heer Talat en de directeur van het Egmont instituut. Het ging dus noch om een geheime ontmoeting, noch om een formeel bezoek, rekening houdend met resoluties 541 en 550 van de VN-Veiligheidsraad, die de Turkse republiek Noord-Cyprus beschouwen als een afgescheiden entiteit.

Minister De Gucht vindt het - net als de Europese Commissie en de commissaris voor Uitbreiding - belangrijk om alle partijen te horen die bij de Cypriotische kwestie betrokken zijn.

Tijdens het gesprek had men aandacht voor het VN-proces om een oplossing te vinden die de verdeling van het eiland beëindigt en het akkoord van 8 juli toepast. Er was ook aandacht voor de regeling van de rechtstreekse handel tussen het noordelijke deel van het eiland en de EU. Minister De Gucht heeft de heer Talat gevraagd om een positieve houding aan te nemen en, ten behoeve van de bewoners van Cyprus, naar een definitieve oplossing te streven.

02.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Over de geheimhouding kan ik enkel nogmaals de Turkse krant citeren. Men zal Talat dus op de vingers moeten tikken.

Het is mooi dat men zich bekommert om Cyprus, maar de eerste bekommernis moet niet de rechtstreekse handel tussen Noord-Cyprus en de EU zijn, maar het feit dat er zelfs geen handel mogelijk is tussen de

Republiek Cyprus en Turkije.

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde vragen van

- de heer Koen Bultinck aan de eerste minister over "de verklaringen van de minister van Justitie over de betrokkenheid van de eerste minister in het dossier van het heroïne-experiment te Luik" (nr. 14394)
- de heer Koen Bultinck aan de eerste minister over "de verklaringen van de minister van Justitie over de betrokkenheid van de eerste minister in het dossier van het heroïne-experiment te Luik" (nr. 14495)

03.01 Koen Bultinck (Vlaams Belang): We hebben de ministers van Volksgezondheid en Justitie al kunnen ondervragen over het feit dat men in de herfst zou starten met de medische verstrekking van heroïne in Luik.

Minister Onkelinx antwoordde op 27 februari dat het strategisch drugsplan van de stad Luik, inclusief het proefproject in kwestie, al in 2003 voorgesteld werd aan de eerste minister. Over de problematiek werd een aantal keren met de premier vergaderd. Het is volgens de minister niet nodig dat de federale regering formeel groen licht geeft, maar het is voor haar duidelijk dat het hele proefproject in volle transparantie en in overleg met alle regeringsleden is opgesteld.

Is het inderdaad zo dat de eerste minister sinds 2003 op de hoogte is van het proefproject? Hoeveel keer heeft men met de diensten van de eerste minister hierover vergaderd? Wordt het standpunt van de twee PS-ministers gedragen door de hele regering?

03.02 Eerste minister Guy Verhofstadt (Nederlands): Op 15 oktober 2002 nodigde de burgemeester van Luik mij en minister Duquesne uit om samen met de plaatselijke politieke verantwoordelijken het probleem van de drugsoverlast te bespreken. Dat het probleem er zo groot is, komt onder meer omdat niet ver van Luik verschillende landen aan elkaar grenzen.

Tijdens ons bezoek van 15 januari 2003 hebben we een totaalplan voorgesteld, dat voorbereid was door mijn veiligheidsadviseur en door de ministers van Binnenlandse Zaken, Justitie en Volksgezondheid. Ook de Luikse taskforce, die onder meer bestaat uit afgevaardigden van justitie, politie, hulpverleners en de universiteit, hielp het plan voorbereiden. Het plan bevatte de componenten preventie, hulpverlening, minderjarigen, buitenlandse gebruikers, ordehandhaving, overlast, strafrechtelijk en gevangenisbeleid en samenwerking tussen justitie en hulpverlening.

In de synthesesnota van 23 januari 2003 staat geen enkele verwijzing naar het wetenschappelijk project inzake medisch gecontroleerde heroïneverstrekking of naar het toestaan van gebruiksruimtes. Dat kon trouwens moeilijk, want in de federale drugsnota van januari 2001 stond al dat we de resultaten wilden afwachten van experimenten in Nederland en Zwitserland alvorens een beslissing te nemen.

Toen de Luikse taskforce de vraag opnieuw stelde tijdens diverse opvolgingsvergaderingen na 2003, heeft de federale regering haar standpunt nooit gewijzigd. Dat blijkt ook uit een overzichtsnota van 28 april 2003 van minister Tavernier, waarin alle proefprojecten in het kader van het drugsactieplan van Luik zijn opgesomd.

(Citeert in het Frans) "In de federale drugsnota worden geen middelen uitgetrokken om een experiment met betrekking tot heroïneverstrekking op te zetten. Vermits de Gemeenschappen bevoegd zijn voor het preventiebeleid, kunnen ze het initiatief voor een dergelijk project nemen. Maar de federale overheidsdienst Volksgezondheid heeft de opdracht gegeven het experiment binnen de federale diensten voor Wetenschappelijke, Technische en Culturele Aangelegenheden (DWTC) op te zetten."

(Nederlands) De studie waar minister Tavernier naar verwees, werd in 2003-2004 in opdracht van Wetenschapsbeleid uitgevoerd door een multidisciplinair team van de Luikse universiteit. Wetenschapsbeleid publiceerde de resultaten van de studie in het boek *Délivrance d'héroïne sous contrôle médicale: étude de faisabilité et de suivi*. Op 24 maart 2005 werd het boek samen met andere onderzoeken besproken tijdens

een studiedag in Gent.

Ook in de lopende regeerperiode werd het actieplan drugsoverlast Luik verder geïmplementeerd. Het experiment inzake medisch gecontroleerde heroïneverstrekking maakt daar geen deel van uit, maar de Luikse taskforce is wel blijven aandringen bij de ministers van Justitie en Volksgezondheid en bij andere partijen. Onder meer de heren Vandeurzen en Van Parys werden vorig jaar nog uitgenodigd in Luik.

Het komt mij noch de regering toe uitspraken te doen over een wetenschappelijk experiment. Wekelijks starten ministers onderzoeken op. Wat het specifieke experiment in Luik betreft, is aan de International Narcotics Control Board (INCB) gevraagd of het akkoord gaat met de uitvoering ervan. Toestemming van dat VN-orgaan, dat toeziet op de naleving van de drugsverdragen van de VN, is essentieel. Geeft de INCB groen licht, dan voeren we het experiment uit. Doet de INCB dat niet, dan komt het experiment er niet.

03.03 Koen Bultinck (Vlaams Belang): De eerste minister geeft een merkwaardig antwoord. De ministers Demotte en Onkelinx zeggen heel duidelijk dat ze de formele toezegging van de INCB niet eens nodig hebben. Volgens hen volstaat een notificatie. De eerste minister verschuilt zich nu echter achter die toezegging. Hij voelt aan het zo dicht bij de verkiezingen niet het moment is om zich aan het dossier te verbranden, maar hij heeft ook niet de moed om zijn ministers terug te fluiten of politiek te dekken. Het bewijst eens te meer dat hij blijft schipperen. We zullen dit dossier blijven opvolgen. Eerder heeft trouwens ook de heer Germeaux - arts en lid van de meerderheid - kritische geluiden laten horen.

Het incident is gesloten.

04 Interpellatie van de heer Servais Verherstraeten tot de eerste minister over "de uitvoering van het regeerakkoord met betrekking tot "de verdere uitbouw van de federale staat" (nr. 1058)

04.01 Servais Verherstraeten (CD&V): In het regeerakkoord werden onder de titel 'beter bestuur' heel wat maatregelen aangekondigd in het kader van de uitbouw van de federale Staat. Zo zou het Overlegcomité de instantie bij uitstek worden om de nieuwe vormen van samenwerking tussen de Gemeenschappen te behandelen. Er zou een forum worden opgericht dat op basis van het akkoord van 26 april 2002 voorstellen zou voorbereiden met het oog op de hervorming van het tweekamerstelsel, de constitutionele autonomie van het Brussels Gewest, de herziening van artikel 195 van de Grondwet, de verkiezingsdata voor de federale en deelstaatverkiezingen en de invoering van de term 'parlement' voor de gewest- en gemeenschapsraden. Bovendien zou het forum oplossingen zoeken "voor verschillende vragen" om bij te dragen tot een grotere structurele coherentie van bevoegdheden. Er zou onder meer worden gepraat over verkeersveiligheid, uitvoervergunningen voor wapens en ontwikkelingssamenwerking.

In het regeerakkoord stond voorts dat de middelen in verband met het samenwerkingsakkoord voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zouden worden verhoogd van 100 miljoen euro in 2004 naar 125 miljoen euro in 2007. De middelen zouden bestendig worden en de beslissingsprocedures zouden eenvoudiger worden. Van het Arbitragehof zou een grondwettelijk hof worden gemaakt met uitgebreide bevoegdheden. Er zou ook een basis worden gecreëerd voor nieuwe bevoegdheden voor het Rekenhof.

De voorbije jaren heeft de eerste minister nog wel meer belangrijke verklaringen afgelegd, onder meer wat betreft het arrest van het Arbitragehof van 2003 inzake Brussel-Halle-Vilvoorde. In het akkoord inzake politieke vernieuwing van april 2002 stond onder meer dat er zonder dralen een wetsontwerp zou worden goedgekeurd ter uitbreiding van de bevoegdheden van het Arbitragehof. Wat is de stand van zaken?

04.02 Eerste minister Guy Verhofstadt (Nederlands): Wat de zaken betreft waar geen tweederde meerderheid voor nodig was, hebben we vooruitgang geboekt. Was die meerderheid wel nodig, dan slaagden we er niet in stappen te zetten.

Het Overlegcomité is nu een echte instantie met een uitgebreid secretariaat, een nieuw reglement, een vaste vergaderdatum en een agenda die maandelijks vijftien tot vijftientwintig punten bevat. Van een occasioneel orgaan is het een vast forum geworden.

De Gewesten zijn nu bevoegd voor de uitreiking van uitvoervergunningen voor wapens.

Voor andere materies - de hervorming van het tweekamerstelsel, de herziening van artikel 195 van de Grondwet, de verkiezingsdata, Brussel-Halle-Vilvoorde - is een tweederde meerderheid nodig. Waarop heeft de oppositie gewacht om die te helpen leveren?

Wij hebben het maximum gedaan binnen het kader van het regeerakkoord en rekening houdend met het feit dat onze meerderheid uit 98 Kamerleden bestaat en niet uit 101, het aantal dat nodig is voor een grondwetswijziging.

04.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Dat de meerderheid zelf niet over een tweederdemeerderheid beschikt, wist men bij de opmaak van het regeerakkoord ook al. Men had ons kunnen vragen mee te werken, maar wij hebben bitter weinig aanbiedingen gekregen.

Voor de oprichting van het beloofde forum was geen tweederdemeerderheid nodig, maar toch is ook dat geen geslaagde operatie geworden. Het forum is welgeteld één keer bijeengekomen.

Nochtans was het vinden van een tweederdemeerderheid niet altijd even moeilijk. Voor het overhevelen van de wapenlicentiebevoegdheid was het geen probleem!

Bij de aanpak van de communautaire problemen zie ik grote gelijkenissen tussen paars I en paars II. Het behandelen van de wensen van het Zuiden van het land is geen probleem, maar voor de verzoeken van het Noorden zijn er altijd een heleboel politieke obstakels. In werkelijkheid is de oorzaak een gebrek aan ambitie van de premier. Ons wetsvoorstel voor de splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde werd niet goedgekeurd, maar zelf diende de regering geen wetsontwerpen in om tegemoet te komen aan het arrest van het Arbitragehof.

Ten tijde van het afsluiten van het politieke akkoord in 2002 maakten de groenen nog deel uit van de meerderheid. Toen was er dus wel een tweederdemeerderheid. Ecolo heeft dat akkoord mee goedgekeurd. Met hen erbij, kan er ook vandaag een tweederdemeerderheid worden gevonden in de Kamer. Maar liever volgde men weeral eens het dictaat van de PS. Het hele dossier werd in de koelkast gestopt. Wij hebben vier jaar verloren op communautair vlak!

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Servais Verherstraeten en luidt als volgt:

"De Kamer,
gehoord de interpellatie van de heer Servais Verherstraeten
en het antwoord van de eerste minister,
stelt vast dat:

- de regering slechts een zeer beperkt aantal maatregelen inzake de staatshervorming die aangekondigd werden in het regeerakkoord van 2003 heeft uitgevoerd;
- de na het regeerakkoord van 2003 aangekondigde splitsing van de kieskring en het gerechtelijk arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde niet heeft doorgevoerd;
- de regering door haar immobilisme inzake de staatshervorming verantwoordelijk is voor het communautaire contentieux;

en verzoekt de regering
in de plenaire vergadering van de Kamer verantwoording af te leggen over de redenen en de oorzaken van het niet-uitvoeren van haar programma inzake de staatshervorming."

Een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Jacqueline Galant en door de heren Éric Libert, Willy Cortois, David Geerts en Jean-Claude Maene.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

De behandeling van de vragen en interpellaties wordt geschorst van 15.06 uur tot 15.43 uur.

05 Interpellatie van de heer Servais Verherstraeten tot de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de functionele tweetaligheid van de ambtenaren" (nr. 1032)

05.01 Servais Verherstraeten (CD&V): In het kader van de Copernicushervorming voerde de wet van 12 juni 2002 de functionele tweetaligheid in. Het uitvoeringsbesluit dat invulling moest geven aan dit begrip heeft reeds een zeer lange lijdensweg afgelegd. Tijdens de bespreking van zijn beleidsnota bevestigde de minister dat er een nieuwe werkgroep werd aangesteld om dit concept verder uit te werken.

Ik betreur dat de managers, ondanks een flinke statutaire opwaardering, slechts functioneel tweetalig moeten zijn en dat die functionele tweetaligheid dan nog geen benoemingsvoorwaarde is, maar dat de betrokkenen zes maanden de tijd hebben om hieraan te voldoen.

Wat is de stand van zaken van de werkzaamheden van de werkgroep? Werd er al invulling gegeven aan het begrip 'functionele tweetaligheid' of zal de minister dit denkspoor verlaten en volledige tweetaligheid opleggen? Wordt er een nieuw concept ontwikkeld ter vervanging van de functionele tweetaligheid?

05.02 Minister Christian Dupont (*Nederlands*): Bij de invulling van het begrip 'functionele tweetaligheid' moet rekening worden gehouden met het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht (VCT), die oordeelt dat de invoering van de functionele kennis strijdig is met de algemene principes van de wet, namelijk eentaligheid van de ambtenaren en tweetaligheid van de administraties. De VCT voegt daaraan toe dat het niet de bedoeling is het algemene principe en de functionele kennis met elkaar in conflict te doen komen.

Er moet dus een verzoeningsoplossing gevonden worden. Een nieuwe werkgroep, samengesteld uit academici uit de beide landsdelen, buigt zich nu over die problematiek. De werkgroep zal daarbij rekening moeten houden met het Europees Referentiekader (ERK) en de opmerkingen van de VCT.

Het lijkt mij ook onontbeerlijk dat wij de situatie bij ons vergelijken met die in andere meertalige landen, zoals Canada, Zwitserland en Luxemburg. Ik wil op de hoogte gesteld worden van de reglementaire bepalingen die in die landen van toepassing zijn en van de manier waarop die reglementering concreet wordt ingevuld.

Ik heb ook opdracht gegeven om een internationale vergelijking te maken van de testsystemen om het daadwerkelijke niveau van talenkennis bij leidinggevendenden te toetsen en te situeren ten aanzien van het ERK. Het probleem is dat de meeste managers een goede kennis van de andere taal hebben, maar toch niet slagen voor de Selor-examens. We moeten het testsysteem verfijnen en buitenlandse systemen, zoals de Nederlandse Cito-toets, kunnen daarbij als voorbeeld dienen.

We hebben een eenduidig testsysteem nodig dat een duidelijk beeld geeft van het daadwerkelijke kennisniveau van de tweede landstaal en dat de managers ook helpt hun taalkennis te verbeteren. Bij de invulling van het begrip 'functionele taalkennis' moeten we ook rekening houden met het bestaande niveau bij de titularissen van de geïmplementeerde ambten.

Op dit ogenblik wordt een aantal proeftesten uitgevoerd om uit te maken of er een dergelijk systeem voorhanden is. Dit moet het ons vervolgens mogelijk maken het begrip 'functionele taalkennis' optimaal in te vullen, rekening houdend met de vereisten van de goede werking van de dienst, maar ook met een realistische inschatting van het effectieve taalkennisniveau van de doelgroep.

Als we dit ernstig willen aanpakken, dan moeten we er de tijd voor nemen en proeftesten uitvoeren. Het is niet mijn bedoeling om de zaken te blokkeren.

05.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Ik twijfel niet aan de goede intenties van de minister persoonlijk, maar de inhoud van zijn antwoord heeft mij toch ontgoocheld. Het ERK bestond al op het ogenblik dat de wet tot stand gekomen is. Ik wil er overigens op wijzen dat men in Zwitserland de volledige meertaligheid van alle ambtenaren eist. De vorige minister was ook voorstander van tweetaligheid, maar heeft zich moeten neerleggen bij een politieke consensus in de schoot van paars. Ik kan het misschien niet eens zijn met die

consensus, maar van zodra die er is, moet hij ook uitgevoerd worden. Het is echter duidelijk dat de wil ontbreekt om echt werk te maken van die functionele tweetaligheid. De twee aangestelde universiteiten hebben hun rapport afgeleverd en het advies van de VCT dateert al van september 2005. Het voorbereidende werk is dus eigenlijk al gedaan.

Mijn conclusie is dat er geen uitvoering mocht komen omdat bepaalde titularissen niet in staat zijn om aan de vereisten te voldoen en men ze omwille van politieke afspraken over benoemingen wil laten zitten. Nochtans is tweetaligheid noodzakelijk voor het goed functioneren van de managers. Hoe kunnen zij trouwens hun ondergeschikten correct evalueren als ze nog niet eens hun taal spreken?

Ik dien een motie van aanbeveling in, waarin ik de regering vraag om nog voor het einde van de regeerperiode een KB te nemen en geen nieuwe benoemingen te doen zolang dat KB er nog niet is.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Katrien Schryvers en door de heren Dirk Claes en Servais Verherstraeten en luidt als volgt:

"De Kamer,

gehoord de interpellatie van de heer Servais Verherstraeten

en het antwoord van de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen,

beveelt de regering aan

- nog deze legislatuur de nodige uitvoeringsbesluiten af te kondigen inzake de functionele tweetaligheid;
- in afwachting van de inwerkingtreding van deze besluiten geen nieuwe benoemingen meer te doen."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heer Jean-Claude Maene.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

06 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de registratie van allochtone werknemers in het openbaar ambt" (nr. 14315)

06.01 Servais Verherstraeten (CD&V): In het kader van het diversiteitsplan voor het openbaar ambt was er nood aan een instrument om het aantal ambtenaren van vreemde oorsprong te meten. Heeft de daartoe opgerichte werkgroep al een consensus bereikt over een definitie? Wat is de inhoud ervan?

De minister verklaarde eerder dat het instrument zou toegepast worden op bestaande gegevens in het rijksregister en dergelijke. Is dit reeds gebeurd? Wat zijn de resultaten hiervan?

06.02 Minister Christian Dupont (Nederlands): Het Centrum stelt voor een definitie uit te werken op basis van de volgende elementen: de nationaliteit bij geboorte, de nationaliteit van de ouders en de geboorteplaats van de werknemer en van zijn ouders.

In de werkgroep is er op dit ogenblik nog geen consensus over een duidelijke definitie.

Wat mij betreft moet het in elk geval een definitie zijn die een gelijke behandeling mogelijk maakt van personen met een vreemde nationaliteit en personen van vreemde origine die eveneens het voorwerp zijn van discriminatie, maar die niet kunnen worden geïdentificeerd in studies over de Belgische arbeidsmarkt, omdat ze Belg zijn.

Aangezien het om een werkdefinitie gaat en niet om een wettelijke of reglementaire definitie, moet er eerst

een consensus zijn op technisch en methodologisch vlak.

Ik pleit voor een werkdefinitie die het de onderzoekers mogelijk maakt om discriminatie bij personen van vreemde origine te meten en niet zozeer om te bepalen wie een allochtoon is. Een dergelijke definitie zou mensen alleen maar etiketteren en perverse gevolgen hebben.

De werkgroep heeft tot dusver de methodologische moeilijkheden toegelicht om een instrument te ontwikkelen dat het mogelijk maakt, op basis van bijeengevoegde anonieme gegevens, vormen van discriminatie in de verschillende beroepssectoren af te bakenen, en niet zozeer om etnische gegevens te verzamelen

Ik wil dit instrument slechts toepassen op het federaal openbaar ambt voor zover ik garanties heb betreffende de beveiliging van de gegevens en de aard van de vragen waarop zal kunnen worden geantwoord. De opvolging van het aantal personen van vreemde afkomst in het openbaar ambt mag enkel dienen ter bevordering van de diversiteit. Ik wil deze aspecten verder onderzoeken met mijn collega bevoegd voor Tewerkstelling en met de deskundigen van de werkgroep van het Centrum voor Gelijkheid van Kansen, om vervolgens de besprekingen over dit punt verder te zetten met de Gewesten en met P&O.

06.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Sinds mijn mondeling vraag van 29 november staan we dus nog niet veel verder. De bedoeling is dat er meer personeel van allochtone afkomst voor de federale administratie zal werken. Ik steun dat, maar hoe zullen we dat realiseren als we niet eens een werkdefinitie hebben?

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "het gebruik van externe consultancybureaus door het openbaar ambt" (nr. 14316)

07.01 Servais Verherstraeten (CD&V): De beginjaren van Copernicus werden gekenmerkt door een toename van het gebruik van externe consultancybureaus, terwijl er ook veel expertise aanwezig is in de eigen overheidsdiensten. Later veranderde het beleid gedeeltelijk. In de beleidsnota 2007 staat, dat er alleen een beroep zal worden gedaan op externe expertise als dat echt noodzakelijk is en dat het altijd moet gebeuren met het oog op competentieoverdracht.

Welke externe consultancyopdrachten zijn er nog gepland? Wat is de kostprijs daarvan? Om welke reden zal er een beroep worden gedaan op externe consultancy?

07.02 Minister Christian Dupont (Nederlands): In 2007 zal nog een beroep worden gedaan op externe consultancybureaus voor het project NOVO, een cultuurveranderingsproject voor de FOD Sociale Zekerheid en voor het project Facility Management voor de FOD Economie. De kostprijs voor deze verbeteringsprojecten wordt respectievelijk geraamd op 385.925 en 393.250 euro. Het gaat hier over proefprojecten in domeinen waarvoor momenteel de expertise volledig ontbreekt binnen de overheid. Daarnaast wordt er gedacht aan een verbeteringsproject voor de FOD P&O, maar daarvoor kan nog geen budgettaire raming worden gemaakt.

De federale overheid zit nog volop in het leerproces wat betreft business process engineering. Dit leerproces voltrekt zich op het terrein. De ambtenaren worden maximaal betrokken bij het project van het consultancybureau. Zoals bij de vorige projecten, zal ook in de toekomst voor de eerste fase van projecten enkel een beroep worden gedaan op ambtenaren. Een belangrijk element van deze projecten is ook de kennisoverdracht van de consultants aan de betrokken ambtenaren. Het streefdoel is dat er per consultant minstens drie ambtenaren dagelijks meewerken.

07.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Onder het bewind van paars wordt er dubbel zoveel een beroep gedaan op consultancybureaus. In 2007 zal er opnieuw bijna 4 miljoen euro worden besteed aan projecten die uitgevoerd worden door externe consultancybureaus. Dat is enorm veel, terwijl er toch veel expertise bij de overheidsdiensten zelf aanwezig is. Ik pleit voor meer terughoudendheid op dat vlak. Als er bezuinigingen

moeten zijn – ik denk dat voor de begroting 2007 bezuinigingen op hun plaats zijn – zal onder meer daarop bezuinigd moeten worden.

Het incident is gesloten.

08 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Servais Verherstraeten** aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de aangekondigde maatregelen naar de contractuele werknemers toe binnen het openbaar ambt" (nr. 14317)
- de heer **Servais Verherstraeten** aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de voorgestelde wijzigingen inzake de tewerkstelling van contractuele ambtenaren" (nr. 14321)

08.01 **Servais Verherstraeten** (CD&V): De Ministerraad van 2 februari keurde een voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken goed. Dit voorontwerp zou volgens een persbericht van de regering bepalen dat contractuelen die langer dan twee jaar in dienst zijn bij de overheid, een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur moeten krijgen.

Welke aspecten van het ambtenarenstatuut worden nog geregeld in dit voorontwerp? Contractuele werving kan in principe enkel in uitzonderlijke gevallen. Is het verdedigbaar dat contractuele ambtenaren een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur zouden krijgen, maar niet statutair benoemd worden? Hoeveel ambtenaren komen in aanmerking voor deze maatregel?

Het voorontwerp zou echter sterk verschillen van wat er in het persbericht staat. Klopt het dat de termijn voor de overgang naar een contract van onbepaalde duur in het ontwerp op drie jaar en niet op twee jaar is bepaald? Klopt het dat niet elke contractuele ambtenaar in aanmerking komt, maar dat hij eerst moet slagen in een vergelijkend wervingsexamen? Hoe komt het dat het ontwerp en het persbericht verschillen?

08.02 Minister **Christian Dupont** (*Nederlands*): Dit wetsontwerp moet de minister van Defensie de mogelijkheid geven zijn bevoegdheid om personeelsleden van de niveaus B, C en D te benoemen, te bevorderen en uit het ambt te ontsetten, te delegeren aan de administrateur-generaal van het Nationaal Geografisch Instituut. De voorzitters van het directiecomité van de federale overheidsdiensten hebben deze bevoegdheid ook gekregen.

Daarnaast schrapt dit ontwerp de vierde categorie van contractuele werknemers uit de wet van 22 juli 1993. Deze categorie bestond uit contractuele managers, maar hiervoor wordt de voorrang gegeven aan statutaire werkgelegenheid. De management- en staffuncties worden toegekend na een selectieprocedure en via een benoemingsbesluit, dat de betrokkenen onderbrengt in een soort van statutair statuut.

Het ontwerp geeft dus voorrang aan statutaire werkgelegenheid en bepaalt dat wervingen via een arbeidsovereenkomst slechts bij uitzondering kunnen gebeuren. Over de modaliteiten van een arbeidsovereenkomst en de opdrachten van contractueel personeel moet worden overlegd in de Ministerraad.

Het wetsontwerp wil ook het advies schrappen van het college van administrateurs-generaal van de openbare instellingen van sociale zekerheid voor alles wat te maken heeft met het statuut van hun personeel, omdat dit statuut overeenkomt met het statuut van het rijkspersoneel.

Ten slotte bepaalt het ontwerp dat contractueel personeel dat ten minste drie jaar in dienst is en laureaat is van een vergelijkend wervingsexamen voor een betrekking van dezelfde graad, een overeenkomst van onbepaalde duur krijgt. Het persbericht vermeldt dus onterecht dat contractuele personeelsleden al na twee jaar dienst een contract van onbepaalde duur zouden krijgen. Door deze maatregelen willen we de expertise bewaren, de continuïteit van de dienst verzekeren en de betrokken personen een stabiele betrekking bezorgen. Het precieze aantal contractuele personeelsleden dat wordt beoogd, is onmogelijk te bepalen omdat het om een permanente maatregel gaat.

08.03 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Ik neem aan dat het foutieve persbericht al was voorbereid voor er

sprake was van drie jaar. Wanneer werd het voorontwerp aangepast?

08.04 Minister **Christian Dupont** (*Nederlands*): Het is altijd drie jaar geweest. Het stond ook zo in de regeringsnota. Het persbericht was fout.

08.05 **Servais Verherstraeten** (CD&V): In de nota aan het comité B staat nochtans ook twee jaar.

08.06 Minister **Christian Dupont** (*Nederlands*): Ik heb nooit geweten dat er werd gesproken over twee jaar. Volgens mij is het altijd drie jaar geweest.

Het incident is gesloten.

09 **Samengevoegde interpellatie en vraag van**

- de heer **Servais Verherstraeten** tot de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de vernietiging van diverse topfuncties in het openbaar ambt" (nr. 1043)

- de heer **Servais Verherstraeten** aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de intrekking van de benoeming van de voorzitter van het directiecomité van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg" (nr. 14643)

09.01 **Servais Verherstraeten** (CD&V): De voorzitter van de FOD Sociale Zekerheid uitte in een opiniebijdrage ernstige kritiek op de vernietiging door de Raad van State van de benoeming van diverse topfuncties bij de overheid. Hij vergeleek deze uitspraak met een daad van terrorisme. Ik ben daar toch van geschrokken, temeer omdat men deze vernietiging had kunnen zien aankomen.

Voor een deel kan ik begrip opbrengen voor de inhoud van het opiniestuk. Soms laten de arresten lang op zich wachten. Ik heb met de betrokken ambtenaren te doen. Zij kunnen er zelf niets aan doen, want het probleem ligt vooral bij de organisatie van de examens.

Destijds heb ik de toenmalige minister van Ambtenarenzaken reeds op het probleem gewezen en heb ik gepleit voor een eentalige en een taalgemengde jury. De minister wilde het anders en nam zo risico's.

Ik vind het niet terecht om op de Raad van State te schieten. Degenen die de examens hebben georganiseerd en voor eentalige jury's hebben gekozen, treft schuld. Het zwaard van Damocles boven het hoofd van de voorzitter van de FOD zal zijn gezag zeker hebben aangetast.

Hoeveel van de benoemingen volgens de initiële procedure zijn vernietigd door de Raad van State? Hoeveel mandaatfuncties zijn er vandaag correct ingevuld? Welke wetgevende initiatieven heeft de regering moeten nemen om de gebrekkige wet bij te sturen? Lopen er tegen de huidige procedure van benoemingen voor de Raad van State? Waarom heeft de regering de aangevochten procedures niet meteen rechtgezet? Hoe apprecieert de minister de reactie van de voorzitter van de FOD Financiën en meer bepaald de stijl ervan?

Volgens berichten in de media zou de benoeming van de heer Maeter als voorzitter van het directiecomité van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Recht worden ingetrokken wegens procedurefouten bij de wervingsgesprekken. Die wervingsgesprekken zouden nu worden overgedaan.

Worden er specifieke maatregelen getroffen om de ministers beter te omkaderen of te vormen voor deze fase in de benoeming van de voorzitters? Is de minister van mening dat hier meer aandacht aan moet worden besteed? Is de objectiviteit van de procedure niet geschonden als enkel de wervingsgesprekken worden overgedaan?

09.02 **Benoît Drèze** (cdH): Deze jongen staat hier niets te doen.

09.03 Minister **Christian Dupont** (*Nederlands*): Vijf benoemingen volgens de initiële procedure werden vernietigd, 175 mandaatfuncties zijn correct ingevuld. Na het oordeel van de Raad van State, dat het gelijkheidsbeginsel werd geschonden door de werking van twee parallelle examencommissies, heeft mijn

voorgangster de reglementering meteen aangepast en tweetalige selectiecommissies ingesteld. Een aanpassing was de enige mogelijke oplossing.

Tegen de huidige procedure van benoeming lopen drie gedingen bij de Raad van State.

Een minister wordt inderdaad niet gesteund of begeleid tijdens wervingsgesprekken met laureaten. Dat zou ook geen meerwaarde hebben omdat de reglementering voldoende duidelijk is. De kandidaten van groep A worden vergeleken met de functiebeschrijving en het competentieprofiel. Een verslag van elk gesprek wordt bij het aanstellingsdossier gevoegd. Na uitputting van de laureaten van groep A wordt de procedure herhaald met groep B.

Net als onze juridische adviseurs ben ik de mening toegedaan dat een procedure kan worden overgedaan vanaf het moment in de procedure waarvoor er een vermoeden van fout bestaat. Ik kan niet in de plaats van een administratieve rechter oordelen.

09.04 Servais Verherstraeten (CD&V): Ik betreur de stijl van de nota van de voorzitter van de FOD aan de Raad van State. De verantwoordelijkheid ligt bij de eerste paarse regering, die niet voor taalgemengde jury's heeft gekozen. Het huidige systeem is ook weer niet goed. Nu bestaat de kans dat de helft van de jury een deel van de kandidaten niet begrijpt. De jury moet taalgemengd zijn met tweetalige leden.

Ondertussen zit de oncorrect benoemde persoon al zes maanden in het zadel, wat hem een voordeel geeft ten opzichte van de anderen. Men kan beter helemaal opnieuw beginnen. Bovendien had de persoon in kwestie maar een B-rangschikking. Met het huidige systeem zal er een Vlaming en een Waal worden benoemd en tevens een liberaal en een socialist. Net voor de verkiezingen roept men nog alle hens aan dek om de politieke vriendjes op de juiste stoel te krijgen.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Katrien Schryvers en door de heren Dirk Claes en Servais Verherstraeten en luidt als volgt:

"De Kamer,

gehoord de interpellatie van de heer Servais Verherstraeten

en het antwoord van de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen,

beveelt de regering aan

- tuchtrechtelijke procedures te voorzien voor de mandaathouders;
- taalgemengde jury's te voorzien waarbij iedereen voldoet aan de functionele tweetaligheid;
- ondersteuning te voorzien om de minister te omkaderen en omringen van expertise in het houden van selectiegesprekken."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heer Jean-Claude Maene.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

10 Vraag van de heer Benoît Drèze aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de uitvoeringsbesluiten met betrekking tot het observatie- en oriëntatiecentrum voor NBMV's" (nr. 14640)

10.01 Benoît Drèze (cdH): Verenigingen spreken mij aan over de oprichting van het onthaalcentrum van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen (NBMV) aan de grens. Deze maatregel werd in november 2006 ingesteld door uw onthaalwet om een alternatief te bieden voor het opsluiten van NBMV's. Hun verblijf in dit centrum zou niet langer dan twee weken duren en adequaat personeel zou instaan voor het toezicht. De

uitvoeringsbesluiten van deze wet laten echter op zich wachten.

Zijn deze besluiten gereed en zo ja, wanneer zullen zij worden gepubliceerd? Zo neen, waarom?

10.02 Minister **Christian Dupont** (*Frans*): De laatste hand wordt gelegd aan een ontwerp van koninklijk besluit ter bepaling van het werkingsstelsel en de werkingsregels van deze observatie- en oriëntatiecentra. Het koninklijk besluit zal voor 1 mei worden gepubliceerd, net zoals de onthaalwet die er de juridische basis voor vormt.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen nrs 14203 en 14427 van mevrouw Gerkens en 14234 van de heer Goutry worden in schriftelijke vragen omgezet, omdat die vraagstellers zich tenminste verontschuldigd hebben. De vragen nrs 14215 van de heer Chabot, 14338 van de heer Wathelet en 14432 van de heer De Padt worden daarentegen geschrapt.

De heer Arens heeft gevraagd zijn vraag nr. 14406 te mogen verdagen. Waarvan akte.

11 **Vraag van de heer Benoît Drèze aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de twijfelachtige medische praktijken in het gesloten centrum van Vottem die op 1 maart jongstleden aan de kaak werden gesteld" (nr. 14464)**

11.01 **Benoît Drèze** (cdH): Ik heb u reeds ondervraagd over het ontslag van een arts in het gesloten centrum van Vottem en over de getuigenissen van vier bewakers over abnormaal lange opsluitingen.

De medische dienst van Vottem wordt momenteel geleid door de personeelsdirecteur die evenwel over geen medische deskundigheid zou beschikken. Een ontslagen verpleegster beweert dat ze ten onrechte ontslagen werd, nadat ze zich verzet had tegen het verkeerdelijk inspuiten van een neurolepticum. In de plenaire vergadering heeft u het debat toegespitst op de vorm en niet op de inhoud. U heeft gezegd dat de verpleegster beter met u contact zou opnemen dan met de pers (zie *Beknopt Verslag* nr. 267 van 1 maart 2007, blz. 8-11).

Daags vóór onze gedachtewisseling in de plenaire vergadering zou mevrouw Monique De Knop, voorzitter van het directiecomité van de FOD Binnenlandse Zaken, Vottem bezocht hebben om de bewakers en het personeel duidelijk te maken dat ze zich niet gehouden voelde aan uw belofte van november om niemand te straffen en dat ze de vier betrokken bewakers onmiddellijk zou bestraffen, indien hun identiteit zou vast komen te staan. Heeft mevrouw De Knop zich op uw verzoek naar Vottem begeven? Indien de feiten die door de verpleegster aangeklaagd werden, bewaarheid worden, zou u ze dan aanvaardbaar of onaanvaardbaar achten? Waarom? Tot slot, is u niet van oordeel dat er onverwijd een geneesheer in het gesloten centrum van Vottem in dienst moet worden genomen die opnieuw tot het personeel behoort?

11.02 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): Ik heb niet louter een debat over de vorm gevoerd. Mijn pleidooi voor het gebruik van aangepaste methodes betreft de grond van de zaak. De vaak anonieme aantijgingen in de pers zijn onaanvaardbaar. Ik heb mevrouw De Knop niet verzocht om naar Vottem te gaan. Als voorzitter van het directiecomité van de FOD Binnenlandse Zaken kan ze evenwel straffen uitvaardigen tegen de anonieme klagers als ze van mening is dat dergelijke praktijken onverenigbaar zijn met het personeelsstatuut, des te meer als de aantijgingen onjuist en ongegrond zijn. De directieleden van het gesloten centrum te Vottem zullen bovendien een burgerlijke rechtsvordering instellen opdat de ware toedracht kan worden vastgesteld.

Het is onjuist te beweren dat in het centrum van Vottem twijfelachtige medische praktijken worden toegepast. Het antwoord op de elementen vermeld in het artikel van *La Libre Match* staat te lezen op de website van de Dienst Vreemdelingenzaken. Ik kan u verzekeren dat een medisch team erop toeziet dat de bewoners van het centrum de nodige medische verzorging krijgen en dat de deontologische code er wordt nageleefd. Er werden interim-verpleegsters ingezet wegens het zwangerschapsverlof van twee verpleegsters en verscheidene periodes van afwezigheid van een derde verpleegster. Er werden selectieproeven georganiseerd en twee verpleegsters hebben onlangs een voltijds arbeidscontract in Vottem ondertekend. Er is voorzien in een medische verzorging van de bewoners. In alle centra zijn er artsen tewerkgesteld in het

kader van een bedrijfscontract. In Vottem zijn er twee artsen, van wie één een arts vervangt die op contractuele basis werd aangeworven. Met dat soort aanwerving wordt tegemoetgekomen aan de wens van de NGO's om zelfstandige artsen in te schakelen.

11.03 Benoît Drèze (cdH): Blijkbaar komt er schot in het dossier. Ik verneem dat het centrum een burgerlijke vordering instelt. Uiteraard zal er zo een onderzoek komen. Op de site heb ik inderdaad het document van de betrokken geneesheren kunnen lezen. De externe geneesheren hebben briefpapier met een opschrift van de overheidsdienst gebruikt. Dat roept vragen op, maar het is niet de kern van de zaak. We hebben een andere zienswijze en iedereen moet zijn eigen mening vormen in afwachting dat het gerecht meer klaarheid schept.

Is u niet van oordeel dat het beter is dat de geneesheer net als voorheen tot het personeel behoort?

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Philippe Monfils aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de aankoop door de politie van wapens van particulieren" (nr. 14504)

12.01 Philippe Monfils (MR): Op 17 februari vernamen wij uit de pers dat sommige politiezones gebruik maken van de wapeninzamelingen om tegen een lage prijs dienstwapens aan te kopen. Vanuit wettelijk oogpunt is dat onaanvaardbaar. Elk wapen dat bij de politie wordt binnengebracht moet automatisch worden vernietigd. Er zijn enkel uitzonderingen voor wapens met historisch of didactisch belang. Deelt u mijn standpunt en bent u van plan alle politiezones op de hoogte te brengen van het verbod wapens over te kopen van particulieren die deze wapens komen aangeven?

12.02 Minister Patrick Dewael (Frans): Als het om een verboden wapen gaat, wordt het wel degelijk vernietigd. Wat wapens betreft die men mits een vergunning in zijn bezit mag hebben, bepaalt de regelgeving dat de eigenaar die de vereiste vergunning niet aanvraagt, het wapen kan overdragen aan iemand die het wel in zijn bezit mag hebben.

Ik deel uw mening. Politieagenten zijn net als gewone burgers onderworpen aan de wet. Wie die regels overtreedt, begaat niet alleen een ernstig misdrijf maar schendt ook de deontologische code van het politiepersoneel. Het feit dat iemand zijn positie als politieagent gebruikt om tegen een abnormaal lage prijs een wapen opnieuw aan te kopen, is deontologisch onverantwoord. Ik zal niet nalaten dat in de politiezones in herinnering te brengen.

12.03 Philippe Monfils (MR): Uw antwoord verheugt me. Ik hoop dat u een nota in die zin tot de politiezones zal richten.

12.04 Minister Patrick Dewael (Frans): Ik zal u er een kopie van bezorgen.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Véronique Salvi aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "een mogelijk op handen zijnde staking van de politieagenten van Charleroi" (nr. 14509)

13.01 Véronique Salvi (cdH): Bij uw bezoek aan Charleroi in het gezelschap van de eerste minister en van de minister van Justitie vorige maandag, kondigde u een reeks maatregelen aan om de toestand in de politiezone te verbeteren. Mij leken ze licht onvoldoende, maar de zonechef beschouwt ze als ondermaats, rekening houdend met de onveilige toestand in de zone en met de ontmoediging van het politiepersoneel.

Tijdens uw betoog in Charleroi, wees u erop dat de regering zich niet kan veroorloven de KUL-norm te herzien, terwijl daar precies de oplossing ligt.

Men kan die maatregel natuurlijk positief inschatten, volgens de regel van het halfvolle glas, maar zelf zie ik het glas eerder als halfleeg.

Vijf vakbonden hebben vandaag een stakingsaanzegging ingediend. Wanneer die ook wordt uitgevoerd, zal de politieaanwezigheid in het veld nog beperkter zijn en komt de veiligheid van de inwoners van Charleroi in gevaar.

Wat is uw standpunt over die onmiskenbare risico's? Hoe zal u reageren wanneer morgen zoiets zou gebeuren, dus voor de eerste maatregelen in juni of juli ten uitvoer worden gelegd?

13.02 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): Ik wil allereerst verwijzen naar mijn antwoord op de vorige vraag van 12 januari, en naar mijn antwoord op de vraag van de heer Massin. (zie *Beknopt Verslag* nr. 1166, blz. 12-15)

Sinds de tweede helft van 2006 krijgt de zone Charleroi gerichte federale versterking. Er werden vijf voltijdequivalenten ter beschikking gesteld voor beveiligingsoperaties. Daarenboven werden er sinds juli 2006 vijftien rechercheurs van de gerechtelijke politie gedetacheerd. Sinds januari 2007 zijn daar nog twee rechercheurs bijgekomen.

De zones van het arrondissement Charleroi werden tot nader order vrijgesteld van de opdracht om een gehypothekeerde capaciteit te leveren voor evenementen buiten het arrondissement. Voor grootschalige operaties heeft de zone het recht om versterking te vragen aan de zones van Waals-Brabant en de provincie Namen.

In afwachting van de installatie van 19 leden van het interventiekorps in Charleroi staat het nationale piket van de federale politie tussen 21 en 7 uur ter beschikking van de zone Charleroi.

Voorts zijn andere diensten van de federale politie versterkt aanwezig.

De lokale overheid heeft een verhoging van de minimumnorm verkregen voor het organieke kader.

Het ontoereikend het organiek kader vloeit voort uit beslissingen die het gemeentebestuur van Charleroi in de jaren 90 genomen heeft.

De federale overheid en de federale politie doen wat ze kunnen om de lokale politie van Charleroi te helpen. Voor geen enkele andere politiezone in moeilijkheden werden dergelijke maatregelen getroffen.

13.03 **Véronique Salvi** (cdH): Volgens u is het glas dus eerder halfvol.

Ik wilde u inlichten over de moeilijkheden die het politiepersoneel van Charleroi in de praktijk ondervindt. De reeds geleverde inspanningen volstaan blijkbaar nog niet en ik luid de alarmklok om u te wijzen op mogelijke toekomstige gevaren.

Het incident is gesloten.

14 **Samengevoegde interpellaties van**

- de heer **Filip De Man** tot de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het verspreiden van valse criminaliteitsstatistieken" (nr. 1042)
- de heer **Dirk Claes** tot de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de criminaliteitsstatistieken" (nr. 1044)

14.01 **Filip De Man** (Vlaams Belang): Twee kranten meldden onlangs dat de criminaliteit in het eerste semester van 2006 gedaald is. Ze leidden dat af uit de statistieken op de website van de federale politie. Die cijfers gaan echter enkel over de geregistreerde criminaliteit en zijn dus slechts het topje van de ijsberg. Uit de Veiligheidsmonitor 2006 van de federale politie blijkt, dat slechts 34 procent van de misdrijven wordt gemeld en dat maar 25 procent wordt opgenomen in een proces-verbaal, al verschillen de aangiftepercentages sterk naargelang van het soort misdrijf.

Uit de tabellen van de federale politie blijkt dat de daling in 2006 enkel te danken is aan een spectaculaire daling in de categorie 'bedrogmisdrijven tegen eigendom'. In het eerste semester 2005 ging het om 42.755 feiten, een jaar later om 26.662. Het totale aantal criminele feiten bedroeg in het eerste semester 2005 506.743, een jaar later 494.159. Bij de niet-criminele feiten valt dan weer op dat er 92.767 verloren voorwerpen waren in het eerste semester 2005. In het eerste semester van 2006 stijgt dat aantal naar 110.527.

Hoe valt de forse daling in de categorie 'bedrogmisdrijven tegen eigendom' te verklaren? Valt de daling van het totale aantal misdrijven te verklaren door de daling in die ene categorie? Klopt het dat zonder die technische ingreep het totale aantal criminele feiten zou zijn gestegen? Zullen de totaalcijfers voor 2006 gecorrigeerd worden? Wanneer worden de volledige en gecorrigeerde cijfers voor dat jaar gepubliceerd?

14.02 Dirk Claes (CD&V): Onlangs verklaarde de minister dat de geregistreerde criminaliteitscijfers in het eerste semester van 2006 waren gedaald in vergelijking met 2005, maar nu blijkt dat de federale politie een andere registratiewijze heeft toegepast. Er kan dus niet echt worden vergeleken. Er waren vroeger ook al interpretatieproblemen, maar toen werd gezegd dat de nieuwe registratiewijze vergelijken pas vanaf 2007 mogelijk zou maken.

In 2006 werden in de categorie 'verduistering en bedrieglijke vernietiging' slechts 12.797 feiten geregistreerd tegenover goed 27.000 in 2005. Dat komt waarschijnlijk omdat verloren voorwerpen nu niet meer in die categorie worden opgenomen. Was dat wel nog het geval geweest, dan had men moeten besluiten dat de cijfers waren gestegen.

Waarom werd tot een andere registratiewijze beslist? Om welke wijzigingen gaat het precies? Wanneer zijn de volledige cijfers voor 2006 beschikbaar?

14.03 Minister Patrick Dewael (*Nederlands*): In het krantenartikel lijkt het alsof ik voor het eerste semester van 2006 verkeerde cijfers zou hebben doorspeeld aan de pers. Mijn kabinet en ik hebben echter geen enkel cijfer doorgegeven of andere mededelingen gedaan. De krant heeft al toegegeven dat het bericht fout was. De cijfers zijn enkel terug te vinden op de website van de federale politie en waren ook de bron voor het krantenartikel. Ik heb de criminaliteitscijfers van de nationale gegevensbank nooit gebruikt, laat staan misbruikt, om victorie te kraaien over het veiligheidsbeleid van de regering. Liever dan zelf te communiceren, laat ik – als de commissie dat zou vragen – de federale politie de cijfers toelichten tijdens een hoorzitting.

De nationale gegevensbank bevat de criminaliteitsgegevens van alle lokale en de federale politiediensten. Dit is een nieuw systeem. Pas wanneer het enkele jaren operationeel zal zijn, zullen vergelijkingen mogelijk zijn. Het enige wat deze cijfers doen, is ons tonen op welke vlakken het goed gaat en op welke vlakken er moet worden ingegrepen.

Bepaalde verloren voorwerpen werden vroeger onder de bedrogmisdrijven gecatalogiseerd en nu onder de niet-criminele feiten. Die wijziging kan tot verwarring leiden en ik heb de federale politie daarom gevraagd dit soort registratieveranderingen ook duidelijk op de website te vermelden.

Er werden dus geen valse criminaliteitscijfers meegedeeld. Wat verontrustend is, is de stijging van het aantal woningbraken door rondtrekkende dadergroepen. Daar moet worden ingegrepen.

Ik ben beide interpellanten dankbaar voor deze interpellatie omdat ze mij de kans geven de informatie van het krantenbericht te corrigeren.

14.04 Filip De Man (Vlaams Belang): Er is wel geen rechtzetting verschenen in de pers!

14.05 Minister Patrick Dewael (*Nederlands*): Omdat men ze niet heeft afgedrukt! Ik heb deze feiten wel rechtgezet. De journalist in kwestie heeft aan de telefoon zijn fout erkend, maar heeft geen rechtzetting gepubliceerd.

14.06 Filip De Man (Vlaams Belang): Ik vind het toch wel vreemd dat een krant een rechtzetting van een minister van Binnenlandse Zaken niet publiceert.

Ik heb geen antwoord gekregen op mijn vraag of de criminaliteitscijfers van 2006 een stijging van de criminaliteit laten zien. Wanneer krijgen wij die cijfers?

14.07 Minister Patrick Dewael (*Nederlands*): In juni.

14.08 Filip De Man (Vlaams Belang): Dat betekent dat wij deze cijfers niet meer in het Parlement kunnen bespreken voor de ontbinding. Er is voorgesteld om de commissaris-generaal van de politie hier uit te nodigen. Die zullen we dan ook niet om uitleg kunnen vragen over de cijfers.

14.09 Dirk Claes (CD&V): Iemand moet toch hiervoor toch de verantwoordelijkheid opnemen. Het is goed dat de minister de wijzigingen in de registratiemethode duidelijk laat vermelden op de website.

We zien in ieder geval een stijgende trend: de diefstallen met verzwarende omstandigheden zijn gestegen met 5000 eenheden, de inbraken stijgen niet alleen in de steden, maar ook in kleinere zones. Ik denk dat de cijfers van 2006 – en ook die van 2007 – een nog grotere stijging zullen tonen.

Het is een goed idee om de nieuwe commissaris-generaal van de politie hier uit te nodigen. Ik zou graag van hem horen hoe hij het probleem van de woningbraak wil aanpakken.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een eerste motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Dirk Claes en door mevrouw Katrien Schryvers en luidt als volgt:

“De Kamer,

gehoord de interpellaties van de heren Filip De Man en Dirk Claes

en het antwoord van de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken,

beveelt de regering aan

- om bij de registratie en verwerking van de criminaliteitscijfers dezelfde methodiek te gebruiken zodat vergelijkingen over lange tijd mogelijk zijn;

- de cijfers sneller beschikbaar te maken en hierover jaarlijks een debat binnen de commissie Binnenlandse Zaken van de Kamer ter duiding van de cijfers te voorzien.”

Een tweede motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Filip De Man en luidt als volgt:

“De Kamer,

gehoord de interpellaties van de heren Filip De Man en Dirk Claes

en het antwoord van de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken,

verzoekt de minister

er op toe te zien dat bij de publicatie van officiële criminaliteitsstatistieken geen valse indruk wordt gewekt bij de bevolking.”

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Georges Lenssen en Jean-Claude Maene.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

15 Interpellatie van mevrouw Katrien Schryvers tot de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse

Zaken over "de uitvoering van het regeerakkoord" (nr. 1057)

15.01 Katrien Schryvers (CD&V): Het regeerakkoord bevat een aantal doelstellingen die voor 'meer zuurstof voor België' moesten zorgen. In de realiteit lag de nadruk vooral op het rechtzetten van fouten. Het verhogen van de inzetbaarheid van de politie was terecht een van de speerpunten van het regeerakkoord. Dat het mammoetbesluit een rem was op de inzetbaarheid van de agenten, is juist. Maar het was wachten tot 2006 vooraleer er eindelijk resultaten waren.

Over de oplossingen van de minister, verschillen wij van mening. Het CALogstatuut werd opgewaardeerd, er kwam een eindeloopbaanpremie voor uitgestelde ziektedagen en de wijkagenten kregen recht op weekend- en avonduren. Allemaal maatregelen op rekening van de lokale besturen. Bovendien ben ik er niet van overtuigd dat de inzetbaarheid door deze ingrepen nu zoveel groter is.

Het Brusselse CALogpersoneel krijgt bovendien ook een Brusselpremie als aanmoediging om langer bij hetzelfde korps te blijven. Dat is niet echt logisch aangezien de mobiliteitsregels onlangs zijn gewijzigd en personeelsleden nu sowieso vijf jaar in hetzelfde korps moeten blijven. Er wordt dus een premie gegeven om vijf jaar te blijven, terwijl men verplicht is vijf jaar te blijven! Dat is niet logisch. Is de minister van plan dat te wijzigen?

De CALogisering zou het wondermiddel zijn voor meer blauw op straat, maar leidde uiteindelijk niet tot het beoogde resultaat. Volgens het regeerakkoord zou de politie worden versterkt met 2500 eenheden. De Ministerraad van maart 2004 verhoogde dat aantal zelfs tot 3000, maar tijdens de bespreking van de beleidsnota voor dit jaar sprak de minister over 1080 eenheden tegen het jaar 2009.

Om de werklast van de zones met een gerechtsgebouw te ontlasten, werd het veiligheidskorps opgericht. Uiteraard kreeg Brussel daarvan de meeste manschappen, ook Charleroi krijgt versterking. Ik begrijp dat grote steden daar nood aan hebben, maar we kunnen er niet omheen dat de kleinere zones zo goed als niets aan het veiligheidskorps hebben.

In het regeerakkoord was de versterking van de dienst Algemene Reserve (DAR) opgenomen, maar door de oprichting van het interventiekorps is de DAR bijna leeg. De DAR is dus vervangen door een gedeconcentreerd korps, het veiligheidskorps. Daardoor is het nu moeilijker om bij crisissituaties op te treden.

In welke mate is de veiligheid vergroot door al deze maatregelen? Is het streefdoel van 2500 extra operationele manschappen verlaagd naar 1080 tegen het jaar 2009? Hoe ziet de minister de toekomst van de DAR en het veiligheidskorps?

Een andere doelstelling van het regeerakkoord was de verdraagzame samenleving aanmoedigen. De regering wilde de inburgering bevorderen. In deze commissie hebben wij belangrijke wijzigingen in de vreemdelingenwet behandeld, zoals onlangs nog de procedure om een verblijfsvergunning te bekomen en de regeling voor de gezinshereniging. Daarbij had de minister de kans om inburgeringsvoorwaarden te koppelen aan de verblijfsvergunning, zoals de kennis van het Nederlands, maar dat gebeurde niet. Nochtans is dit erg belangrijk, in het bijzonder voor wie naar ons land komt in het kader van gezinshereniging.

In het regeerakkoord stond ook dat de verblijfsstatuten vereenvoudigd zouden worden. Het is echter een groot kluwen van verblijfstitels geworden. De minister heeft ons daar zelfs gelijk in gegeven. Hoe komen de wijzigingen tegemoet aan de doelstellingen uit het regeerakkoord? Met welke maatregelen wil de regering de inburgering bevorderen?

15.02 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Op basis van deze interpellatie is het moeilijk om een concreet antwoord te geven. In de geschreven versie werden zeer algemene vragen over het regeerakkoord geformuleerd.

Wat het integratie- en vreemdelingenbeleid betreft, hebben wij vorig jaar aanpassingen gedaan aan de vreemdelingenwetgeving van 1980 en aan mammoet II. Het gaat om de omzetting van een zeer complexe en dwingende richtlijn van de EU. Met die aanpassingen was de CD&V het grotendeels eens. We moeten in Europa zoveel mogelijk harmonieuze maatregelen nastreven en de problemen niet naar onze buurlanden doorschuiven.

Mevrouw Schryvers stelt nu vooral vragen over nationaliteitsverwerving en de integratievereisten die daaraan gekoppeld zijn. Dat is echter een bevoegdheid van de commissie Justitie. In mijn boek dat onlangs werd gepubliceerd, pleit ik ook voor bepaalde integratievoorwaarden, zoals de kennis van de taal, maar dat is mijn persoonlijk standpunt. Ook heb ik mij afgevraagd of het wel de Kamer is die over de naturalisaties moet beslissen. Het bevorderen van de integratie is ook een bevoegdheid van de Gemeenschappen.

Wat betreft veiligheid was de verdere uitbouw van de geïntegreerde politie een van de belangrijkste onderdelen van het regeerakkoord. Slechts in zeldzame gevallen heeft de CD&V tegen regeringsinitiatieven op dit domein gestemd.

Veel zaken uit het regeerakkoord hebben we gerealiseerd, zoals de deontologische code voor de politiediensten, de initiatieven inzake voetbalveiligheid, de elektronische *community policing*, het e-loket en de belastingverminderingen voor particulieren bij inbraak- en brandbeveiliging. Deze maatregelen moeten meehelpen om het onveiligheidsgevoel van de burger te verminderen. De hervorming en herstructurering van de federale politie werd unaniem goedgekeurd in deze commissie. Er werd een wettelijk kader gecreëerd voor veiligheidsdiensten bij openbaarvervoermaatschappijen.

Een doelstelling van de regering was inderdaad om politieagenten zoveel mogelijk operationele taken te geven. Tegen 2009 zullen er bij de federale politie 1080 ambten worden geïmplementeerd. Ook aan de lokale politie werden inspanningen gevraagd, onder meer in mijn rondzendbrief van november 2004. Aanvankelijk vroeg men zich af wie de militairen die ter beschikking werden gesteld, zou betalen. Het eerste jaar werden zij betaald door de federale overheid. Ondertussen heeft de regering beslist dat een derde betaald zal worden door Defensie, een derde door het Verkeersveiligheidsfonds en een derde door de gemeenten.

Verder was er ook het ontwerp waarbij gekwalificeerd burgerpersoneel voor de vaststellingen van wetenschappelijke en gerechtelijke politie verantwoordelijk wordt gemaakt. Blinden en slechtzienden werden bevoegd gemaakt om afgeluisterde telefoongesprekken uit te typen. De politie moet zich zoveel mogelijk met haar kerntaken bezighouden.

Mijn rondzendbrief van 1 december 2006 was een mijlpaal, omdat de magistratuur voor de eerste maal werd ingeschakeld in het beleid dat meer blauw op straat beoogt. De politie moest zich te veel met oneigenlijke politietaken bezighouden.

Een andere belangrijke maatregel was de oprichting van het veiligheidskorps, maar dat is een bevoegdheid van de minister van Justitie. In mijn antwoord op de interpellatie van mevrouw Salvi sprak ik ook over het interventiekorps.

Dankzij federale maatregelen werd een aantal tekorten weggewerkt, zoals het personeelstekort bij het Brusselse korps. Door een aantal gerichte maatregelen zijn de kaders er vandaag volledig ingevuld. Wij hebben ook de HYCAP-richtlijn bijgestuurd en de arbeidstijdorganisatie versoepeld. Wij hebben bovendien de mobiliteitsregels versoepeld. Het voor een bepaalde tijd binden van politieagenten aan hun zone is een goede maatregel.

15.03 Katrien Schryvers (CD&V): Op zich heb ik daar geen problemen mee, maar moet daar dan nog een premie tegenover staan?

15.04 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): De premie heeft in Brussel resultaten gehad. Er wordt onderzocht of er een premie moet worden verbonden aan de verplichting om een tijd in een zone te blijven. Dit moet echter minstens op het niveau van het gerechtelijk arrondissement gebeuren, anders riskeert men verplaatsingseffecten.

Er zijn zoveel maatregelen geweest en ze zijn allemaal toegelicht in mijn beleidsnota's en in de begrotingsopmaak. Ik kan me niet van de indruk ontdoen dat de interpellatie van mevrouw Schryvers te maken heeft met de bijzondere Ministerraad van dit weekend. De oppositie wil nog eens alle zaken in de verf zetten waarvoor de regering niet of niet voldoende resultaat heeft gehaald. Iedereen weet wat er in deze commissie allemaal werd beslist.

Ben ik op de politionele inzetbaarheid geraakt waar ik wil geraken? Er blijft één knelpunt, namelijk het valoriseren van de wijkfunctie. Voor de rest staat de politie er. De wijkgerichte functie moet in de komende jaren meer worden uitgebouwd.

15.05 **Katrien Schryvers** (CD&V): In verband met de vreemdelingenwetgeving heeft de minister vandaag verklaard dat mensen die aan gezinshereniging willen, over bestaansmiddelen en over een ziekteverzekering moeten beschikken. Misschien heeft de pers de minister dan fout geciteerd.

Over de nationaliteitswetgeving heeft CD&V een wetsvoorstel ingediend. Misschien kan de minister het steunen, want hij deelt veel van onze standpunten.

Over de politie zegt de minister dat de doelstellingen bereikt zijn, behalve dan de wijkfunctie. Maar voor de CALogisering spreekt de minister van 1080, terwijl de doelstelling veel hoger lag.

15.06 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Het getal 1080 geldt enkel voor de federale politie. In de beleidsbrief staan een overzicht en alle details.

15.07 **Katrien Schryvers** (CD&V): Ik zou een evaluatie willen vragen van het CALogiseringsproject en van het uitbetalen van de ziekte dagen op het einde van de loopbaan. Met dit laatste zijn wij het niet eens. Wij zijn het wel met een heleboel andere maatregelen eens, maar ik wil er toch op wijzen dat heel wat bij KB werd geregeld, in uitvoering van wettelijke maatregelen.

In verband met de wijkfunctie zijn inderdaad niet voldoende maatregelen genomen. Wij hebben altijd kritiek gehad op het beleid van de minister, want we hadden liever gezien dat de wijkagenten verplicht zouden worden een aantal avond- en weekenduren aanwezig te zijn in hun wijk. Nu doen wijkagenten avond- en weekenduren, maar niet in hun wijk. De minister schuift de verantwoordelijkheid naar de zonechefs en de burgemeesters, maar hij kan zelf toch ook directieven geven.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Katrien Schryvers en door de heer Dirk Claes en luidt als volgt:

“De Kamer,

gehoord de interpellatie van mevrouw Katrien Schryvers

en het antwoord van de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken,

beveelt de regering aan

- een evaluatie van de kostprijs van de statuutwijziging van het CALog-personeel door te voeren;
- de beschikbaarheid van de politiediensten te evalueren en de nodige maatregelen te nemen om deze te verbeteren;
- een evaluatie van de maatregel ‘eindeloopbaanpremie’ door te voeren;

- een regeling uit te werken waardoor de uitbetaalde uren van de weekend- en avondprestaties van de wijkagenten daadwerkelijk worden gepresteerd in de wijk;
- de koppeling tussen verblijfsvergunning en integratiemaatregelen, zoals gesteld door de bevoegde overheden, in de wet van 15 december 1980 in te schrijven."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Georges Lenssen en Jean-Claude Maene.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

16 Interpellatie van de heer Jef Van den Bergh tot de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de verkeershandhaving op de autosnelwegen" (nr. 1059)

16.01 Jef Van den Bergh (CD&V): De autosnelwegenpolitie botst naar eigen zeggen op de grens van het mogelijke wat de verkeershandhaving betreft. Het aantal verkeerscontroles op de autosnelwegen is de jongste jaren met maar liefst 13 procent gedaald.

In een hoorzitting verklaarde de top van de autosnelwegenpolitie dat men eigenlijk niet meer goed wist hoe het verder moet. Na een gevoelige daling van het aantal verkeersslachtoffers is er nu een stagnatie. Op de autosnelwegen vallen zelfs meer slachtoffers. De verkeerspolitie wil een nieuw actieplan, maar weet niet goed wat voor een.

Een week later lag er plots een actieplan klaar met doelstellingen op het gebied van controles dit jaar. Dit roept een aantal vragen op, zeker omdat het VSOA gisteren verklaarde dat de autosnelwegenpolitie niet over voldoende personeel en middelen beschikt om die plannen uit te voeren en zeker niet om de aanbevelingen van de staten-generaal voor de verkeersveiligheid na te leven.

De pakkans op autosnelwegen voor overdreven snelheid en alcohol ligt behoorlijk laag omdat er weinig controles zijn. Een enquête van Dimarso toont aan dat heel weinig mensen een controle hebben ondergaan en dat een grote meerderheid ook geen controles verwacht.

De politie wil de snelheid van 32 miljoen voertuigen controleren door op vier plaatsen in ons land digitale camera's te plaatsen. Het streefcijfer is één ding, maar we horen niets over spreiding van de controles, de kwaliteitsvolle inzet op pijnpunten en tijdens weekendnachten. Kan de minister daar toelichting over geven? Vanaf wanneer zullen de camera's operationeel zijn?

De camera's zijn een goede zaak, maar ze volstaan niet om het verkeersbeleid op een aanvaardbaar niveau te brengen.

Ik vrees dat de lage pakkans 's nachts een invloed heeft op het feit dat de helft van onze verkeersdoden dan op de autosnelwegen valt.

De inzet van mankracht is een zaak, maar de politietop wijst ook op de inzet van nieuwe technologische hulpmiddelen, die eventueel het gebrek aan mankracht kunnen opvangen en toch kunnen leiden tot een hoger controleniveau. Waarom reageert men zo traag op nieuwe beschikbare technologieën? Ik verwijs naar de efficiënte trajectcontroles die men in Nederland reeds lange tijd gebruikt. Hierbij worden lange trajecten dag en nacht gedurende kilometers bewaakt zodat men de gemiddelde snelheid over een langer traject ziet. Ook is er de optospeedcamera, een snelheidscamera die in twee richtingen tegelijk kan flitsen. Uit persartikels en verklaringen van de heer De Blaere blijkt tot mijn verbazing dat reeds dergelijke camera's werden aangekocht.

Waarom worden de tijdrovende procedures bij alcohol- en drugtests niet vereenvoudigd? Wat is het standpunt van de federale politie ter zake?

Ook hier hinken we achterop.

De federale politie kondigt een stijging van het aantal vrachtwagencontroles aan met 20 procent. Wat is het vergelijkingspunt? Hoeveel vrachtwagens controleerde men in 2006? Zo kan men nagaan hoe groot de subjectieve pakkans voor vrachtwagens zal worden.

De federale politie wil ook de lading van vrachtwagens controleren. Uit de hoorzittingen bleek duidelijk dat de verkeersreglementering zo dikwijls verandert dat de politie amper kan bijbenen met de vorming van de manschappen. Worden de politiemensen voorbereid op de nieuwe wetgeving inzake belading?

16.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): De federale wegpolitie heeft ook voor 2007 een actieplan opgesteld dat de doelstellingen van de staten-generaal voor de verkeersveiligheid vertaalt. Het actieplan staat op de website van de federale politie. Veel vragen hebben betrekking op bevoegdheden van collega's. Zo is het de heer Landuyt die het hele verkeersveiligheidsbeleid coördineert.

Het KB van 14 december 2006 is de wettelijke basis voor de homologatie van digitale toestellen die worden gebruikt voor de vaststelling van verkeersinbreuken. Een aantal fabrikanten heeft een aanvraag tot erkenning van een toestel ingediend bij de dienst metrologie. Nog geen enkel dossier is afgerond. Als dat gebeurd is, zal de federale politie zo vlug mogelijk een marktprocedure opstarten.

Het is niet de bedoeling om manuren uit te sparen, maar wel om het aantal controles te verhogen met dezelfde capaciteit. De mate van verhoging zal afhangen van de toestellen die men ook effectief zal gebruiken. Bij onbemande camera's boekt men de winst bij de verwerking van de foto's, bij bemande controles bespaart men tijd omdat men onmiddellijk de verwerking kan starten op de controleplaats zelf.

De suggestie dat de beoogde doelstellingen zouden worden nagestreefd door traag rijdende wagens in files te controleren, getuigt van weinig respect voor elke politiemedewerker die zich inzet voor de verkeersveiligheid.

Bij de federale politie is er dit jaar geen budget om bijkomende multanova's aan te kopen. Men denkt er wel aan om de bestaande toestellen om te bouwen tot digitale toestellen. Dit werkt goed in onder meer Nederland en Duitsland. De wegpolitie staat open voor alle nieuwe technologie die kan bijdragen tot een verhoogde verkeersveiligheid. Zo onderzoekt men de mogelijkheid om de snelheid te meten met een roterende laser zoals in Zwitserland. De keuze zal uiteindelijk in belangrijke mate bepaald worden door de toestellen die men zal erkennen en homologeren.

Als men effectieve controles wil, moeten op de meest gevaarlijke plaatsen punctuele controles worden uitgevoerd met onbemande camera's, terwijl de andere delen van het autosnelwegennet kunnen worden gecontroleerd via trajectcontrole. Onaangepaste snelheid op drukke momenten moet men bestrijden met mobiele controles. De federale politie vraagt om samen met de wegbeheerders - die moeten investeren in de infrastructuur - een digitaal netwerk met een centraal verwerkingspunt op te bouwen. Het is logisch om de lokale politie bij het project te betrekken.

De procedure bij alcoholcontroles, die ook in de meeste andere Europese landen gebruikt wordt, is zeker niet tijdrovend. Het onderdeel 'controle' zou nog efficiënter moeten kunnen. Er is een mentaliteitswijziging nodig en men moet zoeken naar andere toestellen die in de testfase aanzienlijk sneller werken.

Voor drugcontroles is er inderdaad een meer efficiënte methode nodig. De politie neemt deel aan het Europese project om nieuwe methodes te testen en te ontwikkelen.

Dit jaar drijft de federale politie de capaciteit voor de controle van zwaar vervoer op tot 53.000 manuren. Men kan helaas het aantal gecontroleerde vrachtwagens niet opvolgen zonder het opdrijven van de administratieve werklust. Het is de bedoeling om de ongeveer honderd leden van het netwerk van experts

van de federale politie een opleiding te verstrekken. Er bestaat momenteel nog geen specifieke erkende opleiding. De federale wegpolytie volgt de ontwikkelingen en zal desnoods een gerichte opleiding ontwerpen.

De theoretische personeelsformatie bij de federale wegpolytie bedraagt 1071. Er werken momenteel effectief 1104 personeelsleden.

16.03 Jef Van den Bergh (CD&V): De dienst Metrologie blijft structureel achter met de homologatie van bepaalde toestellen. De basis signaleert dat men op bepaalde momenten de kwantitatieve doelstellingen niet dreigt te halen. Het is niet ideaal dat men doelstellingen snel kan realiseren door op bepaalde momenten op bepaalde plaatsen te staan.

Ik kreeg geen antwoord over de inzet van de verkeershandhaving op risicomomenten zoals bijvoorbeeld de weekends. Men zou meer aandacht moeten hebben voor de voornaamste risicofactoren en bepaalde doelgroepen, kwalitatieve doelstellingen dus.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Jef Van den Bergh en Dirk Claes en door de dames Katrien Schryvers en Nahima Lanjri en luidt als volgt:

“De Kamer,

gehoord de interpellatie van de heer Jef Van den Bergh

en het antwoord van de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken,

overwegende de aanbevelingen van de Staten-Generaal voor de Verkeersveiligheid met betrekking tot de handhaving

vraagt de regering

om werk te maken van een handhavingsbeleid gebaseerd op kwalitatieve criteria, waarbij de inspanningen in de eerste plaats gericht worden op de belangrijkste risico's, alsook op de plaatsen en tijdstippen waar die risico's het grootst zijn.

Deze inspanningen moeten ook meetbaar zijn, maar een louter kwantitatieve benadering biedt onvoldoende garanties voor een behoorlijk niveau qua handhavingsbeleid.

Hiertoe zullen meer inspanningen moeten geleverd worden om de verkeerspolitie meer operationele daadkracht te geven, zowel naar moderne, technische hulpmiddelen, als naar personeelskader.”

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Georges Lenssen en Jean-Claude Maene.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

17 Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de gezinsherenigingen in het kader van de vreemdelingenwet" (nr. 14543)

17.01 Nahima Lanjri (CD&V): We hebben vorig jaar en een paar weken geleden besprekingen gevoerd over de wijziging van de vreemdelingenwet inzake gezinsherenigingen. Een Europese richtlijn wil op Europees vlak een zo eenvoudig mogelijk beleid inzake gezinsherenigingen. Het bestaan van bilaterale akkoorden tussen ons land en een aantal belangrijke landen van oorsprong belemmert volgens mij de realisatie van het geharmoniseerd beleid. Dat blijkt ook uit de tabellen die de minister me heeft bezorgd inzake de criteria voor de diverse doelgroepen.

Hoeveel visa werden het afgelopen jaar toegestaan in het kader van gezinshereniging of -vorming met onderdanen van Marokko, Tunesië, Algerije, Joegoslavië en Turkije? Kan de minister preciseren of het ging om aanvragen door mensen met onbeperkt verblijfsrecht, EU-burgers of Belgische onderdanen? Is hij bereid opnieuw te onderhandelen over de bilaterale akkoorden en zo tot eenvormigheid te komen?

17.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Het antwoord op de laatste vraag is bevestigend.

De cijfers die ik geef, gaan over het totale aantal visa dat in 2006 door de Belgische posten werd afgeleverd in het kader van gezinshereniging. In de statistieken wordt geen onderscheid gemaakt tussen gezinshereniging en -vorming, noch tussen gezinshereniging op basis van artikel 10 en hereniging op basis van artikel 40. Het onderscheid tussen die wetsbepalingen wordt enkel gemaakt wanneer de aanvragen naar de dienst Vreemdelingenzaken worden doorgezonden.

Voor Marokko werden 3248 visa afgeleverd op basis van artikel 10, lid 1, 4° en artikel 40 van de vreemdelingenwet. Voor Tunesië gaat het om 263 visa, voor Algerije om 311, voor Joegoslavië om 209 en voor Turkije om 1602. Die aantallen geven geen totaalbeeld van de gezinshereniging, want het is ook mogelijk om tijdens een legaal verblijf een aanvraag rechtstreeks in te dienen bij het gemeentebestuur. Die mogelijkheid is nog groter als het gaat om gezinshereniging met een EU-burger of een Belg. Het ontbreken van een visum belet niet dat een aanvraag tot vestiging wordt ingediend.

17.03 **Nahima Lanjri** (CD&V): Vorig jaar kondigde de minister een nieuw systeem aan om exacte cijfers te verzamelen over de aanvragen vanuit de gemeentebesturen. Zijn die cijfers er intussen?

17.04 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Daar wordt aan gewerkt. Ik kan enkel antwoorden op basis van de gegevens die ik heb.

17.05 **Nahima Lanjri** (CD&V): Ik kreeg een onvolledig antwoord op mijn vragen.

Het incident is gesloten.

18 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Benoît Drèze** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de indienstneming van leerkrachten kleuter- en lager onderwijs voor het gesloten centrum van Vottem" (nr. 14552)
- mevrouw **Zoé Genot** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het gesloten centrum van Vottem en de opsluiting van gezinnen met kinderen" (nr. 14596)

18.01 **Benoît Drèze** (cdH): Volgens de algemeen afgevaardigde voor de kinderrechten van de Franse Gemeenschap zouden kinderen die in gesloten centra verblijven, in een externe school terecht moeten kunnen. De werving van lesgevers door de gesloten centra zou niet meer dan een alibi en een rechtvaardiging zijn voor diegenen die kinderen samen met hun ouders willen opsluiten.

Op 23 februari 2007 maakte de FOREm vacatures bekend voor een kleuterleider/kleuterleidster en een leraar/lerares voor het basisonderwijs in het gesloten centrum van Vottem.

Ik dacht nochtans dat het proefproject inzake het vasthouden van gezinnen met kinderen te Vottem in juni 2006 was stopgezet en dat die beslissing onomkeerbaar was.

Past die werving in een project om in Vottem opnieuw een vleugel voor gezinnen met kinderen te openen? Zo ja, wanneer zal dat gebeuren? Hebt u een tweetal weken geleden niet aangekondigd dat u onlangs de bij het instituut *Sum Research* bestelde studie betreffende alternatieven voor de opsluiting van minderjarigen in gesloten centra had ontvangen? Werd in dat rapport geen rekening gehouden met het advies van de algemeen afgevaardigde voor de kinderrechten?

18.02 **Zoé Genot** (ECOLO): De site van de Forem bevatte de voorbije dagen twee werkaanbiedingen voor onderwijzers voor het gesloten centrum van Vottem.

Betekent zulks dat u van plan bent opnieuw kinderen in Vottem te plaatsen? Wat zijn uw bedoelingen, om hoeveel plaatsen gaat het en wanneer gaat die maatregel in?

Dat voornemen baart ons zorgen. In de loop van de voorbije regeerperiode is het aantal kinderen in gesloten

centra immers sterk toegenomen. In Vottem is een aantal moeilijkheden opgedoken. We hebben gevraagd dat de federale ombudsman ter zake met een onderzoek zou worden belast. Dat werd echter uitgesteld. Dit is dus niet het geschikte moment om met zo'n nieuws voor de dag te komen.

18.03 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): In het kader van de humanisering van de gesloten centra heb ik begrotingsmiddelen gekregen, meer bepaald om onderwijzers en leraars in dienst te nemen. Ze zijn echter niet specifiek voor het gesloten centrum van Vottem bestemd.

De studie van het Sum Researchinstituut over de maatregelen die een alternatief zouden kunnen vormen voor de opsluiting wordt op dit ogenblik onderzocht: het is dus voorbarig nu al uitspraken te doen over de inhoud ervan.

18.04 **Benoît Drèze** (cdH): De minister geeft geen antwoord op de vraag of de jobadvertentie die in Wallonië verscheen, voor Vottem, het enige gesloten centrum in Wallonië, bedoeld is. Telefonische navraag leerde ons dat het centrum niet op de hoogte is. Ik had gehoopt dat de minister die informatie al dan niet zou bevestigen. De minister kent het antwoord. Waarom dan al die overbodige heisa veroorzaken?

18.05 **Zoé Genot** (ECOLO): Ik ga ervan uit dat men geen onderwijzer in dienst neemt om volwassenen te animeren. Ik betreur dat u mijn bondige, maar ondubbelzinnige vraag onbeantwoord laat. Is u zinnens om opnieuw kinderen in het gesloten centrum van Vottem te doen opnemen?

18.06 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): Ik stel vast dat u de gesloten centra niet wil humaniseren.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen nrs. 14563 van mevrouw Belhouari, 14625 van mevrouw Lejeune en 14644 van de heer Ducarme worden uitgesteld.

19 **Vraag van mevrouw Katrien Schryvers aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de aanwijzing van de bijzitters voor de kiesbureaus" (nr. 14566)**

19.01 **Katrien Schryvers** (CD&V): In een recente rondzendbrief aan de voorzitters van de kantonhoofdbureaus en aan de burgemeesters staat onder meer dat het college van burgemeester en schepenen per stembureau een lijst van 24 mogelijke bijzitters samenstelt. In een wetsvoorstel stelden wij eerder voor de bijzitters te laten aanwijzen door de gemeentesecretaris. Op die manier kan de politisering worden beperkt.

Kan het college van burgemeester en schepenen vrij beslissen hoe het de bijzitters kiest? Vreest de minister geen politisering? Leidt het inzetten van vrijwilligers niet tot mogelijk misbruik? Was het niet beter geweest objectieve criteria op te nemen in de rondzendbrief?

Onlangs werd de minimumleeftijd van de bijzitters verlaagd naar 18 jaar. Omdat de verkiezingen in een examenperiode plaatsvinden, zal nu al in uitzonderingen moeten worden voorzien om de studenten te ontlasten. Was het niet beter geweest een minimumleeftijd van pakweg 25 in de wet in te schrijven? Waarom voorziet de rondzendbrief niet in een gunstige regeling voor gezinnen, zodat partners nooit samen kunnen worden opgeroepen?

19.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): De samenstelling van een stembureau is opgenomen in artikel 95 van het Kieswetboek. De criteria voor de lijst van kiezers die kunnen worden aangewezen als bijzitter van een stembureau, zijn democratisch bepaald: alle kiezers die kunnen lezen en schrijven. Elk college is vrij om deze lijst van 24 personen samen te stellen uit de kiezers van een stemafdeling.

De aanwijzing van 24 personen maakt het gemakkelijker om de stembureaus samen te stellen en is een goede methode om politisering te vermijden. De aanstelling gebeurt door de voorzitter van een kantonhoofdbureau, gewoonlijk is dat een vrederechter. Als magistraat biedt hij een perfecte waarborg voor een niet-gepolitiseerde samenstelling van een stembureau. De circulaire van 1 maart 2007 heeft de bedoeling om de voorzitters van de kantonhoofdbureaus de stembureaus gemakkelijker te laten

samenstellen.

De verkiezingen vallen inderdaad vaak in examenperiodes. Vanuit educatief oogpunt is het echter belangrijk om jongeren vanaf hun meerderjarigheid te integreren in het proces van de democratische verkiezingscontrole.

De voorzitter van het kantonhoofdbureau moet alle vrijstellingsmotieven beoordelen van personen die als bijzitter zijn aangewezen. Het gezond verstand moet hier primeren en de voorzitter van het kantonhoofdbureau is als onafhankelijk magistraat het beste geplaatst om hierover te oordelen.

19.03 Katrien Schryvers (CD&V): Ik denk niet dat de minister de zaken eenvoudiger heeft gemaakt. Vroeger werden de bijzitters gekozen uit de dertigjarigen, nu beslissen de gemeentebesturen. Die zullen worden aangesproken op hun keuzes en er zal worden vergeleken met andere gemeentes.

Als de voorzitters van de kantonhoofdbureaus de vrijstellingsredenen van alle bijzitters in al hun kantons moeten onderzoeken, zal dat tot personeelstekort leiden, zeker in een gerechtelijke drukke periode als juni.

De minister spreekt van een educatieve functie voor studenten, maar als men begint met uitsluitingen, moeten ze geen zitting nemen. Er is dus helemaal geen educatieve functie.

Mijns inziens moest de rondzendbrief concreter zijn. De minister verduidelijkt hier wel een en ander, maar dat staat niet in zijn brief.

Ik heb geen antwoord gekregen op de vraag over het tegelijk zitting hebben van gezinsleden.

Het incident is gesloten.

20 Vraag van mevrouw Katrien Schryvers aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het Verkeersveiligheidsfonds 2007" (nr. 14572)

20.01 Katrien Schryvers (CD&V): Normaliter vernemen de politiezones rond deze tijd wanneer de richtlijnen inzake het Verkeersveiligheidsfonds bij de zones zullen aankomen. Dit jaar werd daarover nog niets meegedeeld. Ook weten de zones niet op welk bedrag zij kunnen rekenen, al heb ik wel ergens gelezen dat het Verkeersveiligheidsfonds dit jaar 98 miljoen euro zal bevatten.

Kloppen de geruchten dat de richtlijnen voor 2007 pas na de verkiezingen zullen verschijnen? Wanneer mogen we ze verwachten? Is er al duidelijkheid over de bedragen? Klopt het bedrag van 98 miljoen euro?

20.02 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Als men maar vaak genoeg bepaalde zaken insinueert, gaan ze een eigen leven leiden. Ik ontken de geruchten formeel.

De nota gemeenschappelijke aankopen, die de besteding van de middelen uit het Verkeersveiligheidsfonds voor de lokale politie efficiënter en ruimer zal maken, is klaar. Ze wordt besproken op de Ministerraad van 16 maart 2007. Het ministerieel besluit met de voorlopige bedragen voor 2007 en de rondzendbrief met de richtlijnen voor de uitvoering van het Verkeersveiligheidsfonds zullen voor einde maart worden gepubliceerd. Het ministerieel besluit met de definitieve bedragen kan pas worden gepubliceerd nadat ik de zonale verkeersactieplannen voor 2007 heb gekregen. Het officiële totale bedrag voor het Verkeersveiligheidsfonds werd nog niet door de minister van Begroting meegedeeld.

20.03 Katrien Schryvers (CD&V): Het bedrag van 98 miljoen euro is afkomstig van een medewerker van minister Landuyt. Als het bedrag voor het einde van deze maand wordt bekendgemaakt, vermoed ik dat ook

de minister van Binnenlandse Zaken het al wel zal kennen.

Het incident is gesloten.

21 Vraag van de heer Georges Lenssen aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "fuifstewards" (nr. 14578)

21.01 Georges Lenssen (VLD): Deze maand zouden de eerste ziekenhuisstewards aan het werk gaan. Zij moeten het onveiligheidsgevoel en de agressie in ziekenhuizen een halt toeroepen.

Ook op jongerenfuiwen komt er steeds vaker geweld voor. De organisatoren kunnen wel buitenwippers inhuren, maar dat is duur. Zij kunnen ook steward aanstellen, maar dat zijn mensen van hun eigen vereniging die niet de nodige opleiding hebben gehad.

Bestaat er geen mogelijkheid om naar analogie van de ziekenhuissteward een systeem van fuifstewards in het leven te roepen?

21.02 Minister Patrick Dewael (Nederlands): De ziekenhuisstewards maken deel uit van een werkgelegenheidsproject voor jonge werklozen. Zij krijgen een ernstige opleiding om te kunnen ingrijpen in geweldsituaties. Hun activiteiten vallen onder de wet op de private veiligheid. Zij zijn dus volwaardige bewakingsagenten. Ik zie dan ook niet hoe dit project kan worden vertaald naar een project van fuifstewards voor private organisatoren.

Wie vreest voor geweld op de fuif die hij organiseert, neemt best contact op met de bestuurlijke overheid. De burgemeester kan dan samen met de politie bekijken wat er kan worden gedaan. De veiligheidstaken kunnen niet worden ingevuld door stadwachten, wier kerntaak niet is om in te grijpen in geweldsituaties en die ook niet voor private organisaties kunnen worden ingezet.

Sommige burgemeesters eisen in bepaalde gevallen dat de organisator een beroep doet op een professionele bewakingsfirma. Daar hangt inderdaad een kostenplaatje aan.

Gelukkig verlopen de meeste fuiven zonder geweld en kunnen de leden van de organiserende vereniging zelf instaan voor het veiligheidstoezicht. Daarvoor volstaat de toestemming van de burgemeester.

21.03 Georges Lenssen (VLD): Is er een mogelijkheid om vrijwilligers hiervoor op te leiden? Toen ik de eerste keer burgemeester was van mijn gemeente, is er een dergelijk project geweest en dat heeft tot goede resultaten geleid. Kan dat ondersteund worden door Binnenlandse Zaken?

21.04 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Ik zal dat onderzoeken.

Het incident is gesloten.

22 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de regularisatieaanvraag van de Afghaanse asielzoekers die na 1 januari 2003 zijn aangekomen" (nr. 14597)

22.01 Zoé Genot (ECOLO): In de Brusselse Miniemenkerk zijn zestien Afghanen in hongerstaking gegaan. Zij willen geregulariseerd worden zoals de Afghanen die vóór 2003 in België zijn aangekomen. Waarom kunnen de Afghanen die na 1 januari 2003 in België zijn aangekomen geen aanspraak maken op die maatregel terwijl de toestand in Afghanistan er sterk is op achteruitgegaan?

Hoe wordt de situatie in Afghanistan door uzelf en door het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en

de staatlozen (CGVS) ingeschat? Waarom bevatten alle beslissingen van het CGVS met betrekking tot Afghanistan humanitaire clausules? Wat zijn daarvan de gevolgen? Bent u uitgegaan van de analyse van Buitenlandse Zaken?

Naar verluidt beslist uw administratie de Afghanen die na 2003 naar ons land zijn gekomen al dan niet terug te sturen op grond van hun regio van herkomst. Welke regio's worden als veilig beschouwd? Kan u mij de lijst van die regio's bezorgen? Hoe wordt de herkomst van de asielzoekers bepaald?

Welke dialoog werd met de hongerstakingende Afghanen aangeknoopt?

22.02 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): Het Parlement heeft het onderzoek van de asielaanvragen en van de verzoeken om subsidiaire bescherming aan het CGVS toevertrouwd, dat eveneens in eerste instantie het vluchtelingenstatuut of de subsidiairebeschermingsstatus toekent.

Ik hoef me dus niet meer uit te spreken over de veiligheidsomstandigheden in een bepaald land, zoals in 2003 het geval was. De subsidiairebeschermingsstatus is op 10 oktober 2006 in voege getreden. Het Commissariaat-generaal voert dat onderzoek uit en beoordeelt de toestand in Afghanistan aan de hand van verschillende bronnen.

De toestand in dat land is erg complex. Afghanistan is in oorlog, maar die beperkt zich tot bepaalde regio's en districten. Wanneer de aanvrager kan aantonen dat hij werkelijk gevaar loopt indien hij naar zijn regio van herkomst terugkeert, heeft hij recht op de subsidiaire bescherming.

Een aantal aanvragers werd afgewezen, omdat ze niet in gevaar waren of omdat ze niet Afghaans waren. De humanitaire clause wordt door het CGVS gebruikt om de aandacht van de minister en van zijn administratie te vestigen op de humanitaire omstandigheden waarmee rekening moet worden gehouden in geval van een eventuele gedwongen verwijdering. Het gevolg dat aan die clause wordt gegeven, vormt geen beletsel voor een vrijwillige terugkeer. Er bestaat geen lijst van regio's die als veilig worden beschouwd.

Ik meen dat ten aanzien van de zestien personen die verklaren uit Afghanistan afkomstig te zijn en die in hongerstaking zijn gegaan, geen bijzondere maatregelen moeten worden genomen. Toch hebben twee van hun vertegenwoordigers met een van mijn medewerkers gesproken.

22.03 **Zoé Genot** (ECOLO): Uw antwoord stelt me teleur. In Afghanistan is een zone zoals die rond Kaboel beter beveiligd maar er zijn ook meer dan twee miljoen vluchtelingen op de dool. De gezondheidssituatie dreigt er uit de hand te lopen.

We hebben de vooruitgang die dankzij de subsidiaire bescherming wordt geboekt, toegejuicht. We moeten echter vaststellen dat ze niet wordt toegekend aan personen die er net als de Afghanen echt nood aan hebben.

Het incident is gesloten.

23 **Vraag van de heer Benoît Drèze aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de slechte telefonische bereikbaarheid van de Dienst Vreemdelingenzaken" (nr. 14638)**

23.01 **Benoît Drèze** (cdH): Al jarenlang is het uiterst moeilijk om inlichtingen van de Dienst Vreemdelingenzaken te bekomen. Op het permanente telefoonnummer krijgt men vrijwel nooit gehoor en via e-mail gaat het niet veel beter.

De antwoorden van de Dienst Vreemdelingenzaken zijn nochtans van groot belang om de procedures correct te laten verlopen en de asielzoekers een stand van zaken over hun dossier te geven.

Waaraan is die toestand te wijten? Is u bereid maatregelen te treffen om de Dienst toegankelijker te maken? Zo ja, welke en wanneer?

23.02 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): Enkele jaren geleden al werd er bij de Dienst Vreemdelingenzaken

een helpdesk ingesteld. In 2006 verwerkte die helpdesk zo'n 82.000 telefonische oproepen, 17.000 e-mails en 1.500 faxen.

Informatie over de behandeling van een visumaanvraag is te vinden op de website van de Dienst Vreemdelingenzaken.

Ik wil erop wijzen dat de gemeenten de belangrijkste aanspreekpunten zijn van de vreemdelingen. Contacten via de helpdesk zouden een uitzondering moeten blijven.

Het is waar dat die helpdesk niet altijd even gemakkelijk bereikbaar is, maar er werden al aanzienlijke inspanningen geleverd om de werking ervan te verbeteren, en die inspanningen werpen vrucht af: intussen wordt 90% van de oproepen onmiddellijk beantwoord. Intussen wordt ook nog verder gekeken hoe men die dienst beter kan doen werken.

23.03 Benoît Drèze (cdH): Ik stel het op prijs dat de minister de elementen die te wensen overlaten, wil verbeteren. Als hij het over negentig procent onmiddellijke antwoorden heeft, veronderstel ik dat hij geen rekening houdt met de vergeefse pogingen om de Dienst Vreemdelingenzaken te contacteren. Om dat probleem op te lossen, raad ik de minister aan de regering om bijkomende middelen te vragen.

Het incident is gesloten.

24 Vraag van de heer Benoît Drèze aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de bouwwerken aan het gesloten centrum te Steenokkerzeel" (nr. 14639)

24.01 Benoît Drèze (cdH): Wat is de bedoeling van de werken die sinds enige tijd in het gesloten centrum van Steenokkerzeel aan de gang zijn? Wil men het aantal opvangplaatsen optrekken, het centrum 127bis van Melsbroek vervangen of het door u aangekondigde nieuwe INAD-centrum (*inadmissible passengers*) bouwen? Wat is het totale kostenplaatje van het project, en wanneer zullen de werken voltooid zijn?

24.02 Minister Patrick Dewael (Frans): Het centrum van Steenokkerzeel had oorspronkelijk een opvangcapaciteit van 160 plaatsen, maar om dat cijfer ook daadwerkelijk te halen diende de infrastructuur aangepast te worden. Er wordt nu een nieuwe polyvalente vleugel aangebouwd, waarin individuele kamers zullen worden ingericht, evenals opslagruimten, ateliers, verhoorkamers, enz. Die werken zullen enkele maanden duren.

Voorts zijn er plannen voor een nieuw transitcentrum, ter vervanging van het bestaande centrum 127 in Melsbroek.

Wat het kostenplaatje betreft moet ik u doorverwijzen naar de minister van Financiën, die over de Regie der Gebouwen gaat.

Het incident is gesloten.

25 Vraag van de heer Benoît Drèze aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de aanwezigheid van ex-gedetineerden in het gesloten centrum van Vottem" (nr. 14641)

25.01 Benoît Drèze (cdH): In het centrum van Vottem zou een groot aantal illegalen verblijven die een gevangenisstraf op Belgisch grondgebied hebben uitgezeten en die geen bestaansmiddelen hebben (de smex-en). Sommigen onder hen zijn zware delinquenten en dat kan tot ernstige problemen leiden. Hoeveel ex-gedetineerden per maand werden de vorige vijf maanden in het gesloten centrum van Vottem ondergebracht? Worden met het oog op hun opvang bijzondere maatregelen getroffen? Kunnen ze bij het verlaten van de gevangenis niet beter meteen het land worden uitgezet in plaats van naar een centrum te worden overgeplaatst? Houdt het mengen van die ex-gedetineerden met de normale bevolking van het centrum geen gevaar in voor de integriteit van de andere bewoners en van de sociaal werkers?

25.02 Minister Patrick Dewael (Frans): Tien tot twintig gedetineerden afkomstig uit een gevangenis werden gedurende de jongste vijf maanden naar het gesloten centrum van Vottem overgebracht. In oktober 2006

waren het er 13, in november 2006 18, in december 2006 13, in januari 2007 18 en in februari 11. In totaal gaat het dus om 73 personen.

Om de vrijgelaten gedetineerden zo snel mogelijk te verwijderen zonder ze eerst in een gesloten centrum onder te brengen werd er een identificatiebureau opgericht om hun gemakkelijker een reisdocument te kunnen uitreiken, wanneer ze de gevangenis verlaten. In 2006 waren er 345 dergelijke gevallen. Maar het is niet steeds mogelijk om bij de vrijlating een doorgangsbewijs te bekomen en het schrijven nr. 84 van 24 december 2004 van Justitie verleent de Dienst Vreemdelingenzaken geen machtiging om die personen meer dan zeven tot vijftien dagen vast te houden. Als ze binnen die periode niet gerepatriëerd worden, worden ze dus naar een gesloten centrum overgebracht.

Die mensen zijn niet altijd gemakkelijk in de hand te houden, maar het gaat om mensen die hun straf hebben uitgezeten en in principe geen gevaar meer vormen voor de maatschappij.

25.03 Benoît Drèze (cdH): Het feit dat die personen hun straf hebben uitgezeten, betekent niet dat ze zich probleemloos in een leven in gemeenschap integreren. Dat is en blijft een probleem.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: de heer Benoît Drèze.

26 Vraag van de heer Jean-Claude Maene aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het tijdschema inzake het ASTRID-systeem" (nr. 14645)

26.01 Jean-Claude Maene (PS): Ik kom terug op de timing voor de invoering van het ASTRID-systeem. U weet dat ik zelf voorzitter ben van een politiezone in het Zuiden van het land. In die hoedanigheid heb ik kunnen vaststellen dat de communicatie tussen de politie- en de veiligheidsdiensten te lijden heeft onder een tekort aan antennes om het systeem op een correcte manier te laten functioneren.

Hoe staat het met die uitrusting? Zijn er nog veel zones die niet over de nodige uitrusting beschikken? Werd voor de invoering van ASTRID een tijdpad vooropgesteld? Overweegt u, in afwachting van de uitrusting van alle zones, de bestaande communicatiesystemen te behouden?

26.02 Minister Patrick Dewael (Frans): Van de 196 Belgische politiezones zijn 193 op ASTRID aangesloten. Slechts drie zones in Wallonië vallen nog uit de boot. Twee daarvan worden binnenkort aangesloten, maar voor de laatste zone zou zich een probleem voordoen wat het bereik van de zendmast betreft. Dat moet eerst worden opgelost.

We mogen ook niet vergeten dat de andere hulpdiensten op ASTRID werden aangesloten. In februari 2007 waren op het ASTRID-netwerk meer dan 30.000 radio's actief. De belangrijkste lokale en federale diensten zijn al aangesloten. Alle brandweerkorpsen zullen in de loop van het eerste semester van 2007 worden aangesloten. Van de 250 korpsen beschikken al 107 over de nodige uitrusting.

In 2006 heeft Volksgezondheid zich aangesloten op het netwerk. Er werden radio's besteld voor de MUG-voertuigen en de ziekenwagens.

De FOD Justitie heeft zijn eerste toestellen ontvangen. Douane en Accijnzen heeft 180 radio's in gebruik genomen en Landsverdediging 500 toestellen.

Steeds meer diensten schakelen dus over op het ASTRID-netwerk.

Als toeziend minister dring ik erop aan dat de nv ASTRID alles in het werk stelt om de laatste masten van het oorspronkelijke plan zo snel mogelijk te installeren en het netwerk aan te vullen met een tweede reeks masten. Alle overheden die bevoegd zijn voor de veiligheid van de burgers of de ruimtelijke ordening moeten de nodige wils- en daadkracht aan de dag leggen bij de plaatsing van de ASTRID-masten.

26.03 Jean-Claude Maene (PS): Blijft het huidige systeem (G-Com) behouden tot ASTRID opgestart wordt?

26.04 Minister **Patrick Dewael** (*Frans*): Dat spreekt vanzelf. In zones waar men moeilijkheden ondervonden heeft, Sint-Truiden en Borgloon bijvoorbeeld, is men met het oude systeem blijven werken tot alle problemen opgelost waren. Met ASTRID zouden die problemen binnen een redelijke termijn opgelost moeten geraken.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 18.55 uur.